

NO COVER  
(1)

NO COVER  
(2)

# RESOLUTIONS

adoptées par l'Assemblée générale  
au cours de sa

## DIX-HUITIEME SESSION

17 septembre — 17 décembre 1963

### ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-HUITIEME SESSION  
SUPPLEMENT No 15 (A/5515)



NATIONS UNIES

*New York, 1964*

## N O T E

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les résolutions sont désignées par deux nombres: l'un en chiffres arabes, qui indique le numéro de la résolution, l'autre en chiffres romains, qui indique la session au cours de laquelle la résolution a été adoptée.

Les résolutions de l'Assemblée générale sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On trouvera à la fin du présent volume un répertoire des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa dix-huitième session.

## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Répartition des points de l'ordre du jour .....	ix
Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs .....	xv
Composition du Bureau .....	xv
Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice .....	xv
Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité ..	xvi
Election de six membres du Conseil économique et social .....	xvi
Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ..	xvii

### Résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa dix-huitième session [1881 (XVIII)-1993 (XVIII)]

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
<b>Résolution adoptée sur le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs:</b>		1907 (XVIII). Année de la coopération internationale (point 24) [A/L.433/Rev.1]	
1977 (XVIII). Pouvoirs des représentants à la dix-huitième session de l'Assemblée générale (point 3, b) [A/5676/Rev.1]		Résolution du 21 novembre 1963 .....	5
Résolution du 16 décembre 1963 .....	1	1949 (XVIII). Question d'Aden (point 23) [A/L.436 et Add.1]	
		Résolution du 11 décembre 1963 .....	6
<b>Résolutions adoptées sans renvoi à une commission:</b>		1950 (XVIII). Question de Malte (point 23) [A/L.437 et Add.1 et 2]	
1882 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu à Skoplje (Yougoslavie) [point 83] (A/L.426 et Add.1)		Résolution du 11 décembre 1963 .....	7
Résolution du 14 octobre 1963 .....	4	1951 (XVIII). Question des îles Fidji (point 23) [A/L.438 et Add.1]	
1886 (XVIII). Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 14) [A/L.428]		Résolution du 11 décembre 1963 .....	7
Résolution du 30 octobre 1963 .....	4	1952 (XVIII). Question de la Rhodésie du Nord (point 23) [A/L.439 et Add.1]	
1887 (XVIII). Rapport du Conseil de sécurité (point 11) [A/L.429]		Résolution du 11 décembre 1963 .....	8
Résolution du 30 octobre 1963 .....	4	1953 (XVIII). Question du Nyassaland (point 23) [A/L.440 et Add.1 et 2]	
1888 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du cyclone qui vient de frapper les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago (point 85) [A/L.430 et Add.1 et 2]		Résolution du 11 décembre 1963 .....	8
Résolution du 1er novembre 1963 .....	4	1954 (XVIII). Question du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland (point 23) [A/L.441 et Add.1 et 2]	
1898 (XVIII). Rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale (point 25) [A/5423, par. 67]		Résolution du 11 décembre 1963 .....	8
Résolution du 11 novembre 1963 .....	4	1955 (XVIII). Question de la Guyane britannique (point 23) [A/L.442 et Add.1]	
		Résolution du 11 décembre 1963 .....	8
		1956 (XVIII). La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 23) [A/L.443 et Add.1 et 2, A/L.445 et Add.1]	
		Résolution du 11 décembre 1963 .....	9

	Pages		Pages
1957 (XVIII). Installation d'un dispositif mécanique de vote (point 25) [A/L.444/Rev.1] Résolution du 12 décembre 1963.....	9	1962 (XVIII). Déclaration des principes juridiques régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique (point 28) [A/5656] Résolution du 13 décembre 1963.....	15
1975 (XVIII). Admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies (point 86) [A/L.447 et Add.1] Résolution du 16 décembre 1963.....	10	1963 (XVIII). Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 28) [A/5656] Résolution du 13 décembre 1963.....	16
1976 (XVIII). Admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies (point 86) [A/L.448 et Add.1] Résolution du 16 décembre 1963.....	10	1964 (XVIII). Question de Corée (point 29) [A/5666] Résolution du 13 décembre 1963.....	17
1993 (XVIII). Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte (point 21) [A/L.446] Résolution du 17 décembre 1963.....	10	<b>Note:</b> Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents (point 84).....	18
<b>Notes:</b> Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7) .....	10	<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Commission politique spéciale:</b> 1881 (XVIII). Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine (point 30) [A/5565] Résolution du 11 octobre 1963 .....	19
Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10) .....	10	1896 (XVIII). Effets des radiations ionisantes (point 31) [A/5590] Résolution du 11 novembre 1963.....	19
Rapport du Conseil économique et social (chap. XI [sect. I, sauf les par. 549 à 552], XII et XIII [sect. I à V et X à XII]) [point 12]...	10	1912 (XVIII). Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 32) [A/5624] Résolution du 3 décembre 1963.....	20
Rapport sur la Force d'urgence des Nations Unies (point 19, a) .....	11	1978 (XVIII). Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine (point 30) [A/5565/Add.1] Résolutions A et B du 16 décembre 1963 .....	20
Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental) [point 20]	11	1990 (XVIII). Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale: amendements aux articles 31 et 38 du règlement intérieur de l'Assemblée (point 81) [A/5675] Résolution du 17 décembre 1963 .....	21
Violation des droits de l'homme au Viet-Nam du Sud (point 77) .....	11	Annexe .....	21
<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Première Commission:</b> 1884 (XVIII). Question du désarmement général et complet (point 26) [A/5571] Résolution du 17 octobre 1963.....	13	1991 (XVIII). Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social (point 82) [A/5675] Résolutions A et B du 17 décembre 1963 .....	21
1908 (XVIII). Question du désarmement général et complet (point 26) [A/5571/Add.1] Résolution du 27 novembre 1963.....	13	<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Deuxième Commission:</b> 1897 (XVIII). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 12) [A/5587] Résolution du 11 novembre 1963.....	24
1909 (XVIII). Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires (point 27) [A/5617] Résolution du 27 novembre 1963.....	14	Annexe .....	24
1910 (XVIII). Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires (point 73) [A/5597] Résolution du 27 novembre 1963.....	14		
1911 (XVIII). Dénucléarisation de l'Amérique latine (point 74) [A/5618] Résolution du 27 novembre 1963.....	14		

	<i>Pages</i>
1914 (XVIII). Examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial (point 12) [A/5587/Add.1]	
Résolution du 5 décembre 1963.....	25
1931 (XVIII). Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (point 34) [A/5662]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	25
1932 (XVIII). Moyens de promouvoir la réforme agraire (point 76) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	26
1933 (XVIII). Alphabétisation et alimentation (point 39) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	27
1934 (XVIII). Institut de formation et de recherche des Nations Unies (point 35) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	27
1935 (XVIII). Rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement (point 12) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	28
1936 (XVIII). Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies (point 33, e) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	28
1937 (XVIII). Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (point 39) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	29
1938 (XVIII). Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement (point 33, d) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	29
1939 (XVIII). Planification en vue du développement économique (point 33, a) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	30
1940 (XVIII). Action dans le domaine du développement industriel (point 33, b) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	31
1941 (XVIII). Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales ainsi que du Bureau des Nations Unies à Beyrouth (point 33, c) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	31
1942 (XVIII). Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale (point 12) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	32
1943 (XVIII). Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (point 12) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	33

	<i>Pages</i>
1944 (XVIII). Coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social (point 12) [A/5653]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	33
1945 (XVIII). Elargissement du Conseil d'administration du Fonds spécial (point 36) [A/5654]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	34
1946 (XVIII). Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique (point 37) [A/5654]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	34
1947 (XVIII). Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1964 (point 37, b) [A/5654]	
Résolution du 11 décembre 1963.....	34
1992 (XVIII). Elargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social (point 12) [A/5653/Add.1]	
Résolution du 17 décembre 1963.....	35
<b>Note:</b>	
Organisation des travaux de la Deuxième Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale .....	35
<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Troisième Commission:</b>	
1904 (XVIII). Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 43) [A/5603, A/L.435]	
Résolution du 20 novembre 1963.....	38
1905 (XVIII). Diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 43) [A/5603]	
Résolution du 20 novembre 1963.....	39
1906 (XVIII). Préparation d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 43) [A/5603]	
Résolution du 20 novembre 1963.....	40
1915 (XVIII). Action communautaire (point 12) [A/5606]	
Résolution du 5 décembre 1963.....	40
1916 (XVIII). Situation sociale dans le monde (point 12) [A/5606]	
Résolution du 5 décembre 1963.....	41
1917 (XVIII). Habitation, construction et planification (point 12) [A/5606]	
Résolution du 5 décembre 1963.....	42
1918 (XVIII). Peine capitale (point 12) [A/5606]	
Résolution du 5 décembre 1963.....	42

	<i>Pages</i>
1919 (XVIII). Fonds des Nations Unies pour l'enfance (point 12) [A/5606] Résolution du 5 décembre 1963.....	43
1920 (XVIII). Participation de la femme au développement social et économique national (point 12) [A/5606] Résolution du 5 décembre 1963.....	43
1921 (XVIII). Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (point 12) [A/5606] Résolution du 5 décembre 1963.....	44
1922 (XVIII). Sessions de la Commission des droits de l'homme (point 12) [A/5606] Résolution du 5 décembre 1963.....	44
1923 (XVIII). Représentation géographique équitable à la Commission des droits de l'homme (point 12) [A/5606] Résolution du 5 décembre 1963.....	44
1958 (XVIII). Nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire (point 38) [A/5643] Résolution du 12 décembre 1963.....	44
1959 (XVIII). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 38) [A/5643] Résolution du 12 décembre 1963.....	45
1960 (XVIII). Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (point 48) [A/5655] Résolution du 12 décembre 1963.....	45
1961 (XVIII). Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme (point 79) [A/5660] Résolution du 12 décembre 1963.....	46
1965 (XVIII). Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (point 47) [A/5669] Résolution du 13 décembre 1963.....	46

**Note:**

Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (point 40) .....	
Mesures tendant à faire respecter plus rapidement les droits de l'homme et les libertés fondamentales (point 41) .....	
Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse (point 42) .....	
Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 44) .....	47
Projet de déclaration sur le droit d'asile (point 45) .....	
Liberté de l'information: a) Projet de convention relative à la liberté de l'information; b) Projet de déclaration sur la liberté de l'information (point 46) .....	

<i>Pages</i>	
<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission:</b>	
1883 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud (point 75) [A/5564] Résolution du 14 octobre 1963.....	49
1889 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud (point 75) [A/5564/Add.1] Résolution du 6 novembre 1963.....	50
1899 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain (point 55) [A/5605] Résolution du 13 novembre 1963.....	50
1900 (XVIII). Pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest africain (point 55) [A/5605] Résolution du 13 novembre 1963.....	51
1901 (XVIII). Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain (point 55, b) [A/5605] Résolution du 13 novembre 1963.....	52
1913 (XVIII). Territoires administrés par le Portugal (point 23) [A/5629] Résolution du 3 décembre 1963.....	52
1948 (XVIII). Question d'Oman (point 78) [A/5657] Résolution du 11 décembre 1963.....	53
1969 (XVIII). Rapport du Conseil de tutelle (point 13) [A/5670] Résolution du 16 décembre 1963.....	53
1970 (XVIII). Question du maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 52) [A/5673] Résolution du 16 décembre 1963.....	53
1971 (XVIII). Rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes (point 49) [A/5673] Résolution du 16 décembre 1963.....	54
1972 (XVIII). La situation à Aden (point 49) [A/5673] Résolution du 16 décembre 1963.....	54
1973 (XVIII). Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal (point 54) [A/5673] Résolution du 16 décembre 1963.....	54
1974 (XVIII). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (point 51) [A/5673] Résolution du 16 décembre 1963.....	55
1979 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain (point 55) [A/5605/Add.1] Résolution du 17 décembre 1963.....	55

	<i>Pages</i>
<b>Notes:</b>	
Territoires administrés par le Portugal (point 23)	56
Diffusion, dans les territoires non autonomes, de renseignements relatifs à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 50)	56
<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Cinquième Commission:</b>	
1885 (XVIII). Opération des Nations Unies au Congo: prévisions de dépenses et financement pour la période du 1er janvier au 30 juin 1964 (point 59) [A/5567]	58
Résolution du 18 octobre 1963	58
1890 (XVIII). Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes (point 56) [A/5596]	59
Résolutions A, B, C et D du 6 novembre 1963	59
1891 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (point 61, a) [A/5591 et Add.1 et 2]	60
Résolution A du 6 novembre 1963	60
Résolution B du 27 novembre 1963	60
Résolution C du 17 décembre 1963	60
1892 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité des contributions (point 61, b) [A/5592]	60
Résolution du 6 novembre 1963	60
1893 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des commissaires aux comptes (point 61, c) [A/5593]	60
Résolution du 6 novembre 1963	60
1894 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies (point 61, d) [A/5594]	60
Résolution du 6 novembre 1963	60
1895 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (point 61, e) [A/5595]	60
Résolution du 6 novembre 1963	60
1924 (XVIII). Budget additionnel pour l'exercice 1963 (point 57) [A/5644]	61
Résolution du 11 décembre 1963	61
1925 (XVIII). Amendements au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice (point 58) [A/5636]	63
Résolution du 11 décembre 1963	63
1926 (XVIII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général à un poste devenu vacant au Comité des placements (point 61, f) [A/5637]	63
Résolution du 11 décembre 1963	63

	<i>Pages</i>
1927 (XVIII). Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (point 62) [A/5659]	63
Résolution du 11 décembre 1963	63
1928 (XVIII). Répartition géographique du personnel du Secrétariat (point 66) [A/5646]	64
Résolution du 11 décembre 1963	64
1929 (XVIII). Amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies (point 66) [A/5646]	65
Résolution du 11 décembre 1963	65
1930 (XVIII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 67) [A/5633]	65
Résolution du 11 décembre 1963	65
1980 (XVIII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 63) [A/5682]	65
Résolutions A et B du 17 décembre 1963	65
1981 (XVIII). Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 64) [A/5683]	66
Résolutions A et B du 17 décembre 1963	66
1982 (XVIII). Ecole internationale des Nations Unies (point 68) [A/5685]	66
Résolution du 17 décembre 1963	66
1983 (XVIII). Force d'urgence des Nations Unies (point 19, b) [A/5680]	67
Résolution du 17 décembre 1963	67
1984 (XVIII). Budget de l'exercice 1964 (point 58) [A/5681]	67
Résolutions A, B et C du 17 décembre 1963	67
1985 (XVIII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1964 (point 58) [A/5681]	70
Résolution du 17 décembre 1963	70
1986 (XVIII). Fonds de roulement pour l'exercice 1964 (point 58) [A/5681]	70
Résolution du 17 décembre 1963	70
1987 (XVIII). Plan des conférences (point 60) [A/5681]	71
Résolution du 17 décembre 1963	71
1988 (XVIII). Programmes d'assistance technique visés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (point 58) [A/5681]	71
Résolution du 17 décembre 1963	71

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1989 (XVIII). Clauses et conditions régissant l'émission des obligations de l'Organisation des Nations Unies (point 58) [A/5681/Add.1]		1903 (XVIII). Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations (point 70) [A/5602]	
Résolution du 17 décembre 1963.....	72	Résolution du 18 novembre 1963.....	74
<b>Notes:</b>		1966 (XVIII). Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (point 71) [A/5671]	
Rapport du Conseil économique et social (chap. XIV) [point 12] .....	72	Résolution du 16 décembre 1963.....	74
Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies (point 65) ..	72	1967 (XVIII). Question des méthodes d'établissement des faits (point 71) [A/5671]	
		Résolution du 16 décembre 1963.....	75
<b>Résolutions adoptées sur les rapports de la Sixième Commission:</b>		1968 (XVIII). Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international (point 72) [A/5672]	
1902 (XVIII). Rapport de la Commission du droit international (point 69) [A/5601]		Résolutions A, B et C du 16 décembre 1963 .....	76
Résolution du 18 novembre 1963.....	73		
<hr/>			
<b>Répertoire des résolutions</b> .....			79

## REPARTITION DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR<sup>1</sup>

### Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Pakistan (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Pouvoirs des représentants à la dix-huitième session de l'Assemblée générale (point 3):
  - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président (point 4).
5. Constitution des grandes commissions et election de leurs bureaux (point 5).
6. Election des Vice-Présidents (point 6).
7. Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7).
8. Adoption de l'ordre du jour (point 8).
9. Discussion générale (point 9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (point 11).
12. Rapport du Conseil économique et social (chap. XI [sect. I, sauf les par. 549 à 552], XII et XIII [sect. I à V et X à XII]) [point 12].
13. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 14).
14. Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice (point 15).
15. Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité (point 16).
16. Election de six membres du Conseil économique et social (point 17).
17. Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 18).
18. Force d'urgence des Nations Unies (point 19):
  - a) Rapport sur la Force<sup>2</sup>.
19. Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental): rapport du Secrétaire général (point 20).
20. Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une revision de la Charte (point 21).
21. Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 23).
22. Rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale (point 24).
23. Rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale (point 25).
24. Violation des droits de l'homme au Viet-Nam du Sud (point 77).
25. Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (point 80)<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Sauf indication contraire tous les points faisaient partie de l'ordre du jour recommandé par le Bureau dans son premier rapport (A/5530) et adopté par l'Assemblée générale à sa 1210ème séance plénière, le 20 septembre 1963. A cette même séance, l'Assemblée a adopté les recommandations du Bureau relatives à la répartition des points de l'ordre du jour. Pour la liste numérique des points de l'ordre du jour, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Séances plénières*, fascicule liminaire, ordre du jour.

<sup>2</sup> Pour l'alinéa b, voir ci-dessous "Cinquième Commission", point 4.

<sup>3</sup> A sa 1248ème séance plénière, le 21 octobre 1963, l'Assemblée générale a rejeté le projet de résolution présenté par l'Albanie et le Cambodge (A/L.427 et Add.1).

26. Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu à Skoplje (Yougoslavie) [point 83]<sup>4</sup>.
27. Mesures à prendre à la suite du cyclone qui vient de frapper les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago (point 85)<sup>5</sup>.
28. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 86)<sup>6</sup>.

### Première Commission

(QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ,  
Y COMPRIS LA RÉGLEMENTATION DES ARMEMENTS)

1. Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (point 26).
2. Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires: rapport du Secrétaire général (point 27).
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 28):
  - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
  - b) Rapport du Conseil économique et social (chap. VII [sect. IV]).
4. Question de Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (point 29).
5. Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires (point 73).
6. Dénucléarisation de l'Amérique latine (point 74).
7. Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents (point 84)<sup>7</sup>.

### Commission politique spéciale

1. Politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine: rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine et réponses des Etats Membres conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale (point 30).
2. Effets des radiations ionisantes (point 31):
  - a) Rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes;
  - b) Rapport de l'Organisation météorologique mondiale.
3. Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 32).
4. Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale (point 81).
5. Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social (point 82).
6. Rapport du Conseil économique et social (chap. XIII [sect. VI]) [point 12].

<sup>4</sup> A sa 1214<sup>ème</sup> séance plénière, le 24 septembre 1963, l'Assemblée générale, approuvant la recommandation contenue dans le deuxième rapport du Bureau (A/5553), a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour et de l'examiner en séance plénière.

<sup>5</sup> A sa 1253<sup>ème</sup> séance plénière, le 30 octobre 1963, l'Assemblée générale, approuvant la recommandation contenue dans le quatrième rapport du Bureau (A/5580), a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour et de l'examiner en séance plénière.

<sup>6</sup> A sa 1276<sup>ème</sup> séance plénière, le 11 décembre 1963, l'Assemblée générale, approuvant la recommandation figurant au paragraphe 1 du cinquième rapport du Bureau (A/5650), a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour et de l'examiner en séance plénière.

<sup>7</sup> A sa 1225<sup>ème</sup> séance plénière, le 2 octobre 1963, l'Assemblée générale, approuvant la recommandation contenue dans le troisième rapport du Bureau (A/5559), a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour et de le renvoyer à la Première Commission.

## **Deuxième Commission**

### **(QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES)**

1. Rapport du Conseil économique et social (chap. I à VI, VII [sect. I à III], VIII, IX [sect. III], XI [sect. I, par. 549 à 552, et sect. II] et XIII [sect. VIII et IX]) [point 12].
2. Développement économique des pays sous-développés (point 33):
  - a) Planification en vue du développement économique: rapport du Secrétaire général;
  - b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social;
  - c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales;
  - d) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;
  - e) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies.
3. Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général (point 34).
4. Institut de formation et de recherche des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (point 35).
5. Situation et opérations du Fonds spécial (point 36).
6. Programmes de coopération technique des Nations Unies (point 37):
  - a) Examen des activités;
  - b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique;
  - c) Assistance technique au Burundi et au Rwanda: rapport du Secrétaire général.
7. Moyens de promouvoir la réforme agraire (point 76).
8. Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (point 39).

## **Troisième Commission**

### **(QUESTIONS SOCIALES, HUMANITAIRES ET CULTURELLES)**

1. Rapport du Conseil économique et social (chap. IX [sauf la sect. III], X et XIII [sect. VII]) [point 12].
2. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 38).
3. Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages; rapport du Conseil économique et social (point 40).
4. Mesures tendant à faire respecter plus rapidement les droits de l'homme et les libertés fondamentales: rapport du Conseil économique et social (point 41).
5. Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse: rapport du Secrétaire général (point 42).
6. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 43).
7. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 44).
8. Projet de déclaration sur le droit d'asile (point 45).
9. Liberté de l'information (point 46):
  - a) Projet de convention relative à la liberté de l'information;
  - b) Projet de déclaration sur la liberté de l'information.
10. Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (point 47).

11. Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (point 48).
12. Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme (point 79).

### **Quatrième Commission**

#### (QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES)

1. Rapport du Conseil de tutelle (point 13).
2. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies: rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 49):
  - a) Renseignements d'ordre politique et constitutionnel;
  - b) Renseignements relatifs au développement de l'instruction et au progrès économique et social;
  - c) Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements.
3. Diffusion, dans les territoires non autonomes, de renseignements relatifs à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Secrétaire général (point 50).
4. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes: rapport du Secrétaire général (point 51).
5. Question du maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 52).
6. Election, le cas échéant, à des sièges devenus vacants au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 53)<sup>8</sup>.
7. Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal: rapport du Secrétaire général (point 54).
8. Question du Sud-Ouest africain (point 55):
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain: rapport du Secrétaire général.
9. Question de la Rhodésie du Sud: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 75).
10. Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (chapitre relatif aux territoires administrés par le Portugal) [point 23].
11. Question d'Oman (point 78).

### **Cinquième Commission**

#### (QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES)

1. Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes (point 56):
  - a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - d) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Budget additionnel pour l'exercice 1963 (point 57).
3. Projet de budget pour l'exercice 1964 (point 58).

<sup>8</sup> Par sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, l'Assemblée générale a décidé de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. En conséquence, il n'y a pas eu lieu de procéder à des élections audit comité.

4. Force d'urgence des Nations Unies (point 19) :
  - b) Prévisions de dépenses relatives à l'entretien de la Force<sup>9</sup>.
5. Opération des Nations Unies au Congo: prévisions de dépenses (point 59).
6. Examen du plan des conférences: rapport du Secrétaire général (point 60).
7. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale (point 61) :
  - a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Comité des contributions;
  - c) Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Tribunal administratif des Nations Unies;
  - e) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies;
  - f) Comité des placements: confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général<sup>10</sup>.
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Comité des contributions (point 62).
9. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 63) :
  - a) Affectations de fonds et allocations d'urgence sur le Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique;
  - b) Affectations et allocations de crédits du Fonds spécial.
10. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 64) :
  - a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Mécanisme interorganisations pour les questions de rémunération et d'administration du personnel: rapport du Secrétaire général.
11. Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies (point 65) :
  - a) Rapport du Secrétaire général sur les procédures administratives et financières que l'Assemblée générale doit appliquer au moment où des opérations relatives au maintien de la paix sont autorisées;
  - b) Rapport du Secrétaire général sur ses consultations quant à l'opportunité et à la possibilité de créer un fonds de la paix.
12. Questions relatives au personnel (point 66) :
  - a) Répartition géographique du personnel du Secrétariat: rapport du Secrétaire général;
  - b) Proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée;
  - c) Autres questions relatives au personnel.
13. Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 67).
14. Ecole internationale des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (point 68).
15. Rapport du Conseil économique et social (chap. XIV) [point 12].
16. Troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques: rapport du Secrétaire général (point 22)<sup>11</sup>.

### **Sixième Commission**

#### **(QUESTIONS JURIDIQUES)**

1. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quinzième session (point 69).
2. Question d'une plus large participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations (point 70).

<sup>9</sup> Pour l'alinéa a, voir ci-dessus "Séances plénières", point 18.

<sup>10</sup> A sa 1276ème séance plénière, le 11 décembre 1963, l'Assemblée générale, approuvant la recommandation figurant au paragraphe 2 du cinquième rapport du Bureau (A/5650), a décidé d'ajouter cet alinéa au point 61 de l'ordre du jour.

<sup>11</sup> Le point 22 a été examiné en même temps que les points 58 et 60 de l'ordre du jour. Pour le rapport de la Cinquième Commission relatif à ces questions, voir A/5681.

3. Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (point 71).
4. Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général en vue de renforcer l'application pratique du droit international (point 72).

## CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

(Point 3, a)

Conformément à l'article 28 de son règlement intérieur, l'Assemblée générale nomme la Commission de vérification des pouvoirs<sup>12</sup>.

Les Etats Membres suivants sont nommés membres de la Commission :  
ALGÉRIE, BELGIQUE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, IRLANDE, LIBÉRIA,  
NÉPAL, PANAMA et UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

1206ème séance plénière,  
17 septembre 1963.

## COMPOSITION DU BUREAU

(Points 4, 5 et 6)

Le Bureau de l'Assemblée générale pour la dix-huitième session est constitué comme suit :

*Président de l'Assemblée générale :*

M. Carlos SOSA RODRÍGUEZ (Venezuela).

1206ème séance plénière,  
17 septembre 1963.

*Vice-Présidents de l'Assemblée générale :*

Les représentants des Etats Membres suivants : BULGARIE, CAMEROUN, CHINE, CHYPRE, EL SALVADOR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, ISLANDE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, SOMALIE, SYRIE, TURQUIE et UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

1207ème séance plénière,  
17 septembre 1963.

*Présidents des sept grandes commissions de l'Assemblée générale :*

*Première Commission :* M. C. W. A. SCHURMANN (Pays-Bas) ;

*Commission politique spéciale :* M. Mihail HASEGANU (Roumanie) ;

*Deuxième Commission :* M. Ismael THAJEB (Indonésie) ;

*Troisième Commission :* M. Humberto DÍAZ CASANUEVA (Chili) ;

*Quatrième Commission :* M. ACHKAR Marof (Guinée) ;

*Cinquième Commission :* M. Milton Fowler GREGG (Canada) ;

*Sixième Commission :* M. José María RUDA (Argentine).

1207ème séance plénière<sup>13</sup>,  
17 septembre 1963.

## ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

(Point 15)

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité procèdent, indépendamment l'un de l'autre, à l'élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice, en vue de remplacer les juges suivants, membres sortants :

M. Ricardo J. ALFARO (Panama) ;

M. Jules BASDEVANT (France) ;

<sup>12</sup> Voir résolution 1977 (XVIII), p. 1.

<sup>13</sup> A cette séance, le Président de l'Assemblée générale a annoncé les résultats des élections auxquelles avaient procédé les commissions.

M. Lucio MORENO QUINTANA (Argentine) ;  
M. Roberto CORDOVA (Mexique) ;  
Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Sont élus :

Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;  
M. Isaac FORSTER (Sénégal) ;  
M. André GROS (France) ;  
M. Luis PADILLA NERVO (Mexique) ;  
M. Muhammad ZAFRULLA KHAN (Pakistan).

1249ème et 1250ème séances plénières,  
21 octobre 1963.

\* \* \*

*Par suite de l'élection ci-dessus, la Cour internationale de Justice se composera des membres suivants :* M. Bohdan WINIARSKI (Pologne), M. Abdel Hamid BADAWI (République arabe unie), M. V. K. Wellington Koo (Chine), M. Jean SPIROPOULOS (Grèce), sir Percy SPENDER (Australie), sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. V. M. KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. Kotaro TANAKA (Japon), M. José Luis BUSTAMANTE y RIVERO (Pérou), M. Philip C. JESSUP (Etats-Unis d'Amérique), M. Gaetano MORELLI (Italie), M. Isaac FORSTER (Sénégal), M. André GROS (France), M. Luis PADILLA NERVO (Mexique) et M. Muhammad ZAFRULLA KHAN (Pakistan).

## **ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE**

(Point 16)

L'Assemblée générale procède à l'élection de trois membres non permanents du Conseil de sécurité, en vue de remplacer les Etats ci-après, membres sortants : GHANA, PHILIPPINES et VENEZUELA.

Les Etats Membres suivants sont élus : BOLIVIE, CÔTE-D'IVOIRE et TCHÉCOSLOVAQUIE.

1246ème et 1254ème séances plénières,  
18 octobre et 1er novembre 1963.

\* \* \*

*Par suite de l'élection ci-dessus, le Conseil de sécurité se composera des membres suivants :* BOLIVIE, BRÉSIL, CHINE, CÔTE-D'IVOIRE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, MAROC, NORVÈGE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, TCHÉCOSLOVAQUIE et UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

## **ELECTION DE SIX MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

(Point 17)

L'Assemblée générale procède à l'élection de six membres du Conseil économique et social, en vue de remplacer les Etats ci-après, membres sortants : EL SALVADOR, ETHIOPIE, FRANCE, ITALIE, JORDANIE et URUGUAY.

Les Etats Membres suivants sont élus : ALGÉRIE, CHILI, EQUATEUR, FRANCE, IRAK et LUXEMBOURG.

1246ème séance plénière,  
18 octobre 1963.

\* \* \*

*Par suite de l'élection ci-dessus, le Conseil économique et social se composera des membres suivants :* ALGÉRIE, ARGENTINE, AUSTRALIE, AUTRICHE, CHILI, COLOMBIE, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, INDE, IRAK, JAPON, LUXEMBOURG, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, SÉNÉGAL, TCHÉCOSLOVAQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES et YOUGO-SLAVIE.

## **ELECTION DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES**

**(Point 18)**

L'Assemblée générale, sur la recommandation du Secrétaire général<sup>14</sup>, décide de proroger de deux ans, du 1er janvier 1964 au 31 décembre 1965, le mandat de M. Félix SCHNYDER en tant que Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

*1265ème séance plénière,  
27 novembre 1963.*

---

<sup>14</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour, document A/5608.



**RESOLUTION ADOPTÉE SUR LE RAPPORT  
DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS**

---

**1977 (XVIII). Pouvoirs des représentants à la dix-huitième session  
de l'Assemblée générale**

*L'Assemblée générale*

*Approuve* le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs<sup>1</sup>.

*1283ème séance plénière,  
16 décembre 1963.*

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour, document A/5676/Rev.1.



## RESOLUTIONS ADOPTEES SANS RENVOI A UNE COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1882 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu à Skoplje (Yougoslavie) [14 octobre 1963] (point 83) .....	4
1886 (XVIII). Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (30 octobre 1963) [point 14] .....	4
1887 (XVIII). Rapport du Conseil de sécurité (30 octobre 1963) [point 11] ...	4
1888 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du cyclone qui vient de frapper les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago (1er novembre 1963) [point 85] .....	4
1898 (XVIII). Rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale (11 novembre 1963) [point 25] .....	4
1907 (XVIII). Année de la coopération internationale (21 novembre 1963) [point 24] .....	5
1949 (XVIII). Question d'Aden (11 décembre 1963) [point 23] .....	6
1950 (XVIII). Question de Malte (11 décembre 1963) [point 23] .....	7
1951 (XVIII). Question des îles Fidji (11 décembre 1963) [point 23] .....	7
1952 (XVIII). Question de la Rhodésie du Nord (11 décembre 1963) [point 23] ..	7
1953 (XVIII). Question du Nyassaland (11 décembre 1963) [point 23] .....	8
1954 (XVIII). Question du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland (11 décembre 1963) [point 23] .....	8
1955 (XVIII). Question de la Guyane britannique (11 décembre 1963) [point 23] .....	8
1956 (XVIII). La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (11 décembre 1963) [point 23] .....	9
1957 (XVIII). Installation d'un dispositif mécanique de vote (12 décembre 1963) [point 25] .....	9
1975 (XVIII). Admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies (16 décembre 1963) [point 86] .....	10
1976 (XVIII). Admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies (16 décembre 1963) [point 86] .....	10
1993 (XVIII). Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte (17 décembre 1963) [point 21] ...	10
<i>Notes:</i>	
Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (20 septembre 1963) [point 7] .....	10
Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (17 décembre 1963) [point 10] .....	10
Rapport du Conseil économique et social (chap. XI [sect. I, sauf les par. 549 à 552], XII et XIII [sect. I à V et X à XII]) [17 décembre 1963] (point 12) ..	10
Rapport sur la Force d'urgence des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 19, a] .....	11
Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidentale) [6 novembre 1963] (point 20) ..	11
Violation des droits de l'homme au Viet-Nam du Sud (8 octobre, 11 octobre et 13 décembre 1963) [point 77] .....	11

# 1882 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu à Skoplje (Yougoslavie)

*L'Assemblée générale,*

Constatant avec un profond regret les conséquences catastrophiques du grave tremblement de terre qui a détruit la ville de Skoplje en Yougoslavie, causé la mort de plus de 1 200 êtres humains et occasionné d'immenses dégâts d'ordre matériel et culturel,

Rappelant sa résolution 1753 (XVII) du 5 octobre 1962, ainsi que la résolution 766 (XXX) du Conseil économique et social, en date du 8 juillet 1960,

Notant les mesures énergiques et immédiates prises par le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie pour venir en aide aux victimes du séisme et pour normaliser la vie de la population,

Notant également l'élaboration par le Gouvernement yougoslave d'un plan quinquennal pour la reconstruction de la ville de Skoplje,

Prenant note de l'assistance apportée à la population de Skoplje par de nombreux pays, par les organisations des Nations Unies et par d'autres organisations, et notant avec satisfaction que, par l'esprit de solidarité internationale manifesté à cette occasion, l'œuvre de la reconstruction de Skoplje devient un véritable symbole de l'amitié et de la fraternité entre les peuples,

1. *Exprime sa vive sympathie* à la population de Skoplje et au Gouvernement yougoslave à l'occasion de ce cataclysme;

2. *Fait sienne* la recommandation contenue dans la résolution 970 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1963, invitant les Etats Membres à étudier les autres formes d'aide qu'ils pourraient être en mesure d'offrir à la Yougoslavie, et fait appel à ceux-ci pour qu'ils assistent le Gouvernement yougoslave dans l'exécution du plan quinquennal pour la reconstruction de Skoplje;

3. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les chefs des institutions spécialisées, les directeurs exécutifs du Programme alimentaire mondial et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Directeur général du Fonds spécial ainsi que le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique de tenir compte des besoins immédiats et à long terme du Gouvernement yougoslave dans son plan de reconstruction de Skoplje, lorsqu'ils détermineront, dans les limites de leurs ressources, les services qui seront fournis aux Etats Membres.

1240ème séance plénière,  
14 octobre 1963.

# 1886 (XVIII). Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

*L'Assemblée générale*

Prend acte du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1962-1963<sup>1</sup>.

1253ème séance plénière,  
30 octobre 1963.

<sup>1</sup> Rapport annuel du Conseil des gouverneurs à la Conférence générale, 1er juillet 1962-30 juin 1963, Vienne, juillet 1963, et rapport supplémentaire (A/5471 et Add.1).

# 1887 (XVIII). Rapport du Conseil de sécurité

*L'Assemblée générale*

Prend acte du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale pour la période du 16 juillet 1962 au 15 juillet 1963<sup>2</sup>.

1253ème séance plénière,  
30 octobre 1963.

# 1888 (XVIII). Mesures à prendre à la suite du cyclone qui vient de frapper les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago

*L'Assemblée générale,*

Notant avec une profonde émotion les tragiques conséquences du cyclone qui a frappé la région des Caraïbes, en particulier les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago, provoquant la mort de milliers de personnes et causant des dommages matériels considérables,

Considérant les mesures urgentes adoptées par les gouvernements des pays susmentionnés pour soulager les souffrances des victimes du cyclone, pour reconstruire les zones dévastées et pour rétablir des conditions de vie normales dans les régions en question,

Notant avec une satisfaction particulière que de nombreux Etats, organismes internationaux et institutions des Nations Unies se sont empressés de venir en aide aux victimes du cyclone,

1. *Exprime sa sympathie la plus sincère* aux populations de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago pour les pertes de vies humaines et les dommages matériels causés par le cyclone;

2. *Invite* les Etats Membres et les organisations non gouvernementales à étudier les mesures individuelles ou collectives propres à apporter l'aide la plus utile aux territoires susmentionnés pour leur permettre de travailler plus efficacement au relèvement des zones dévastées, et les prie de fournir généreusement une telle aide;

3. *Demande* au Secrétaire général et aux directeurs des organismes appropriés des Nations Unies d'étudier les besoins immédiats et futurs des pays affectés et de leur fournir une assistance, aux fins de leurs plans de relèvement, dans la mesure des ressources disponibles, en obtenant, lorsque cela sera nécessaire, l'autorisation des organes directeurs compétents.

1254ème séance plénière,  
1er novembre 1963.

# 1898 (XVIII). Rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale

*L'Assemblée générale,*

Rappelant avec satisfaction l'initiative prise par le Président de la seizième session de l'Assemblée générale dans son mémoire du 26 avril 1962 sur les méthodes de travail de l'Assemblée<sup>3</sup>,

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 2 (A/5502).

<sup>3</sup> Ibid., dix-septième session, Annexes, point 86 de l'ordre du jour, document A/5123.

*Rappelant* sa décision du 30 octobre 1962 portant création du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale et sa résolution 1845 (XVII) du 19 décembre 1962, par laquelle elle a décidé de maintenir en fonctions ledit comité,

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial présenté en application de la résolution susmentionnée<sup>4</sup>,

*Consciente* de la nécessité d'adapter ses méthodes de travail aux changements survenus à l'Assemblée générale, notamment à ceux qui résultent de l'augmentation récente du nombre des Etats Membres,

*Soucieuse néanmoins* de ne réduire en rien les possibilités d'action dont l'Assemblée générale doit disposer conformément à la Charte des Nations Unies et au règlement intérieur de l'Assemblée,

*Convaincue* qu'il est de l'intérêt de l'Organisation et des Etats Membres que les tâches de l'Assemblée générale soient remplies d'une manière aussi efficace et expéditive que possible et que, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, la durée des sessions ordinaires ne dépasse pas treize semaines,

*Prend acte* des observations qui figurent dans le rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale et approuve les recommandations présentées par ce comité, en particulier celles qui visent à ce que :

a) Le Président de l'Assemblée générale déploie tous ses efforts pour assurer un déroulement méthodique et régulier de la discussion générale et clôture avec l'assentiment de l'Assemblée, dès que cela lui paraît réalisable, la liste des orateurs inscrits ;

b) Toutes les grandes commissions, à l'exception de la Première Commission, commencent leurs travaux au plus tard deux jours ouvrables après avoir reçu la liste des points de l'ordre du jour qui leur ont été renvoyés par l'Assemblée générale ;

c) La Première Commission se réunisse le plus tôt possible pour organiser ses travaux, déterminer l'ordre de discussion des questions qui lui ont été renvoyées et commencer l'examen systématique de son ordre du jour, étant entendu qu'au début de la session ces séances pourraient avoir lieu lorsqu'il se produit une interruption dans la discussion générale et que, par la suite, l'Assemblée pourrait siéger en séance plénière une partie de la journée, l'autre partie étant réservée à la Première Commission, ce qui permettrait à celle-ci de commencer son travail régulier dès que possible après l'ouverture de la session ;

d) Chacune des grandes commissions établisse dès que possible son programme de travail comprenant les dates approximatives auxquelles elle examinerait les différentes questions qui lui ont été renvoyées et la date à laquelle elle se propose d'achever ses travaux, étant entendu que ce programme serait transmis au Bureau pour permettre à celui-ci de faire les recommandations pertinentes, notamment, lorsqu'il le juge approprié, des recommandations concernant les dates auxquelles les grandes commissions devraient clôturer leurs travaux ;

e) Chacune des grandes commissions envisage la création, dans les circonstances dont il est fait état aux paragraphes 29 à 32 du rapport du Comité spécial, de sous-commissions ou groupes de travail à composition restreinte, mais représentatifs de l'ensemble de ses membres, ayant pour but de faciliter ses travaux ;

f) Le Bureau exerce les fonctions que lui attribuent les articles 40, 41 et 42 du règlement intérieur et fasse notamment toutes recommandations utiles tendant à favoriser le progrès des travaux de l'Assemblée et de ses commissions, de manière à faciliter la clôture de la session à la date prévue ; à cet effet, le Bureau devrait se réunir au moins toutes les trois semaines ;

g) Les présidents utilisent les ressources du règlement intérieur et fassent usage des prérogatives que leur accordent les articles 35 et 108 dudit règlement pour accélérer les travaux de l'Assemblée générale ; à cet effet, ils devraient notamment :

i) Ouvrir les séances à l'heure prévue ;

ii) Faire appel aux représentants pour qu'ils prennent la parole dans l'ordre de leur inscription sur la liste des orateurs, étant entendu que ceux des représentants qui en seraient empêchés seraient normalement placés à la fin de la liste, à moins qu'ils n'aient échangé leur tour de parole avec d'autres représentants ;

iii) Appliquer le règlement intérieur de manière à bien faire observer les dispositions concernant l'exercice du droit de réponse, les explications de vote et les motions d'ordre.

1256ème séance plénière,  
11 novembre 1963.

### 1907 (XVIII). Année de la coopération internationale

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* sa résolution 1844 (XVII) du 19 décembre 1962,

*Prenant acte* du rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale<sup>5</sup>,

*Consciente* du grand nombre de problèmes internationaux graves qui demeurent sans solution et, partant, de la nécessité de la coopération internationale,

*Estimant indispensable* que les Etats Membres s'efforcent de promouvoir des mesures tendant à éliminer la tension internationale,

*Convaincue* que, si le public prend davantage conscience de l'étendue et de l'importance de la coopération quotidienne actuelle, il en résultera une appréciation plus exacte de la véritable nature de la collectivité mondiale et des intérêts communs de l'humanité,

*Convaincue* que le fait de consacrer une année à la coopération internationale aiderait à renforcer la compréhension et la coopération dans le monde et, par là, faciliterait le règlement de problèmes internationaux majeurs,

1. *Désigne* l'année 1965, vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, comme Année de la coopération internationale ;

2. *Exprime sa satisfaction* du travail accompli par la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale ;

3. *Prend note* des principes généraux, des activités proposées et des suggestions relatives à la publicité figurant dans le rapport de la Commission préparatoire ;

4. *Demande* à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux organisations non gouvernementales intéressées :

<sup>4</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, Annexes, point 25 de l'ordre du jour, document A/5423.

<sup>5</sup> *Ibid.*, point 24 de l'ordre du jour, document A/5561.

a) De noter que l'année 1965 a été désignée comme Année de la coopération internationale;

b) De donner la plus grande publicité possible aux activités qu'ils ont entreprises et entreprennent actuellement dans le domaine de la coopération internationale et aux efforts qu'ils déploient pour renforcer et étendre ces activités;

c) D'élaborer les plans et les programmes qui leur paraîtront convenir le mieux pour servir les fins de l'Année de la coopération internationale;

5. *Décide* de créer un Comité pour l'Année de la coopération internationale composé de douze membres au plus qui seront désignés par le Président de l'Assemblée générale;

6. *Prie* le Comité:

a) De formuler et de coordonner des plans en vue de l'Année de la coopération internationale, en tenant compte des opinions et des intentions des gouvernements des Etats Membres, des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des organisations non gouvernementales intéressées;

b) D'organiser et de préparer, en vue de l'Année de la coopération internationale, des activités appropriées qu'entreprendra l'Organisation des Nations Unies, compte tenu du rapport de la Commission préparatoire;

7. *Invite* les Etats Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales intéressées à fournir au Comité, selon les besoins, des renseignements sur leurs plans et intentions touchant l'Année de la coopération internationale;

8. *Prie* le Secrétaire général de fournir, compte tenu de la participation de l'Organisation des Nations Unies à l'Année de la coopération internationale et dans la limite des crédits budgétaires existants, tous les services nécessaires pour promouvoir et mener à bien l'Année de la coopération internationale;

9. *Prie* le Comité de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

1262ème séance plénière,  
21 novembre 1963.

\*  
\* \*

*Le Président de l'Assemblée générale, agissant conformément au paragraphe 5 de la résolution ci-dessus, a nommé les membres du Comité pour l'Année de la coopération internationale.*

*Le Comité se compose des Etats Membres suivants: ARGENTINE, CANADA, CEYLAN, CHYPRE, FINLANDE, INDE, IRLANDE, LIBERIA, MEXIQUE, RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE et TCHÉCOSLOVAQUIE.*

## 1949 (XVIII). Question d'Aden

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative au territoire d'Aden<sup>6</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962,

*Tenant compte* du vœu unanime, exprimé au Sous-Comité d'Aden, de voir se terminer rapidement la domination coloniale,

*Considérant* que la population désire vivement l'unité du territoire,

*Profondément préoccupée* par l'aggravation de la situation dans le territoire, dont la continuation risque d'entraîner des troubles graves et de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Convaincue* de la nécessité de consulter la population du territoire le plus tôt possible,

1. *Approuve* le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et fait siennes les conclusions et recommandations du Sous-Comité d'Aden;

2. *Regrette vivement* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ait refusé de coopérer avec le Sous-Comité d'Aden et, en particulier, qu'il ait refusé de permettre au Sous-Comité de se rendre dans le territoire pour s'acquitter des tâches que lui avait confiées le Comité spécial;

3. *Fait siennes* les résolutions adoptées par le Comité spécial le 3 mai<sup>7</sup> et le 19 juillet 1963<sup>8</sup>;

4. *Réaffirme* que le peuple du territoire a le droit de libre détermination et le droit d'être libéré de la domination coloniale, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

5. *Estime* que le maintien de la base militaire d'Aden compromet la sécurité de la région et qu'il est donc souhaitable de supprimer promptement cette base;

6. *Recommande* de permettre au peuple d'Aden et du protectorat d'Aden d'exercer son droit de libre détermination en ce qui concerne son avenir, l'exercice de ce droit devant se traduire par une consultation de toute la population, dans le plus bref délai, au suffrage universel des adultes;

7. *Invite* la Puissance administrante à:

a) Abroger toutes les lois qui restreignent les libertés publiques;

b) Libérer tous les prisonniers et détenus politiques et les personnes condamnées à la suite d'actes ayant une signification politique;

c) Réadmettre dans le territoire les personnes qui ont été exilées ou qui sont interdites de séjour pour activités politiques;

d) Cesser immédiatement toutes les actions répressives à l'égard de la population du territoire, en particulier les expéditions militaires et les bombardements de villages;

8. *Invite également* la Puissance administrante à effectuer les changements constitutionnels nécessaires en vue de créer un organe représentatif et de former un gouvernement provisoire de tout le territoire, conformément aux vœux de la population, cet organe législatif et ce gouvernement devant être constitués à la suite d'élections générales qui auront lieu au suffrage universel des adultes et dans le respect absolu des droits et des libertés fondamentales de l'homme;

<sup>6</sup> *Ibid.*, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. V.

<sup>7</sup> *Ibid.*, chap. V, append., par. 6.

<sup>8</sup> *Ibid.*, chap. V, par. 478.

9. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires, en consultation avec le Comité spécial et avec la Puissance administrante, pour assurer une présence effective des Nations Unies avant et pendant les élections mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus;

10. *Recommande* que ces élections aient lieu avant l'accession à l'indépendance, qui sera accordée conformément aux vœux librement exprimés des habitants;

11. *Recommande* que des pourparlers soient entrepris sans retard entre le gouvernement issu des élections mentionnées ci-dessus et la Puissance administrante, pour fixer la date de l'accession à l'indépendance et les modalités du transfert des pouvoirs;

12. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution à la Puissance administrante et de faire rapport sur son exécution au Comité spécial;

13. *Prie* le Comité spécial d'examiner de nouveau la situation à Aden et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1950 (XVIII). Question de Malte

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative à Malte<sup>9</sup>,

*Notant* que des progrès constitutionnels ont été réalisés dans le territoire de Malte,

1. *Note avec satisfaction* que Malte accédera à l'indépendance le 31 mai 1964 au plus tard;

2. *Exprime l'espoir* qu'aucun obstacle nouveau ne sera opposé à l'accession de Malte à l'indépendance et que ce territoire deviendra un Etat indépendant au plus tard à la date indiquée au paragraphe 1 ci-dessus;

3. *Invite* la Puissance administrante à prendre les mesures nécessaires en vue du transfert des pouvoirs au peuple de Malte, le 31 mai 1964 au plus tard, conformément à sa volonté et à ses vœux;

4. *Félicite* les Gouvernements de Malte et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des mesures prises en vue de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1951 (XVIII). Question des îles Fidji

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, et notamment le paragraphe 5 de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV), lequel est ainsi conçu :

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non auto-

mes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes",

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative aux îles Fidji<sup>10</sup>,

*Ayant entendu* la déclaration du représentant de la Puissance administrante,

*Notant avec regret* que la Puissance administrante n'a pas pris jusqu'à présent de mesures efficaces pour transférer tous pouvoirs au peuple des îles Fidji, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV),

*Notant en outre* que la Constitution des îles Fidji, en particulier ses titres relatifs au régime électoral ainsi qu'à la composition et aux fonctions des Conseils législatif et exécutif des îles Fidji, n'est pas fondée sur des principes démocratiques généralement admis,

1. *Confirme* le droit inaliénable du peuple des îles Fidji à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. *Invite* la Puissance administrante :

a) A élaborer, de concert avec les représentants du peuple des îles Fidji, une nouvelle constitution qui prévoit des élections libres selon le principe "à chacun une voix" et la création d'institutions représentatives;

b) A prendre sans délai des mesures pour transférer tous les pouvoirs au peuple de ce territoire, conformément à sa volonté et à ses vœux librement exprimés, sans aucune condition ni réserve;

c) A œuvrer, avec la coopération du peuple des îles Fidji, pour l'intégration des différentes communautés, dans les domaines politique, économique et social.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1952 (XVIII). Question de la Rhodésie du Nord

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative à la Rhodésie du Nord<sup>11</sup>,

*Notant* la déclaration que la Puissance administrante a faite le 4 décembre 1963 sur les faits nouveaux d'ordre constitutionnel intervenus récemment en Rhodésie du Nord<sup>12</sup>,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple de la Rhodésie du Nord à l'autodétermination et à l'indépendance;

<sup>10</sup> *Ibid.*, chap. VII.

<sup>11</sup> *Ibid.*, chap. VIII, sect. A.

<sup>12</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, Séances plénières, 1273ème séance.

<sup>9</sup> *Ibid.*, chap. VI.

2. *Note avec satisfaction* que des élections au nouveau Conseil législatif auront lieu en janvier 1964;

3. *Exprime l'espoir* que la Rhodésie du Nord accèdera à l'indépendance dans un avenir aussi rapproché que possible et prie la Puissance administrante de fixer, en consultation avec le Gouvernement nouvellement élu de la Rhodésie du Nord, une date pour l'indépendance de ce territoire;

4. *Exprime l'espoir* qu'aucun obstacle nouveau ne sera opposé à l'accession de la Rhodésie du Nord à l'indépendance et que ce territoire deviendra un Etat indépendant au plus tard à la date visée au paragraphe 3 ci-dessus.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1953 (XVIII). Question du Nyassaland

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative au Nyassaland<sup>13</sup>,

*Notant* que des progrès constitutionnels ont été réalisés au Nyassaland,

1. *Note avec satisfaction* que le Nyassaland accèdera à l'indépendance le 6 juillet 1964 au plus tard;

2. *Exprime l'espoir* qu'aucun obstacle nouveau ne sera opposé à l'accession du Nyassaland à l'indépendance et que ce territoire deviendra un Etat indépendant au plus tard à la date indiquée au paragraphe 1 ci-dessus;

3. *Invite* la Puissance administrante à prendre les mesures nécessaires en vue du transfert des pouvoirs au peuple du Nyassaland, le 6 juillet 1964 au plus tard, conformément à sa volonté et à ses vœux;

4. *Félicite* les Gouvernements du Nyassaland et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des mesures prises en vue de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1954 (XVIII). Question du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1817 (XVII) du 18 décembre 1962, relative aux territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland, qu'elle avait adoptée conformément aux dispositions de ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962,

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative au Bassoutoland, au Betchouanaland et au Souaziland<sup>14</sup>,

*Regrettant* que la Puissance administrante n'ait pas pris de mesures efficaces pour appliquer les dispositions des résolutions 1514 (XV) et 1817 (XVII),

*Tenant compte* du fait que le Gouvernement de la République sud-africaine continue, comme par le passé, à réclamer et à exiger que ces territoires soient transférés à l'Afrique du Sud,

*Rappelant* la déclaration contenue dans la résolution 1817 (XVII) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle toute tentative faite pour annexer le Bassoutoland, le Betchouanaland ou le Souaziland, ou pour porter atteinte d'une façon quelconque à leur intégrité territoriale, sera considérée par l'Organisation des Nations Unies comme un acte d'agression qui viole la Charte des Nations Unies,

*Considérant* la situation économique, financière et sociale peu satisfaisante de ces trois territoires et leurs besoins pressants d'assistance extérieure,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable des peuples du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland à l'autodétermination et à l'indépendance;

2. *Réitère sa demande* à la Puissance administrante de prendre immédiatement des mesures pour restituer aux autochtones toutes les terres qui leur ont été enlevées, sous quelque forme ou sous quelque prétexte qu'ait eu lieu cette aliénation;

3. *Demande à nouveau* à la Puissance administrante de convoquer immédiatement, pour chacun des trois territoires, une conférence constitutionnelle à laquelle participeront tous les groupements représentant les diverses opinions, en vue de la mise au point de dispositions constitutionnelles démocratiques devant conduire à des élections générales au suffrage universel et, immédiatement après, à l'indépendance;

4. *Avertit solennellement* le Gouvernement de la République sud-africaine que toute tentative faite pour annexer ces trois territoires ou pour porter atteinte à leur intégrité territoriale sera considérée comme un acte d'agression;

5. *Prie* le Secrétaire général de fournir auxdits territoires, par l'intermédiaire des programmes de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies et par l'intermédiaire des institutions spécialisées, une assistance économique, financière et technique en rapport avec leurs besoins spéciaux.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1955 (XVIII). Question de la Guyane britannique

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962,

*Ayant examiné* la partie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relative à la Guyane britannique<sup>15</sup>,

*Notant avec un profond regret* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a pas permis la visite en Guyane britannique du sous-comité créé à la suggestion à la fois du Gouvernement de la Guyane britannique et du principal parti d'opposition en vue de rechercher, avec les parties

<sup>13</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. VIII, sect. B.

<sup>14</sup> Ibid., chap. IX.

<sup>15</sup> Ibid., chap. X.

intéressées, les voies et moyens les plus appropriés afin que la Guyane britannique puisse accéder à l'indépendance sans délai,

*Considérant* que les dirigeants de la Guyane britannique qui se sont présentés devant le Comité spécial ont exprimé le désir du peuple de la Guyane britannique d'accéder à l'indépendance sans délai,

*Prenant* acte du paragraphe 65 du rapport du Sous-Comité de la Guyane britannique<sup>16</sup>, qui a été approuvé par le Comité spécial et par lequel le Gouvernement du Royaume-Uni était invité à tout mettre en œuvre pour que la Guyane britannique puisse accéder à l'indépendance le plus rapidement possible sans conditions ni réserves, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV),

*Regrettant* qu'à la récente conférence constitutionnelle sur la Guyane britannique aucune date n'ait été fixée pour l'accèsion à l'indépendance,

1. *Réaffirme* le droit imprescriptible du peuple de la Guyane britannique à l'indépendance;

2. *Invite* le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à fixer sans délai la date de l'indépendance de la Guyane britannique conformément aux vœux du peuple du territoire.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

#### 1956 (XVIII). La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, et les résolutions 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962 par lesquelles l'Assemblée générale a créé le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial<sup>17</sup>,

*Tenant compte* des observations du Comité spécial relatives à la liste des territoires qu'il doit examiner<sup>18</sup>,

*Notant avec un profond regret* que, trois ans après l'adoption de la Déclaration, de nombreux territoires restent encore sous domination étrangère et que, dans certains cas, des mesures même préliminaires n'ont pas été prises en vue de l'application de la Déclaration,

*Déplorant* l'attitude négative de certaines puissances administrantes et leur refus partiel ou complet de coopérer avec le Comité spécial à l'application de la Déclaration,

*Déplorant en outre* l'assistance donnée à certaines puissances administrantes par certains Etats, assistance qui leur permet de persister dans leur refus d'appliquer la Déclaration,

*Ayant adopté* des résolutions sur la Rhodésie du Sud<sup>19</sup>, le Sud-Ouest africain<sup>20</sup>, les territoires adminis-

trés par le Portugal<sup>21</sup>, Aden<sup>22</sup>, Malte<sup>23</sup>, les îles Fidji<sup>24</sup>, la Rhodésie du Nord<sup>25</sup>, le Nyassaland<sup>26</sup>, le Bassoutoland, le Betchouanaland et le Souaziland<sup>27</sup> et la Guyane britannique<sup>28</sup>,

1. *Réaffirme* ses résolutions 1514 (XV), 1654 (XVI) et 1810 (XVII);

2. *Prend acte avec satisfaction* du travail accompli par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et approuve ses méthodes et procédures;

3. *Approuve* le rapport du Comité spécial et invite les puissances administrantes à appliquer les conclusions et recommandations qui y figurent;

4. *Prie* le Comité spécial de continuer à rechercher les voies et moyens les meilleurs d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance et de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session au plus tard;

5. *Regrette profondément* le refus de certaines puissances administrantes de coopérer avec le Comité spécial et leur inobservation persistante des résolutions de l'Assemblée générale;

6. *Invite* le Comité spécial à porter à la connaissance du Conseil de sécurité tous faits, survenus dans l'un quelconque des territoires qu'il examine, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales;

7. *Prie* tous les Etats de s'abstenir de tout acte pouvant gêner la mise en œuvre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Comité spécial en vue de l'application de la Déclaration;

8. *Prie en outre* les puissances administrantes de prêter leur entière coopération au Comité spécial et de faciliter la tâche des sous-comités et groupes de visite chargés par le Comité spécial de se rendre dans les territoires relevant de son mandat;

9. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité spécial tous les moyens et le personnel nécessaires à l'application de la présente résolution.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

#### 1957 (XVIII). Installation d'un dispositif mécanique de vote

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1898 (XVIII) du 11 novembre 1963, relative au rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale<sup>29</sup>,

*Ayant examiné* les parties du rapport du Comité spécial qui traitent de l'emploi d'un dispositif mécanique de vote<sup>30</sup>,

<sup>21</sup> Résolution 1913 (XVIII) du 3 décembre 1963.

<sup>22</sup> Résolution 1949 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>23</sup> Résolution 1950 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>24</sup> Résolution 1951 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>25</sup> Résolution 1952 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>26</sup> Résolution 1953 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>27</sup> Résolution 1954 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>28</sup> Résolution 1955 (XVIII) du 11 décembre 1963.

<sup>29</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 25 de l'ordre du jour, document A/5423, par.

<sup>30</sup> Ibid., point 25 de l'ordre du jour, document A/5423, par. 57 et 58, et annexe VIII

<sup>16</sup> Ibid., chap. X, append.

<sup>17</sup> Ibid., document A/5446/Rev.1.

<sup>18</sup> Ibid., chap. Ier, par. 27.

<sup>19</sup> Résolutions 1883 (XVIII) du 14 octobre 1963 et 1880 (XVIII) du 6 novembre 1963.

<sup>20</sup> Résolutions 1899 (XVIII), 1900 (XVIII) et 1901 (XVIII) du 13 novembre 1963.

*Ayant pris acte* des rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>31</sup> et du rapport de la Cinquième Commission<sup>32</sup>,

1. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires pour l'installation, à titre expérimental pendant un an, d'un dispositif électrique de vote dans la salle de l'Assemblée générale et à exécuter en outre des travaux préliminaires, dans une ou deux salles de conférence, de manière à permettre, si l'expérience réussit, l'extension éventuelle du système sans dépenses excessives;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session une question intitulée "Installation d'un dispositif mécanique de vote".

1278ème séance plénière,  
12 décembre 1963.

### 1975 (XVIII). Admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu* la communication du Conseil de sécurité, en date du 16 décembre 1963, recommandant l'admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies<sup>33</sup>,

*Ayant examiné* la demande d'admission de Zanzibar<sup>34</sup>,

*Décide* d'admettre Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

<sup>31</sup> *Ibid.*, point 25 de l'ordre du jour, document A/5442; et *ibid.*, point 58 de l'ordre du jour, document A/5604, par. 12 et 13.

<sup>32</sup> *Ibid.*, point 58 de l'ordre du jour, document A/5645.

<sup>33</sup> *Ibid.*, point 86 de l'ordre du jour, document A/5677.

<sup>34</sup> A/5661. Pour le texte de ce document, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1963*, document S/5478.

### 1976 (XVIII). Admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu* la communication du Conseil de sécurité, en date du 16 décembre 1963, recommandant l'admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies<sup>35</sup>,

*Ayant examiné* la demande d'admission du Kenya<sup>36</sup>,

*Décide* d'admettre le Kenya à l'Organisation des Nations Unies.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

### 1993 (XVIII). Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une revision de la Charte

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* les dispositions de ses résolutions 992 (X) du 21 novembre 1955, 1136 (XII) du 14 octobre 1957, 1381 (XIV) du 20 novembre 1959, 1670 (XVI) du 15 décembre 1961 et 1756 (XVII) du 23 octobre 1962,

1. *Décide* de maintenir en fonctions le Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une revision de la Charte et invite le Comité à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingtième session, un rapport contenant des recommandations;

2. *Demande* que les travaux envisagés au paragraphe 4 de la résolution 992 (X) de l'Assemblée générale soient poursuivis.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

<sup>35</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, point 86 de l'ordre du jour, document A/5678.

<sup>36</sup> A/5662. Pour le texte de ce document, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1963*, document S/5482.

\*  
\*   \*  
\*

## Notes

### Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7)

A sa 1210ème séance plénière, le 20 septembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte de la communication, en date du 16 septembre 1963, adressée par le Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale<sup>37</sup>.

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10)

A sa 1285ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation<sup>38</sup>.

### Rapport du Conseil économique et social (chap. XI [sect. I, sauf les par. 549 à 552], XII et XIII [sect. I à V et X à XII]) [point 12]

A sa 1285ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte des chapitres XI (sect. I, sauf les par. 549 à 552), XII et XIII (sect. I à V et X à XII) du rapport du Conseil économique et social<sup>39</sup>.

<sup>37</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, point 7 de l'ordre du jour, document A/5517.

<sup>38</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément No 1 (A/5501) et Supplément No 1A (A/5501/Add.1).

<sup>39</sup> *Ibid.*, Supplément No 3 (A/5503).

**Rapport sur la Force d'urgence des Nations Unies<sup>40</sup> (point 19, a)**

A sa 1285ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la Force d'urgence des Nations Unies<sup>41</sup>.

**Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental) [point 20]**

A sa 1255ème séance plénière, le 6 novembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général<sup>42</sup>.

**Violation des droits de l'homme au Viet-Nam du Sud (point 77)**

A sa 1234ème séance plénière, le 8 octobre 1963, l'Assemblée générale a décidé de créer une Mission d'enquête des Nations Unies au Viet-Nam du Sud dont les membres seraient désignés par le Président de l'Assemblée.

A la 1239ème séance plénière, le 11 octobre 1963, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que la Mission se composerait des Etats Membres suivants: AFGHANISTAN, BRÉSIL, CEYLAN, COSTA RICA, DAHOMEY, MAROC et NÉPAL<sup>43</sup>.

A sa 1280ème séance plénière, le 13 décembre 1963, l'Assemblée générale a décidé de ne pas poursuivre l'examen de cette question.

---

<sup>40</sup> Voir résolution 1983 (XVIII), p. 67.

<sup>41</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, point 19 de l'ordre du jour, document A/5494.

<sup>42</sup> *Ibid.*, point 20 de l'ordre du jour, document A/5578.

<sup>43</sup> Pour le rapport de la Mission, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, point 77 de l'ordre du jour, document A/5630.



## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIERE COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1884 (XVIII). Question du désarmement général et complet (17 octobre 1963) [point 26] .....	13
1908 (XVIII). Question du désarmement général et complet (27 novembre 1963) [point 26] .....	13
1909 (XVIII). Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires (27 novembre 1963) [point 27] .....	14
1910 (XVIII). Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires (27 novembre 1963) [point 73] .....	14
1911 (XVIII). Dénucléarisation de l'Amérique latine (27 novembre 1963) [point 74] .....	14
1962 (XVIII). Déclaration des principes juridiques régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique (13 décembre 1963) [point 28] .....	15
1963 (XVIII). Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (13 décembre 1963) [point 28] .....	16
1964 (XVIII). Question de Corée (13 décembre 1963) [point 29] .....	17
<i>Note:</i>	
Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents (13 décembre 1963) [point 84] .....	18

## 1884 (XVIII). Question du désarmement général et complet

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1721 A (XVI) du 20 décembre 1961, dans laquelle elle exprimait la conviction que l'espace extra-atmosphérique ne devrait être exploré et utilisé que pour le bien de l'humanité,

*Décidée* à prendre des mesures pour empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace extra-atmosphérique,

1. *Note avec satisfaction* que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont exprimé l'intention de ne placer dans l'espace extra-atmosphérique aucun objet portant des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive;

2. *Engage solennellement* tous les Etats:

a) A s'abstenir de mettre sur orbite autour de la Terre des objets portant des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive, d'installer de telles armes sur des corps célestes ou de placer de quelque autre manière de telles armes dans l'espace extra-atmosphérique;

b) A s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exercice des activités susmentionnées, ou d'y participer de quelque manière.

1244ème séance plénière,  
17 octobre 1963.

## 1908 (XVIII). Question du désarmement général et complet

*L'Assemblée générale,*

*Consciente* des responsabilités qui lui incombent conformément à la Charte des Nations Unies en matière de désarmement et de consolidation de la paix,

*Convaincue* que l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace est la garantie la plus sûre de la paix mondiale et de la sécurité des nations,

*Reconnaissant* que l'humanité demande de plus en plus instamment que des mesures décisives soient prises en vue d'atteindre cet objectif,

*Rappelant* sa résolution 1378 (XIV) du 20 novembre 1959,

*Réaffirmant* ses résolutions 1722 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1767 (XVII) du 21 novembre 1962,

*Ayant examiné* le rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, en date du 29 août 1963<sup>1</sup>,

*Se déclarant satisfaite* de l'accord intervenu sur un traité d'interdiction partielle des essais et sur l'établissement d'une ligne de communication directe entre Moscou et Washington, ainsi que de l'intention, consi-

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 26 de l'ordre du jour, document A/5488-DC/208.

gnée dans sa résolution 1884 (XVIII) du 17 octobre 1963, de ne placer dans l'espace extra-atmosphérique ou de ne mettre sur orbite aucun objet portant des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive,

*Notant* que tous les signataires du traité d'interdiction partielle des essais ont proclamé au préambule que leur objectif principal est la conclusion, dans les délais les plus rapides, d'un accord de désarmement général et complet sous un contrôle international strict, et qu'ils ont souligné qu'il était souhaitable que cette interdiction partielle des essais soit suivie d'autres mesures initiales,

*Notant en outre* que le Comité des dix-huit puissances, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1767 (XVII) de l'Assemblée générale, est saisi de diverses propositions relatives à d'autres mesures connexes,

### I

1. *Invite* la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement à reprendre, avec énergie et détermination, ses négociations sur le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, conformément à la déclaration commune sur les principes convenus pour les négociations relatives au désarmement<sup>2</sup> et dans un esprit de bonne volonté et de conciliation mutuelle;

2. *Recommande* au Comité des dix-huit puissances de persister dans ses efforts pour élargir la zone où les principales parties s'accordent pour l'essentiel ou envisagent d'une façon analogue les problèmes fondamentaux du désarmement général et complet;

### II

*Demande instamment* au Comité des dix-huit puissances de s'appliquer à rechercher une entente sur des mesures qui pourraient contribuer à atténuer la tension internationale, à réduire la possibilité d'une guerre et à faciliter un accord sur le désarmement général et complet;

### III

1. *Prie* le Comité des dix-huit puissances de présenter à l'Assemblée générale un rapport intérimaire sur l'état de ses travaux le plus tôt possible, et un rapport complet le 1er septembre 1964 au plus tard;

2. *Félicite* le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies des services qu'il fournit au Comité des dix-huit puissances et prie le Secrétaire général de continuer à offrir au Comité l'assistance et les services nécessaires.

1265ème séance plénière,  
27 novembre 1963.

### 1909 (XVIII). Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la déclaration sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires, contenue dans sa résolution 1653 (XVI) du 24 novembre 1961,

<sup>2</sup> *Ibid.*, seizième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document A/4879.

*Sachant* que ce sujet peut être étudié rapidement et efficacement par la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement à Genève,

1. *Prie* la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement d'étudier d'urgence la question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente résolution et tous les autres documents pertinents au Comité des dix-huit puissances.

1265ème séance plénière,  
27 novembre 1963.

### 1910 (XVIII). Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires

*L'Assemblée générale,*

*Pleinement consciente* de ses responsabilités en ce qui concerne la question des essais d'armes nucléaires et des vues de l'opinion publique mondiale à ce sujet,

*Prenant acte avec satisfaction* du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé le 5 août 1963 par les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et, ultérieurement, par un grand nombre d'autres pays,

*Prenant également acte avec satisfaction* du fait que, dans le préambule de ce traité, les parties déclarent qu'elles cherchent à obtenir la cessation à tout jamais de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et qu'elles sont résolues à poursuivre les négociations à cette fin,

1. *Fait appel* à tous les Etats pour qu'ils deviennent parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, et en respectent l'esprit et les dispositions;

2. *Prie* la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de poursuivre d'urgence ses négociations en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans le préambule du Traité;

3. *Prie* le Comité des dix-huit puissances de faire rapport à l'Assemblée générale à une date aussi rapprochée que possible et, en tout cas, à la dix-neuvième session au plus tard;

4. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité des dix-huit puissances les documents et les comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée générale et des séances de la Première Commission au cours desquelles la question des essais nucléaires a été examinée.

1265ème séance plénière,  
27 novembre 1963.

### 1911 (XVIII). Dénucléarisation de l'Amérique latine

*L'Assemblée générale,*

*Consciente* de la nécessité vitale de préserver les générations présentes et futures du fléau d'une guerre nucléaire,

*Rappelant* ses résolutions 1380 (XIV) du 20 novembre 1959, 1576 (XV) du 20 décembre 1960 et 1665 (XVI) du 4 décembre 1961, dans lesquelles elle reconnaissait le danger qu'entraînerait l'augmentation du nombre des pays qui possèdent des armes nucléaires, car une telle augmentation aurait nécessairement pour conséquence d'intensifier la course aux armements et de multiplier les obstacles auxquels se heurte le maintien de la paix dans le monde, rendant ainsi plus difficile la réalisation d'un accord de désarmement général,

*Notant* que, dans sa résolution 1664 (XVI) du 4 décembre 1961, elle a fait observer expressément que l'élaboration et l'application de mesures propres à arrêter les essais d'armes nucléaires et à prévenir une plus large diffusion des armes nucléaires intéressent vivement les pays qui ne possèdent pas d'armes nucléaires, lesquels ont en outre un rôle important à jouer dans ce domaine,

*Considérant* que la conclusion récente du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé le 5 août 1963, a créé un climat favorable permettant de progresser parallèlement en ce qui concerne la prévention d'une plus large diffusion des armes nucléaires, problème qui est étroitement lié au précédent, comme l'indiquaient les résolutions 1649 (XVI) et 1762 (XVII) de l'Assemblée générale, en date des 8 novembre 1961 et 6 novembre 1962,

*Considérant* que les chefs d'Etat de cinq républiques d'Amérique latine ont formulé, le 29 avril 1963, une déclaration sur la dénucléarisation de l'Amérique latine<sup>3</sup>, dans laquelle, au nom de leurs peuples et gouvernements, ils ont annoncé qu'ils étaient disposés à conclure un accord multilatéral latino-américain par lequel leurs pays s'engageraient à ne pas fabriquer, recevoir, stocker ni essayer d'armes nucléaires ni d'engins de lancement de telles armes,

*Reconnaissant* la nécessité de maintenir, en Amérique latine, des conditions qui empêchent les pays de la région d'être entraînés dans une dangereuse et ruineuse course aux armements nucléaires,

1. *Prend note avec satisfaction* de l'initiative en vue de la dénucléarisation de l'Amérique latine que constitue la déclaration commune du 29 avril 1963;

2. *Exprime l'espoir* que les Etats d'Amérique latine entreprendront les études qu'ils estimeront appropriées, à la lumière des principes de la Charte des Nations Unies et des accords régionaux et par les moyens et les voies qu'ils jugeront adéquats, sur les mesures qu'il conviendrait d'adopter pour réaliser les objectifs de ladite déclaration;

3. *Est convaincue* qu'en temps opportun, lorsqu'un accord satisfaisant aura été conclu, tous les Etats, notamment les puissances nucléaires, coopéreront pleinement à la réalisation efficace des objectifs de paix auxquels tend la présente résolution;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir aux Etats d'Amérique latine, sur leur demande, les services techniques dont ils pourront avoir besoin pour atteindre les objectifs énoncés dans la présente résolution.

1265<sup>e</sup>me séance plénière,  
27 novembre 1963.

## 1962 (XVIII). Déclaration des principes juridiques régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique

*L'Assemblée générale,*

*S'inspirant* des vastes perspectives qui s'offrent à l'humanité du fait de la découverte de l'espace extra-atmosphérique par l'homme,

*Reconnaissant* l'intérêt que présente pour l'humanité tout entière le progrès de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

*Estimant* que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique devraient s'effectuer pour favoriser le progrès de l'humanité et au bénéfice des Etats, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique,

*Désirant* contribuer à une large coopération internationale en ce qui concerne les aspects scientifiques aussi bien que juridiques de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

*Estimant* qu'une telle coopération contribuera au développement de la compréhension mutuelle et au renforcement des relations amicales entre nations et entre peuples,

*Rappelant* sa résolution 110 (II) du 3 novembre 1947, qui condamnait la propagande destinée ou de nature à provoquer ou à encourager toute menace à la paix, toute rupture de la paix ou tout acte d'agression, et considérant que la résolution susmentionnée est applicable à l'espace extra-atmosphérique,

*Tenant compte* de ses résolutions 1721 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1802 (XVII) du 14 décembre 1962, adoptées à l'unanimité par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies,

*Déclare solennellement* qu'en ce qui concerne l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique les Etats devraient être guidés par les principes suivants:

1. L'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique seront effectuées pour le bienfait et dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

2. L'espace extra-atmosphérique et les corps célestes peuvent être librement explorés et utilisés par tous les Etats sur la base de l'égalité et conformément au droit international.

3. L'espace extra-atmosphérique et les corps célestes ne peuvent faire l'objet d'appropriation nationale par proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation, ni par tout autre moyen.

4. Les activités des Etats relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique s'effectueront conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser la coopération et la compréhension internationales.

5. Les Etats ont la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique, qu'elles soient poursuivies par des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux, et doivent veiller à ce que les activités nationales s'exercent conformément aux principes énoncés dans la présente Déclaration. Les activités des organismes non gouvernementaux dans l'espace extra-atmosphérique devront faire l'objet d'une autorisation et d'une surveillance continue de la part de l'Etat intéressé. En cas d'activités conduites

<sup>3</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/5415/Rev.1.

dans l'espace extra-atmosphérique par une organisation internationale, la responsabilité du respect des principes énoncés dans la présente Déclaration incombera à l'organisation internationale et aux Etats qui en font partie.

6. En ce qui concerne l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, les Etats devront se fonder sur les principes de la coopération et de l'assistance mutuelle et conduiront toutes leurs activités dans l'espace extra-atmosphérique en tenant dûment compte des intérêts correspondants des autres Etats. Si un Etat a des raisons de croire qu'une activité ou expérience dans l'espace extra-atmosphérique, envisagée par lui-même ou par ses ressortissants, risquerait de faire obstacle aux activités d'autres Etats en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, il devra engager les consultations internationales appropriées avant d'entreprendre ladite activité ou expérience. Tout Etat ayant des raisons de croire qu'une activité ou expérience dans l'espace extra-atmosphérique, envisagée par un autre Etat, risquerait de faire obstacle aux activités poursuivies en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique peut demander que des consultations soient ouvertes au sujet de ladite activité ou expérience.

7. L'Etat sur le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique conservera sous sa juridiction et son contrôle ledit objet, et tout personnel occupant ledit objet, alors qu'ils se trouvent dans l'espace extra-atmosphérique. Il n'est pas porté atteinte à la propriété d'objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, et de leurs éléments constitutifs, du fait de leur passage dans l'espace extra-atmosphérique ou de leur retour à la Terre. De tels objets ou éléments constitutifs trouvés au-delà des limites de l'Etat d'immatriculation devront être restitués à cet Etat, qui devra fournir l'identification voulue, sur demande, préalablement à la restitution.

8. Tout Etat qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet dans l'espace extra-atmosphérique, et tout Etat dont le territoire où les installations servent au lancement d'un objet, est responsable du point de vue international des dommages causés à un Etat étranger ou à ses personnes physiques ou morales par ledit objet ou par ses éléments constitutifs sur terre, dans l'atmosphère ou dans l'espace extra-atmosphérique.

9. Les Etats considéreront les astronautes comme les envoyés de l'humanité dans l'espace extra-atmosphérique, et leur prêteront toute l'assistance possible en cas d'accident, de détresse ou d'atterrissage forcé sur le territoire d'un Etat étranger ou en haute mer. Les astronautes qui font un tel atterrissage doivent être assurés d'un retour prompt et à bon port dans l'Etat d'immatriculation de leur véhicule spatial.

*1280ème séance plénière,  
13 décembre 1963*

### **1963 (XVIII). Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant ses résolutions 1721 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1802 (XVII) du 14 décembre 1962, relatives à la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique,*

*Ayant examiné le rapport présenté par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique<sup>4</sup>,*

*Consciente des avantages que procurerait à tous les Etats Membres leur participation à des programmes internationaux de coopération dans ce domaine,*

#### **I**

1. *Recommande* qu'il soit envisagé de présenter ultérieurement, selon qu'il conviendra, sous forme d'accord international les principes juridiques devant régir les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique;

2. *Prie* le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de poursuivre l'étude des problèmes juridiques que peuvent soulever l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et de rendre compte à ce sujet, en particulier de prendre des dispositions pour que soient établis à bref délai des projets d'accords internationaux concernant la responsabilité pour les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique ainsi que l'assistance aux astronautes et aux véhicules spatiaux et leur retour;

3. *Prie en outre* le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, des résultats obtenus en ce qui concerne l'établissement de ces deux accords;

#### **II**

1. *Fait siennes* les recommandations contenues dans le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant l'échange de renseignements, l'encouragement des programmes internationaux, les installations internationales de lancement de fusées-sondes, l'enseignement et la formation professionnelle et les effets potentiellement néfastes d'expériences spatiales;

2. *Accueille avec satisfaction* la décision du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'entreprendre, en coopération avec le Secrétaire général et en faisant pleinement usage des services et des ressources du Secrétariat:

a) L'établissement d'un document de travail sur les activités et les ressources de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux compétents en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

b) L'établissement d'un résumé des activités nationales et des activités coopératives internationales concernant l'espace;

c) L'établissement d'une liste des services pouvant fournir des bibliographies et des résumés concernant les réalisations et les publications scientifiques et techniques relatives à l'espace et aux domaines connexes;

d) Le rassemblement, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de renseignements sur les moyens d'enseignement et de formation professionnelle offerts par les universités et autres établissements d'enseignement dans les domaines de base liés aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

e) La constitution, à la demande du Gouvernement indien, d'un groupe de six experts qui aura pour

<sup>4</sup> *Ibid.*, point 28 de l'ordre du jour, documents A/5549 et Add.1.

mandat de visiter l'installation de lancement de fusées-sondes de Thumba et de donner au Comité un avis quant à l'octroi du patronage de l'Organisation des Nations Unies conformément aux principes fondamentaux approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 1802 (XVII);

3. *Note avec satisfaction* que, conformément à la résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général tient, grâce aux renseignements fournis par des Etats Membres, un registre public des objets mis sur orbite ou sur une autre trajectoire extra-atmosphérique;

4. *Note avec satisfaction* que certains Etats Membres ont volontairement fourni des renseignements sur leurs programmes nationaux d'activités spatiales et invite les autres Etats Membres à faire de même;

5. *Invite* les Etats Membres à examiner favorablement les demandes des pays qui, désireux de participer à l'exploration pacifique de l'espace extra-atmosphérique, souhaiteraient bénéficier d'une formation et d'une assistance technique appropriées, sur une base bilatérale ou sur toute autre base qui leur paraîtrait indiquée;

6. *Note* l'ampleur que prend la coopération entre Etats Membres dans l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

7. *Note* que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont parvenus à un accord prévoyant une coopération dans les domaines des satellites météorologiques, des télécommunications et de l'établissement de cartes du champ magnétique;

8. *Engage* les Etats Membres à poursuivre et à étendre leurs activités coopératives, de manière que tous les Etats Membres puissent bénéficier de l'exploration et de l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

9. *Exprime la conviction* que la coopération internationale peut aider à faire progresser l'exploration du système solaire;

### III

#### 1. *Prend acte avec satisfaction*:

a) Du deuxième rapport de l'Organisation météorologique mondiale sur l'avancement des sciences atmosphériques et leurs applications, compte tenu des progrès réalisés dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique<sup>6</sup>;

b) Des mesures administratives et financières que le quatrième Congrès météorologique mondial a prises pour donner suite à la résolution 1721 C (XVI) et à la section III de la résolution 1802 (XVII);

2. *Approuve* les efforts tendant à établir, sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale, une veille météorologique mondiale comportant l'utilisation de données recueillies aussi bien par des satellites que par les moyens classiques, des centres d'exploitation des données étant prévus pour améliorer l'efficacité du système;

#### 3. *Demande instamment* aux Etats Membres:

a) D'étendre leur action dans le domaine météorologique, à l'échelon national et régional, pour appliquer le programme élargi de l'Organisation météorologique mondiale;

b) De collaborer à l'établissement de la veille météorologique mondiale;

<sup>5</sup> E/3794 et Corr.1.

c) D'intensifier la recherche et la formation dans le domaine des sciences atmosphériques;

4. *Invite* l'Organisation météorologique mondiale à présenter au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, en 1964, un rapport sur l'état de ses travaux dans ce domaine;

### IV

1. *Prend acte avec satisfaction* du deuxième rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique<sup>6</sup>;

2. *Se félicite* des décisions que la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications, qui s'est tenue en octobre et novembre 1963 sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications, a prises au sujet de l'attribution de bandes de fréquence pour les radiocommunications spatiales et des méthodes à appliquer pour utiliser ces bandes en vue de développer les radiocommunications spatiales;

3. *Invite* l'Union internationale des télécommunications à présenter au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, en 1964, un rapport sur l'état de ses travaux dans ce domaine;

4. *Reconnait* la contribution que les satellites de télécommunications peuvent apporter à l'expansion des services mondiaux de télécommunications et les possibilités qui en découlent d'intensifier le courant d'informations et de mieux atteindre les objectifs de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes.

### V

*Prie* le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de poursuivre ses travaux conformément aux dispositions des résolutions 1472 (XIV), 1721 (XVI) et 1802 (XVII) de l'Assemblée générale, ainsi que de la présente résolution, et de rendre compte de ses activités à l'Assemblée lors de sa dix-neuvième session.

1280ème séance plénière,  
13 décembre 1963.

### 1964 (XVIII). Question de Corée

*L'Assemblée générale,*

*Ayant pris acte* du rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, signé à Séoul (Corée) le 23 août 1963<sup>7</sup>, et des additifs à ce rapport, signés à Séoul les 21 et 29 novembre 1963<sup>8</sup>,

*Réaffirmant* ses résolutions 112 (II) du 14 novembre 1947, 195 (III) du 12 décembre 1948, 293 (IV) du 21 octobre 1949, 376 (V) du 7 octobre 1950, 811 (IX) du 11 décembre 1954, 910 A (X) du 29 novembre 1955, 1010 (XI) du 11 janvier 1957, 1180 (XII) du 29 novembre 1957, 1264 (XIII) du 14 novembre 1958, 1455 (XIV) du 9 décembre 1959, 1740 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1855 (XVII) du 19 décembre 1962,

*Notant* que la plus grande partie des forces des Nations Unies envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies a déjà

<sup>6</sup> E/3770.

<sup>7</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 12 (A/5512).

<sup>8</sup> Ibid., Supplément No 12A (A/5512/Add.1).

été retirée et que les gouvernements intéressés sont disposés à retirer de Corée les forces qui s'y trouvent encore lorsque seront remplies les conditions d'un règlement durable, telles qu'elles ont été définies par l'Assemblée générale,

*Rappelant* que l'Organisation des Nations Unies, en vertu de la Charte, est pleinement et légitimement habilitée à prendre des mesures collectives pour repousser une agression, à rétablir la paix et la sécurité et à prêter ses bons offices pour rechercher un règlement pacifique en Corée,

1. *Réaffirme* que les objectifs des Nations Unies en Corée sont de constituer, par des moyens pacifiques, une Corée unifiée, indépendante et démocratique ayant une

forme représentative de gouvernement et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région;

2. *Invite* les autorités de la Corée du Nord à accepter ces objectifs, que les Nations Unies se sont fixés et que l'Assemblée générale a réaffirmés à maintes reprises;

3. *Demande instamment* que des efforts soutenus soient faits pour atteindre lesdits objectifs;

4. *Prie* la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée de poursuivre ses travaux conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

*1280ème séance plénière,  
13 décembre 1963.*

\*  
\*   \*  
\*

### N o t e

**Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les États européens ayant des régimes sociaux et politiques différents (point 84)**

A sa 1280ème séance plénière, le 13 décembre 1963, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation de la Première Commission<sup>9</sup> visant à renvoyer l'examen de cette question à la dix-neuvième session.

<sup>9</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, *Annexes*, point 84 de l'ordre du jour, document A/5668.

## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

### S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1881 (XVIII). Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine (11 octobre 1963) [point 30] .....	19
1896 (XVIII). Effets des radiations ionisantes (11 novembre 1963) [point 31] ..	19
1912 (XVIII). Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (3 décembre 1963) [point 32] .....	20
1978 (XVIII). Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine (16 décembre 1963) [point 30] .....	20
1990 (XVIII). Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale: amendements aux articles 31 et 38 du règlement intérieur de l'Assemblée (17 décembre 1963) [point 81] .....	21
1991 (XVIII). Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social (17 décembre 1963) [point 82] .....	21

### 1881 (XVIII). Politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1761 (XVII) du 6 novembre 1962,

*Rappelant* la résolution du Conseil de sécurité en date du 7 août 1963<sup>1</sup> par laquelle le Conseil a demandé au Gouvernement de la République sud-africaine de libérer toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*,

*Prenant acte* des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine<sup>2</sup> soulignant le fait que les sévères mesures de répression instituées par le Gouvernement sud-africain font échouer les possibilités d'un règlement pacifique, accroissent l'hostilité entre les groupes raciaux et précipitent un conflit violent,

*Considérant* les informations selon lesquelles le Gouvernement sud-africain intente un procès à un grand nombre de prisonniers politiques en vertu de lois arbitraires prévoyant la peine de mort,

*Considérant* qu'un tel procès conduit inévitablement à une nouvelle détérioration de la situation déjà explosive qui règne en Afrique du Sud, troublant ainsi davantage la paix et la sécurité internationales,

1. *Condamne* le Gouvernement de la République sud-africaine pour l'inobservation des résolutions réitérées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité demandant qu'un terme soit mis à la répression de ceux qui s'opposent à l'*apartheid*;

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5386.

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, additif au point 30 de l'ordre du jour, documents A/5497 et Add.1.

2. *Demande* au Gouvernement sud-africain de renoncer au procès arbitraire en cours et de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*;

3. *Demande* à tous les Etats Membres de déployer tous les efforts nécessaires pour amener le Gouvernement sud-africain à assurer la mise en œuvre immédiate des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus;

4. *Demande* au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, le plus tôt possible au cours de la dix-huitième session, en ce qui concerne l'application de la présente résolution

*1238ème séance plénière,  
11 octobre 1963.*

### 1896 (XVIII). Effets des radiations ionisantes

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* les objectifs de ses résolutions 1629 (XVI) du 27 octobre 1961 et 1764 (XVII) du 20 novembre 1962,

*Rappelant* le rôle important que l'étude des effets des radiations ionisantes a joué en alertant l'opinion mondiale sur leurs dangers,

*Soulignant* l'importance, du point de vue des radiations ionisantes nocives, de la cessation des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau,

*Satisfaite* des progrès accomplis pour la mise en place du dispositif concernant l'observation du niveau de radioactivité atmosphérique et la communication des renseignements obtenus,

*Convaincue* que la coopération internationale en ce domaine demeure nécessaire pour la connaissance du niveau de radioactivité provenant de toute source,

1. *Prend acte* du rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes sur les travaux de sa douzième session<sup>3</sup>;

2. *Invite* l'Agence internationale de l'énergie atomique, les institutions spécialisées, les organisations scientifiques non gouvernementales internationales et nationales ainsi que les hommes de science à continuer de prêter au Comité scientifique la collaboration dont il a besoin;

3. *Recommande* aux gouvernements des Etats Membres, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux institutions spécialisées et aux organisations scientifiques non gouvernementales internationales et nationales de prendre les mesures appropriées pour mettre en œuvre, selon leurs moyens, des programmes d'information sur les effets des radiations ionisantes;

4. *Encourage* l'Organisation météorologique mondiale à poursuivre l'application du dispositif concernant l'observation du niveau de radioactivité atmosphérique et la communication des renseignements obtenus, en tenant compte des recommandations faites par le Comité scientifique à sa douzième session;

5. *Demande* au Comité scientifique de poursuivre son programme et son œuvre coordinatrice pour accroître la connaissance du niveau et des effets des radiations ionisantes provenant de toute source;

6. *Prend note* de l'intention du Comité scientifique de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, un nouveau rapport sur les résultats de ses travaux.

1256<sup>ème</sup> séance plénière,  
11 novembre 1963.

## 1912 (XVIII). Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Assemblée générale,

*Rappelant* ses résolutions 194 (III) du 11 décembre 1948, 302 (IV) du 8 décembre 1949, 393 (V) et 394 (V) des 2 et 14 décembre 1950, 512 (VI) et 513 (VI) du 26 janvier 1952, 614 (VII) du 6 novembre 1952, 720 (VIII) du 27 novembre 1953, 818 (IX) du 4 décembre 1954, 916 (X) du 3 décembre 1955, 1018 (XI) du 28 février 1957, 1191 (XII) du 12 décembre 1957, 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, 1456 (XIV) du 9 décembre 1959, 1604 (XV) du 21 avril 1961, 1725 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1856 (XVII) du 20 décembre 1962,

*Prenant acte* du rapport annuel du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1962 au 30 juin 1963<sup>4</sup>,

*Notant avec un profond regret* que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés, prévus au paragraphe 11 de la résolution 194 (III), n'ont encore eu lieu, qu'aucun progrès notable n'a été réalisé en ce qui concerne le programme de réintégration des réfugiés, soit par le rapatriement soit par la réinstallation, programme que l'Assemblée générale a fait sien par le paragraphe 2 de la résolution 513 (VI), et que, de ce fait, la situation des réfugiés continue d'être un sujet de grave préoccupation,

<sup>3</sup> *Ibid.*, point 31 de l'ordre du jour, document A/5406.

<sup>4</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément No 13 (A/5513).

1. *Exprime sa sincère gratitude* à M. John H. Davis, à l'occasion de sa démission du poste de Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour son administration efficace de l'Office pendant les cinq dernières années et pour le dévouement avec lequel il s'est occupé du bien-être des réfugiés;

2. *Exprime ses remerciements* au personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour le dévouement dont il ne cesse de faire preuve en vue d'assurer aux réfugiés de Palestine les services essentiels, ainsi qu'aux institutions spécialisées et aux organisations privées pour l'œuvre très utile qu'elles accomplissent en faveur des réfugiés;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine le personnel et les services dont elle peut avoir besoin pour accomplir sa tâche;

4. *Invite* la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine à poursuivre ses efforts en vue de l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III);

5. *Souligne de nouveau* la situation financière précaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et invite instamment les gouvernements qui ne versent pas de contribution à le faire et ceux qui versent une contribution à envisager d'en augmenter le montant, afin que l'Office puisse exécuter ses programmes essentiels.

1269<sup>ème</sup> séance plénière,  
3 décembre 1963.

## 1978 (XVIII). Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine

A

L'Assemblée générale,

*Ayant examiné* les rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine<sup>2</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 1761 (XVII) du 6 novembre 1962 et 1881 (XVIII) du 11 octobre 1963,

*Prenant note* des résolutions du Conseil de sécurité en date des 7 août<sup>1</sup> et 4 décembre 1963<sup>5</sup>,

1. *Fait appel* à tous les Etats pour qu'ils prennent les mesures appropriées et intensifient leurs efforts, individuellement et collectivement, en vue de dissuader le Gouvernement de la République sud-africaine de poursuivre sa politique d'apartheid, et leur demande en particulier d'appliquer pleinement la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 décembre 1963;

2. *Prend acte avec satisfaction* des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et lui demande de continuer à suivre constamment les divers aspects de cette question et de faire rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité chaque fois que cela se révélera nécessaire;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial tous les moyens nécessaires à l'accomplissement effectif de sa tâche;

<sup>5</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1963, document S/5471.

4. *Invite* les institutions spécialisées et tous les Etats Membres à accorder leur assistance et leur coopération au Comité spécial dans l'exécution de son mandat.

1283ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

## B

*L'Assemblée générale,*

*Prenant acte* du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine, dans lequel le Comité a souligné les sérieuses difficultés auxquelles doivent faire face les familles des personnes persécutées par le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour leur opposition à la politique d'*apartheid* et a recommandé que la communauté internationale, par souci humanitaire, leur prête secours et assistance<sup>6</sup>,

*Considérant* qu'une telle assistance s'accorde avec les buts et principes des Nations Unies,

*Notant* que les familles en question continuent d'éprouver de sérieuses difficultés,

1. *Demande* au Secrétaire général de rechercher les voies et moyens de prêter secours et assistance, par l'intermédiaire des institutions internationales compétentes, aux familles de toutes les personnes persécutées par le Gouvernement de la République sud-africaine pour leur opposition à la politique d'*apartheid*;

2. *Invite* les Etats Membres et les organisations à contribuer généreusement à ces secours et à cette assistance;

3. *Invite* le Secrétaire général à faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, sur la mise en œuvre de la présente résolution.

1283ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

## 1990 (XVIII). Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale: amendements aux articles 31 et 38 du règlement intérieur de l'Assemblée

*L'Assemblée générale,*

*Tenant compte* de l'accroissement considérable du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies,

*Tenant compte également* du fait que les membres du Bureau de l'Assemblée générale doivent être choisis de façon à assurer son caractère représentatif par une répartition géographique équilibrée des sièges,

*Estimant* que, pour ces raisons, il est souhaitable d'élargir la composition du Bureau,

*Notant* que le Bureau est composé du Président de l'Assemblée générale, des Vice-Présidents de l'Assemblée et des Présidents des grandes commissions,

1. *Décide* d'amender les articles 31 et 38 de son règlement intérieur en les remplaçant par les textes suivants:

### "Article 31

"L'Assemblée générale élit un Président et dix-sept Vice-Présidents, qui restent en fonctions jusqu'à la clôture de la session à laquelle ils sont élus. Les Vice-Présidents sont élus après l'élection des Présidents des sept grandes commissions mentionnées à l'article

101 et de façon à assurer le caractère représentatif du Bureau."

### "Article 38

"Le Bureau comprend le Président de l'Assemblée générale, qui le préside, les dix-sept Vice-Présidents et les Présidents des sept grandes commissions. Tous les membres du Bureau appartiennent à des délégations différentes et sont choisis de façon à assurer son caractère représentatif. Les Présidents d'autres commissions au sein desquelles tous les membres ont le droit d'être représentés et qui sont créées par l'Assemblée générale pour siéger au cours de la session ont le droit d'assister aux séances du Bureau et peuvent participer aux débats sans droit de vote."

2. *Décide* que le Président de l'Assemblée générale, les dix-sept Vice-Présidents de l'Assemblée et les sept Présidents des grandes commissions seront élus conformément à l'annexe à la présente résolution;

3. *Décide* d'abroger toutes les résolutions et dispositions antérieures concernant la composition du Bureau, et de modifier toutes les dispositions du règlement intérieur qui s'y rapportent.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

## ANNEXE

1. Lors de l'élection du Président de l'Assemblée générale, il sera tenu compte de la nécessité de procéder, par rotation, à l'attribution de ce poste suivant une répartition géographique équitable entre les régions mentionnées au paragraphe 4 ci-dessous.

2. Les dix-sept Vice-Présidents de l'Assemblée générale sont élus d'après les critères suivants, compte tenu du paragraphe 3 ci-dessous:

a) Sept représentants d'Etats d'Afrique et d'Asie;

b) Un représentant d'un Etat d'Europe orientale;

c) Trois représentants d'Etats d'Amérique latine;

d) Deux représentants d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats;

e) Cinq représentants des membres permanents du Conseil de sécurité.

3. Par suite de l'élection du Président de l'Assemblée générale, il est attribué toutefois à la région à laquelle appartient le Président de l'Assemblée une vice-présidence de moins que ne le prévoit le paragraphe 2 ci-dessus.

4. Les sept Présidents des grandes commissions sont élus d'après les critères suivants:

a) Trois représentants d'Etats d'Afrique et d'Asie;

b) Un représentant d'un Etat d'Europe orientale;

c) Un représentant d'un Etat d'Amérique latine;

d) Un représentant d'un Etat d'Europe occidentale ou d'un autre Etat;

e) La septième présidence est attribuée, par alternance annuelle, à un représentant des Etats mentionnés aux alinéas c et d ci-dessus.

## 1991 (XVIII). Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social

## A

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que la composition actuelle du Conseil de sécurité est inéquitable et déséquilibrée,

*Reconnaissant* que, du fait de l'accroissement du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, il est nécessaire d'élargir la composition du

<sup>6</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 30 de l'ordre du jour, document A/5497, par. 513.

Conseil de sécurité afin d'y assurer une représentation géographique plus adéquate des membres non permanents et de permettre au Conseil de s'acquitter plus efficacement des fonctions qui lui incombent aux termes de la Charte des Nations Unies,

*Considérant* les conclusions et recommandations du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte<sup>7</sup>,

1. *Décide*, conformément à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies, d'adopter les amendements suivants à la Charte et de les soumettre à la ratification des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies :

a) Au paragraphe 1 de l'Article 23, remplacer le mot "onze", qui figure dans la première phrase, par le mot "quinze" et le mot "six", qui figure dans la troisième phrase, par le mot "dix";

b) Au paragraphe 2 de l'Article 23, remanier comme suit la deuxième phrase :

"Lors de la première élection des membres non permanents après que le nombre des membres du Conseil de sécurité aura été porté de onze à quinze, deux des quatre membres supplémentaires seront élus pour une période d'un an";

c) Au paragraphe 2 de l'Article 27, remplacer le mot "sept" par le mot "neuf";

d) Au paragraphe 3 de l'Article 27, remplacer le mot "sept" par le mot "neuf";

2. *Demande* à tous les Etats Membres de ratifier les amendements ci-dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard le 1er septembre 1965;

3. *Décide en outre* que les dix membres non permanents du Conseil de sécurité seront élus d'après les critères suivants :

a) Cinq membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

b) Un membre élu parmi les Etats d'Europe orientale;

c) Deux membres élus parmi les Etats d'Amérique latine;

d) Deux membres élus parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

## B

*L'Assemblée générale,*

*Reconnaissant* que, du fait de l'accroissement du nombre des Etats Membres de l'Organisation des

Nations Unies, il est nécessaire d'élargir la composition du Conseil économique et social en vue d'y assurer une représentation géographique plus adéquate et de permettre au Conseil de s'acquitter plus efficacement des fonctions qui lui incombent aux termes des Chapitres IX et X de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* les résolutions 974 B et C (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1963,

*Considérant* les conclusions et recommandations du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte<sup>7</sup>,

1. *Décide*, conformément à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies, d'adopter l'amendement suivant à la Charte et de le soumettre à la ratification des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies :

### "Article 61

"1. Le Conseil économique et social se compose de vingt-sept Membres de l'Organisation des Nations Unies, élus par l'Assemblée générale.

"2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, neuf membres du Conseil économique et social sont élus chaque année pour une période de trois ans. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

"3. Lors de la première élection qui aura lieu après que le nombre des membres du Conseil économique et social aura été porté de dix-huit à vingt-sept, neuf membres seront élus en plus de ceux qui auront été élus en remplacement des six membres dont le mandat viendra à expiration à la fin de l'année. Le mandat de trois de ces neuf membres supplémentaires expirera au bout d'un an et celui de trois autres au bout de deux ans, selon les dispositions prises par l'Assemblée générale.

"4. Chaque membre du Conseil économique et social a un représentant au Conseil";

2. *Demande* à tous les Etats Membres de ratifier l'amendement ci-dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard le 1er septembre 1965;

3. *Décide en outre* que, sans préjudice de la répartition actuelle des sièges au Conseil économique et social, les neuf membres supplémentaires seront élus d'après les critères suivants :

a) Sept membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

b) Un membre élu parmi les Etats d'Amérique latine;

c) Un membre élu parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

<sup>7</sup> *Ibid.*, point 21 de l'ordre du jour, document A/5487, par. 9.

## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1897 (XVIII). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (11 novembre 1963) [point 12] .....	24
1914 (XVIII). Examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial (5 décembre 1963) [point 12] .....	25
1931 (XVIII). Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (11 décembre 1963) [point 34] .....	25
1932 (XVIII). Moyens de promouvoir la réforme agraire (11 décembre 1963) [point 76] .....	26
1933 (XVIII). Alphabétisation et alimentation (11 décembre 1963) [point 39] ..	27
1934 (XVIII). Institut de formation et de recherche des Nations Unies (11 décembre 1963) [point 35] .....	27
1935 (XVIII). Rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement (11 décembre 1963) [point 12] .....	28
1936 (XVIII). Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies (11 décembre 1963) [point 33, e] .....	28
1937 (XVIII). Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (11 décembre 1963) [point 39] .....	29
1938 (XVIII). Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement (11 décembre 1963) [point 33, d] .....	29
1939 (XVIII). Planification en vue du développement économique (11 décembre 1963) [point 33, a] .....	30
1940 (XVIII). Action dans le domaine du développement industriel (11 décembre 1963) [point 33, b] .....	31
1941 (XVIII). Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales ainsi que du Bureau des Nations Unies à Beyrouth (11 décembre 1963) [point 33, c] .....	31
1942 (XVIII). Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale (11 décembre 1963) [point 12] .....	32
1943 (XVIII). Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance (11 décembre 1963) [point 12] .....	33
1944 (XVIII). Coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social (11 décembre 1963) [point 12] .....	33
1945 (XVIII). Elargissement du Conseil d'administration du Fonds spécial (11 décembre 1963) [point 36] .....	34
1946 (XVIII). Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique (11 décembre 1963) [point 37] .....	34
1947 (XVIII). Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1964 (11 décembre 1963) [point 37, b] .....	34
1992 (XVIII). Elargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social (17 décembre 1963) [point 12] .....	35

*Note:*

Organisation des travaux de la Deuxième Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale (17 décembre 1963) .....	35
---	----

## 1897 (XVIII). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

### *L'Assemblée générale,*

Rappelant sa résolution 1785 (XVII) du 8 décembre 1962, ainsi que les résolutions 917 (XXXIV), 944 (XXXV) et 963 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date des 3 août 1962, 18 avril 1963 et 18 juillet 1963,

Ayant examiné la partie du rapport du Conseil économique et social consacrée à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement<sup>1</sup>,

Notant avec satisfaction que les objectifs de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement trouvent un appui grandissant, qui s'est traduit pendant la dix-huitième session de l'Assemblée par un accord général sur la nécessité de préparatifs complets pour la Conférence afin d'en assurer le plein succès,

Estimant que la déclaration commune de représentants des pays en voie de développement, qui figure dans le rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement relatif à sa deuxième session<sup>2</sup> et qui expose brièvement les opinions, les besoins et les aspirations de ces pays en ce qui concerne la Conférence, constitue une base appropriée pour l'examen des problèmes des pays en voie de développement à la Conférence et une contribution importante à ses délibérations,

1. *Note avec satisfaction* les travaux déjà accomplis par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à ses première et deuxième sessions et par le Secrétaire général de la Conférence;

2. *Accueille avec satisfaction* la Déclaration commune des pays en voie de développement au sujet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, faite à la dix-huitième session de l'Assemblée générale et dont le texte est annexé à la présente résolution;

3. *Invite* les Etats qui participeront à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à tenir dûment compte de la Déclaration commune des pays en voie de développement lorsqu'ils examineront les divers points à l'ordre du jour ainsi que les documents et propositions de nature à servir les buts élevés de la Conférence.

1256ème séance plénière,  
11 novembre 1963.

### ANNEXE

DÉCLARATION COMMUNE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT FAITE À LA DIX-HUITIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PAR LES REPRÉSENTANTS DES ETATS SUIVANTS: AFGHANISTAN, ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, ARGENTINE, BIRMANIE, BOLIVIE, BRÉSIL, BURUNDI, CAMBODGE, CAMEROUN, CEYLAN, CHILI, CHYPRE, COLOMBIE, CONGO (BRAZZAVILLE), CONGO (LÉOPOLDVILLE), COSTA RICA, DAHOMEY, EL SALVADOR, ÉQUATEUR, ÉTHIOPIE, GABON, GHANA, GUATEMALA, GUINÉE, HAÏTI, HAUTE-VOLTA, HONDURAS, INDE, INDONÉSIE, IRAK, IRAN, JAMAÏQUE, JORDANIE, KOWEÏT, LAOS, LIBAN, LIBÉRIA, LIBYE, MADAGASCAR, MALAISIE, MALI, MAROC, MAURITANIE, MEXIQUE, NÉPAL, NICARAGUA, NIGER, NIGÉRIA, NOUVELLE-

ZÉLANDE, OUGANDA, PAKISTAN, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, PHILIPPINES, RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, RWANDA, SÉNÉGAL, SIERRA LEONE, SOMALIE, SOUDAN, SYRIE, TANGANYIKA, TCHAD, THAÏLANDE, TOGO, TRINITÉ ET TOBAGO, TUNISIE, URUGUAY, VENEZUELA, YÉMEN ET YOUGOSLAVIE

### I

1. Les pays en voie de développement estiment que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait constituer un événement marquant de la collaboration internationale dans la voie de l'expansion de leurs économies respectives et du progrès général de l'économie mondiale dans son ensemble. Ces pays sont persuadés que des décisions concrètes qui seront prises à cette conférence et de leur application effective dépendra la réalisation intégrale des objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, si modestes soient-ils. Les pays en voie de développement font déjà et sont décidés à continuer de faire de grands efforts pour assurer leur progrès économique et social au moyen de la mobilisation complète de leurs ressources intérieures, du développement de l'agriculture, de l'industrialisation et de la diversification de leur production et de leur commerce. Toutefois, cette tâche ne peut être accomplie que si ces efforts sur le plan national sont complétés et soutenus par une action internationale appropriée. Les pays en voie de développement comptent que la Conférence les aidera à atteindre le stade de la croissance économique autonome.

### II

2. Le commerce international pourrait devenir un instrument plus efficace de développement économique, grâce non seulement à l'expansion des exportations traditionnelles des pays en voie de développement, mais aussi à l'ouverture de débouchés pour les nouveaux produits de ces pays et à une augmentation générale de leur part des exportations mondiales, dans le cadre d'une amélioration des termes de l'échange. Pour cela, il faut arriver à une nouvelle division internationale du travail impliquant une modification des structures de la production et du commerce. C'est de cette manière seulement que l'indépendance économique des pays en voie de développement pourra être renforcée et que se formera peu à peu une économie mondiale composée d'éléments vraiment interdépendants et intégrés. L'expansion de la production et l'accroissement de la productivité et du pouvoir d'achat des pays en voie de développement contribueront aussi au progrès économique des pays industrialisés et deviendront, en conséquence, un facteur de prospérité pour le monde entier.

3. A l'heure actuelle, les principes et la structure des échanges mondiaux continuent à jouer surtout en faveur des régions avancées du monde. Au lieu d'aider les pays en voie de développement à accélérer l'expansion et la diversification de leurs économies, les tendances actuelles du commerce mondial les privent du résultat des efforts qu'ils font pour obtenir une croissance plus rapide. Ces tendances doivent être renversées. Il faut augmenter le volume des échanges des pays en voie de développement et diversifier leur composition; les prix de leurs exportations doivent être stabilisés à des niveaux équitables et rémunérateurs et les transferts internationaux de capitaux doivent se faire à des conditions plus favorables pour ces pays, afin qu'ils arrivent à se procurer, par leurs échanges commerciaux, une plus forte proportion des biens nécessaires à leur développement économique.

4. Pour atteindre ce résultat, il faut appliquer sur le plan international une politique commerciale dynamique. Cette politique devrait tenir compte, en premier lieu, de la nécessité d'accorder une aide et une protection spéciales aux régions du monde encore peu développées du point de vue économique. Il est sans doute important d'écarter les obstacles au commerce des pays en voie de développement, mais pour accélérer l'expansion des parties du monde qui sont en retard, il ne suffit pas d'appliquer de façon inconditionnelle la clause de la nation la plus favorisée et de réduire simplement les droits de douane. Il est indispensable de prendre des mesures plus positives afin d'arriver à une nouvelle division internationale du travail et

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 3 (A/5503), chap. III, sect. II.

<sup>2</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, 3ème partie, document E/3799, par. 186.

pour que l'activité économique des pays en voie de développement atteigne le degré de productivité et de diversification nécessaire. Les mesures prises par les pays évolués pour favoriser le développement des régions relativement arriérées situées sur leur territoire peuvent fournir un exemple des mesures dynamiques et opportunes qui devraient être prises dans le domaine de la coopération économique internationale.

### III

5. Les problèmes commerciaux fondamentaux des pays en voie de développement sont bien définis. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, ce n'est donc pas d'avoir conscience de l'existence de ces problèmes, mais d'être disposé à agir. De nombreuses propositions constructives ont été faites au cours de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les représentants des pays en voie de développement qui font la présente Déclaration recommandent à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'examiner ces problèmes avec la plus sérieuse attention et de rechercher, avant l'ouverture de la Conférence, tous les moyens pratiques possibles de les mettre en œuvre, afin que l'on puisse se mettre d'accord à la Conférence sur les principes essentiels d'une nouvelle politique internationale du commerce et du développement. Cette politique, conformément à la résolution 1785 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1962, devrait permettre à la Conférence d'adopter des mesures concrètes visant notamment à :

- a) Créer des conditions propres à accroître les échanges entre pays ayant atteint un niveau de développement équivalent, se trouvant à des stades de développement différents ou ayant des systèmes économiques et sociaux différents ;
- b) Réduire progressivement et éliminer aussitôt que possible tous les obstacles et toutes les restrictions qui entravent les exportations des pays en voie de développement, sans qu'ils aient à accorder des concessions à titre de réciprocité ;
- c) Augmenter le volume des exportations de produits primaires des pays en voie de développement, à la fois des produits bruts et des produits transformés, vers les pays industrialisés et stabiliser les cours à des niveaux équitables et rémunérateurs ;
- d) Elargir les débouchés pour les exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis en provenance des pays en voie de développement ;
- e) Fournir à des conditions favorables des moyens financiers correspondant mieux aux besoins afin de permettre aux pays en voie de développement d'augmenter leurs importations de biens d'équipement et de matières premières industrielles indispensables à leur développement économique, et mieux coordonner les politiques commerciales et les politiques en matière d'assistance ;
- f) Améliorer le commerce invisible des pays en voie de développement, notamment en réduisant les paiements qu'ils doivent faire pour les transports et l'assurance et en allégeant la charge de leurs dettes ;
- g) Améliorer les arrangements institutionnels et, en cas de besoin, créer notamment un nouveau mécanisme et instituer les méthodes nécessaires pour mettre en œuvre les décisions de la Conférence.

### IV

6. Les pays en voie de développement aspirent à l'établissement, sur le plan international, de relations économiques plus stables et plus saines qui leur permettent de trouver de plus en plus dans leurs propres ressources le moyen d'assurer leur indépendance économique. Ils sont persuadés que non seulement la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement contribuera à accélérer leur expansion économique, mais qu'elle sera en outre un instrument puissant de stabilité et de sécurité dans le monde.

7. Les pays en voie de développement espèrent fermement que la Conférence fournira l'occasion de manifester, dans le domaine du commerce et du développement, cette même volonté politique qui a inspiré la Charte des Nations Unies, signée à San Francisco, et la création de l'Organisation. Ils sont convaincus que, dans cet esprit, les décisions de la Conférence

instaureront une coopération internationale plus étroite et permettront de réaliser de plus grands progrès dans la voie de la sécurité économique collective. Le commerce international deviendra ainsi le plus sûr garant de la paix dans le monde et la Conférence marquera une étape décisive dans l'application de la Charte.

## 1914 (XVIII). Examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné la recommandation du Conseil économique et social contenue dans la résolution 937 (XXXV) du 10 avril 1963 et tendant à ce que le Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial comprenne quatre membres de plus, chacun des deux organes qui désignent les membres du Comité devant en élire deux nouveaux,*

1. *Décide de modifier les paragraphes 2 et 3 de la section I de sa résolution 1714 (XVI) du 19 décembre 1961, de manière à prévoir que :*

a) *Le Comité comprendra vingt-quatre Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ;*

b) *Le Conseil économique et social élira deux nouveaux membres ;*

2. *Prie le Conseil économique et social de procéder, lors de la reprise de sa trente-sixième session, à l'élection de ces deux nouveaux membres, ainsi qu'à l'examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO prévu au paragraphe 9 de la section I de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale.*

*1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.*

## 1931 (XVIII). Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant sa résolution 1837 (XVII) du 18 décembre 1962 intitulée "Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement" et la résolution 982 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1963, intitulée "Conséquences économiques et sociales du désarmement", qui traitent notamment des avantages que le désarmement pourrait présenter pour les programmes économiques et sociaux du monde entier,*

*Encourageant par la conclusion du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau,*

*Espérant que l'on parviendra à d'autres accords qui atténueront la tension dans le monde et conduiront en fin de compte au désarmement général et complet sous contrôle international efficace,*

*Prenant acte du rapport présenté par le Secrétaire général au Conseil économique et social<sup>3</sup> et communiqué à l'Assemblée générale<sup>4</sup> en application du paragraphe 7 de la résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée, au sujet des activités des Etats Membres, des divers organes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spé-*

<sup>3</sup> *Ibid.*, point 7 de l'ordre du jour, documents E/3736 et Add.1 à 9.

<sup>4</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes*, points 12, 33, 34, 35, 36, 37, 39 et 46 de l'ordre du jour, document A/5537.

cialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement, et en application de la résolution 982 (XXXVI) du Conseil,

*Prenant acte également* du rapport présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale<sup>5</sup> en application du paragraphe 8 de la résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée au sujet des projets et plans de développement en vue d'un programme économique de désarmement,

*Notant avec satisfaction* que plusieurs gouvernements, ainsi que certaines institutions spécialisées et commissions économiques régionales, ont déjà entrepris ou se sont déclarés prêts à entreprendre, en coopération avec le Secrétaire général, l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement,

1. *Approuve* la résolution 982 (XXXVI) du Conseil économique et social et demande instamment aux Etats Membres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter l'exécution de la résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée générale et de la résolution 982 (XXXVI) du Conseil;

2. *Invite* les institutions spécialisées intéressées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les commissions économiques régionales à collaborer avec le Secrétaire général à des études, dans leurs domaines respectifs, consacrées aux différents problèmes que les aspects économiques et sociaux du désarmement soulèvent en ce qui concerne les relations économiques et commerciales internationales, conformément aux résolutions 982 (XXXVI) du Conseil économique et social et 1837 (XVII) de l'Assemblée générale, et en particulier, comme il est prévu au paragraphe 5 de la résolution 982 (XXXVI) du Conseil, à procéder à une enquête appropriée sur la possibilité d'étudier les problèmes qui pourraient se poser à propos des produits primaires;

3. *Exprime l'espoir* que les gouvernements de tous les Etats intensifieront leurs efforts afin de parvenir à un accord sur le désarmement général et complet sous contrôle international efficace, avec le désir d'apporter à l'humanité les bienfaits que mentionne la Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement;

4. *Espère en outre* que les Etats Membres, notamment ceux que la question intéresse substantiellement, poursuivront, compte tenu de l'évolution de la situation en matière de désarmement, leurs études et leurs activités touchant les conséquences économiques et sociales du désarmement, les problèmes que le désarmement impliquera pour eux et les moyens de résoudre ces problèmes, et invite les Etats Membres à prêter leur concours au Secrétaire général;

5. *Prie* le Conseil économique et social d'étudier, lors de sa trente-septième session, tous les aspects pertinents de la question de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement général, notamment la possibilité de créer un groupe spécial, compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable, aux fins d'accélérer les activités dans ce domaine d'étude, et demande au Conseil de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

6. *Approuve* les intentions et les plans du Secrétaire général quant à l'exécution d'un programme de travail conformément à la résolution 1837 (XVII) de l'Assem-

blée générale, comme il est indiqué dans son rapport<sup>5</sup>, et prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, lors de sa dix-neuvième session, un autre rapport à ce sujet.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

## 1932 (XVIII). Moyens de promouvoir la réforme agraire

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur la réforme agraire et son importance dans le développement économique et social,

*Considérant* que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont reconnu que, dans de nombreux pays en voie de développement, l'un des grands obstacles au développement économique, social et culturel provient de la persistance de régimes fonciers et de modes de culture périmés,

*Notant* que, dans sa résolution 1526 (XV) du 15 décembre 1960, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à faire des études afin de déterminer de quelle manière le régime fiscal, financier et budgétaire et l'utilisation actuelle de la terre peuvent entraver ou accélérer l'exécution de programmes nationaux de réforme agraire, et qu'il y a lieu de compléter lesdites études par celles des méthodes de financement de la réforme agraire à l'échelon national,

*Soulignant* les parties pertinentes de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, sur la Décennie des Nations Unies pour le développement, et notamment l'alinéa b du paragraphe 4, dans lequel elle recommande l'adoption de mesures propres à aider les pays en voie de développement, sur leur demande, à élaborer des plans nationaux rationnels et intégrés — comprenant, s'il y a lieu, la réforme agraire — qui serviront à mobiliser leurs ressources intérieures et à utiliser celles qui sont offertes par des sources étrangères, sur une base tant bilatérale que multilatérale, pour le progrès vers une expansion auto-entretenu,

*Considérant* que les changements dans la structure agraire des pays en voie de développement sont intimement liés au développement industriel de ces pays,

*Considérant* que le financement peut constituer l'un des principaux problèmes qui gênent la réalisation de la réforme agraire et que l'expérience acquise par d'autres pays en matière de réforme agraire peut présenter une importance particulière pour les pays en voie de développement,

*Considérant en outre* que la réforme agraire est une opération complexe qui suppose un rajustement profond du pays et, de ce fait, exige des services d'information, de vulgarisation et d'orientation,

*Reconnaissant* que la réforme agraire relève des droits souverains des Etats,

1. *Déclare* que les Nations Unies doivent faire un effort concerté maximum pour faciliter une réforme agraire effective, démocratique et pacifique dans les pays en voie de développement;

2. *Encourage* les Etats Membres intéressés à procéder, dans le cadre de leurs programmes de développement économique et social, à la réforme agraire et aux autres réformes institutionnelles qui sont nécessaires pour améliorer leur structure agraire et qui sont dans

<sup>5</sup> *Ibid.*, document A/5538.

l'intérêt des agriculteurs sans terre ainsi que des petits et moyens cultivateurs;

3. *Invite* les Etats Membres et tous les organismes internationaux intéressés à renforcer l'assistance technique qu'ils fournissent aux pays en voie de développement qui exécutent des programmes de réforme agraire et à prêter l'attention voulue aux demandes d'aide financière ou de toute autre aide appropriée destinée au développement agricole, présentées par des pays en voie de développement dans le cadre de leurs programmes de réforme agraire et surtout par ceux qui ont déjà engagé des ressources nationales, notamment des capitaux, pour résoudre leurs problèmes agraires respectifs;

4. *Prie* le Comité du développement industriel, conformément à la résolution 1525 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960, de tenir compte dans l'exécution de son programme de travail, de la nécessité d'une coordination et d'une intégration plus poussées du développement industriel et du développement agricole dans les pays en voie de développement;

5. *Demande* au Secrétaire général d'inclure parmi les études qu'il doit effectuer conformément à la résolution 1526 (XV) de l'Assemblée générale, compte tenu de l'expérience des divers pays à cet égard, celle des procédés et méthodes à appliquer pour assurer, sur le plan national, le financement d'un programme d'ensemble de réforme agraire, y compris par l'émission d'obligations;

6. *Demande en outre* au Secrétaire général agissant en collaboration avec les commissions économiques régionales, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et toutes les institutions internationales intéressées, d'examiner promptement les demandes des pays en voie de développement tendant à ce que soient étudiés les problèmes financiers auxquels ils peuvent se heurter à l'occasion de leur développement agricole dans le cadre de leurs programmes de réforme agraire et d'examiner la possibilité d'assurer une coopération régionale ou internationale, selon le cas, pour résoudre les problèmes de ces pays;

7. *Prie* le Secrétaire général et les institutions spécialisées de continuer à fournir une assistance technique, sur leur demande, aux Etats Membres qui ont entrepris des programmes de réforme agraire, afin qu'ils puissent organiser des services d'information, de vulgarisation et d'orientation pour promouvoir ces programmes.

1276<sup>e</sup> séance plénière,  
1 décembre 1963.

### 1933 (XVIII). Alphasbétisation et alimentation

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1496 (XV) du 27 octobre 1960, par laquelle elle faisait appel aux Etats Membres pour qu'ils prennent les mesures voulues en vue d'alléger les souffrances de la population d'autres pays qui manque de produits alimentaires et prêtent leur concours à ces pays dans leurs efforts pour développer leur économie et s'assurer une vie meilleure, et sa résolution 1714 (XVI) du 19 décembre 1961, par laquelle elle approuvait l'institution d'un programme alimentaire mondial de caractère expérimental,

*Tenant compte* de l'œuvre importante accomplie par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en faveur de l'aide aux enfants dans les pays en voie de développement,

*Considérant* que les campagnes d'alphabétisation dans les pays en voie de développement seront promises à un plus grand succès si l'on supplée en même temps aux déficiences alimentaires dont souffre souvent la population de ces pays, notamment la population d'âge scolaire,

*Notant* que la consommation d'aliments est insuffisante dans la plupart des pays en voie de développement et que cette situation a des effets négatifs sur la population, plus spécialement sur la population d'âge scolaire, de même que sur la main-d'œuvre,

*Notant en outre* que l'absentéisme scolaire est intimement lié à la nécessité dans laquelle se trouvent les écoliers de travailler, surtout dans les zones rurales, pour contribuer aux revenus de la famille ou à la production des aliments requis,

*Soulignant* que l'analphabétisme parmi les travailleurs constitue un grave obstacle à la formation professionnelle et technique et, par conséquent, au développement économique et social,

1. *Invite* les Etats Membres à faire pleinement usage de l'assistance internationale disponible, y compris celle qui est offerte dans le cadre du Programme alimentaire mondial, en vue de campagnes d'alphabétisation destinées à la population scolaire ainsi qu'aux adultes des deux sexes;

2. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, agissant conjointement et en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, d'inclure dans les études à entreprendre en application du paragraphe 2 de la section II de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale la question de la fourniture de repas dans le cadre de projets d'alphabétisation, y compris la distribution gratuite d'aliments à la population d'âge scolaire, ainsi que, s'il est possible, dans le cadre de projets plus vastes de développement communautaire ou d'alphabétisation des adultes;

3. *Invite en outre* les Etats Membres à envisager la possibilité d'inclure ce genre de collaboration dans les accords bilatéraux ou régionaux qu'ils pourraient conclure touchant le développement économique et le progrès de l'enseignement.

1276<sup>e</sup> séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1934 (XVIII). Institut de formation et de recherche des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Tenant compte* des buts et des principes des Nations Unies, tels qu'ils sont définis aux Articles 1er et 2 de la Charte,

*Constatant en particulier* que le développement économique et social et la réalisation de la paix et de la sécurité sont étroitement liés et que l'un et l'autre dépendent de la coopération internationale,

*Réaffirmant sa conviction* que si l'on veut atteindre les objectifs des Nations Unies, notamment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, il importe de fournir et de former du personnel de la plus haute qualité, provenant des Etats Membres en voie de développement,

la nation ou celui de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées,

*Rappelant* sa résolution 1827 (XVII) du 18 décembre 1962, par laquelle elle a prié le Secrétaire général d'étudier s'il était souhaitable et possible d'instaurer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, un institut des Nations Unies ou un programme de formation qui serait financé par des contributions volontaires d'origine publique et privée,

*Ayant examiné* la note établie par le Secrétaire général<sup>6</sup> pour donner suite à cette résolution,

*Tenant compte* du fait que l'institut envisagé peut apporter la contribution la plus efficace en complétant les organismes de formation et de recherche existants, y compris les instituts régionaux et autres instituts compétents, en coopérant avec eux et en évitant les doubles emplois,

*Constatant* que le Conseil économique et social a fait siennes les grandes lignes du plan du Secrétaire général tendant à créer l'institut de formation et de recherche des Nations Unies,

1. *Remercie* le Secrétaire général des observations et des recommandations qu'il a formulées dans sa note relative à l'institut;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour créer l'institut, en tenant dûment compte de la tâche que l'on envisage de lui confier, telle qu'elle est définie au paragraphe 3 de la résolution 1827 (XVII) de l'Assemblée générale, ainsi que des avis exprimés à la dix-huitième session de l'Assemblée et à la trente-sixième session du Conseil économique et social;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à rechercher des sources éventuelles, gouvernementales et non gouvernementales, d'assistance financière à l'institut, en vue de créer celui-ci, si possible, dans le premier semestre de 1964;

4. *Prie* d'autre part le Secrétaire général de soumettre un rapport intérimaire à la reprise de la trente-sixième session du Conseil économique et social et à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1935 (XVIII). Rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1713 (XVI) du 19 décembre 1961 sur le rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement,

*Tenant compte* du fait que l'étude que le Secrétaire général a été prié d'établir aux termes de la résolution 1713 (XVI) n'a pas pu être achevée en temps voulu pour être soumise à l'Assemblée générale lors de sa dix-huitième session en raison du grand nombre de pays sur lesquels elle porte et de son caractère technique,

*Considérant* que le Conseil économique et social a recommandé que la compilation et l'analyse des renseignements nécessaires continuent pendant toute l'an-

née 1963, de sorte que l'étude puisse être soumise au Comité du développement industriel, au Conseil économique et social, lors de sa trente-septième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session,

*Considérant* que, dans le rapport sur sa deuxième session<sup>7</sup>, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, reconnaissant l'importance des brevets pour faciliter l'accès à l'expérience et aux connaissances techniques, a suggéré que l'étude entreprise soit hâtée afin que la Conférence puisse l'examiner,

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer la préparation de l'étude mentionnée aux alinéas a, b et c de la résolution 1713 (XVI) et de soumettre cette étude à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi qu'au Comité du développement industriel, au Conseil économique et social, lors de sa trente-septième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session;

2. *Recommande* que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lors des débats sur le point IV de son ordre du jour provisoire, intitulé "Amélioration du commerce invisible des pays en voie de développement", examine très attentivement l'étude établie par le Secrétaire général.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1936 (XVIII). Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1521 (XV) du 15 décembre 1960, 1706 (XVI) du 19 décembre 1961 et 1826 (XVII) du 18 décembre 1962,

*Ayant examiné* le rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies sur les travaux de sa troisième session<sup>8</sup>,

1. *Décide* de proroger le mandat du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies, afin de lui permettre de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale aux termes de l'alinéa c du paragraphe 5 de la résolution 1826 (XVII);

2. *Prie* le Secrétaire général:

a) De préparer, en consultation avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et avec les autres organisations auxquelles il jugera nécessaire de faire appel, une étude des mesures pratiques propres à transformer le Fonds spécial en fonds d'équipement, de façon qu'il exerce à la fois des activités de préinvestissement et d'investissement;

b) D'achever et de distribuer cette étude pour qu'elle fasse partie de la documentation préparée pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au même titre que les autres documents demandés par le Comité préparatoire de la Conférence dans le domaine du financement du développement;

3. *Charge* le Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies d'examiner l'étude du Secrétaire général à la lumière des vues qui pourraient être exprimées à la Conférence, ainsi qu'au Conseil économique et social lors de sa trente-septième session, et

<sup>7</sup> Ibid., point 5 de l'ordre du jour, 3ème partie, document E/3799, par. 165.

<sup>8</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, points 4 et 5 de l'ordre du jour, document E/3780.

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, points 12, 33, 34, 35, 37, 39 et 76 de l'ordre du jour, document A/5536.

de formuler des recommandations appropriées qui seront soumises à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, pour qu'elle prenne les mesures nécessaires.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1937 (XVIII). Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

*L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 1677 (XVI) du 18 décembre 1961 et 1710 (XVI) du 19 décembre 1961 et la résolution 972 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1963, relatives à la coopération pour la suppression de l'analphabétisme dans le monde,

Ayant pris connaissance avec satisfaction du rapport sur la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle<sup>9</sup>, établi à la demande de l'Assemblée générale, qui a été approuvé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture lors de sa douzième session et transmis à l'Assemblée par le Conseil économique et social,

Exprimant sa profonde inquiétude devant la situation grave que révèle ce rapport, qui indique que :

a) D'après les chiffres estimatifs les plus valables, il y avait plus de 700 millions d'adultes illettrés — âgés de quinze ans ou davantage — au milieu du XXème siècle, soit plus des deux cinquièmes de la population mondiale,

b) Dans beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le pourcentage d'adultes illettrés varie entre 70 et 90 p. 100 de la population et le taux d'analphabétisme est encore plus élevé parmi les femmes et, dans les circonstances actuelles et dans ces pays seuls, quelque 20 à 25 millions de nouveaux illettrés viendront s'ajouter chaque année à la population adulte dans les six ou sept années à venir,

Réaffirmant sa conviction que le droit à l'éducation est un des droits fondamentaux de l'homme tels qu'ils sont énoncés dans l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et que l'analphabétisme des masses est un obstacle au progrès économique et social pendant la Décennie des Nations Unies pour le développement et ultérieurement,

Reconnaissant que, si l'élimination de l'analphabétisme est surtout un problème qui exige un effort national, une coopération internationale intensifiée a également un rôle important à jouer dans la solution de ce problème,

Tenant compte des conclusions portées à l'attention de l'Assemblée générale par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans sa résolution 1.2531 du 12 décembre 1962 adoptée à sa douzième session,

1. Invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies où l'analphabétisme est toujours répandu à accorder une priorité appropriée à l'élimination de l'analphabétisme dans leurs plans de développement d'ensemble et, s'ils le jugent nécessaire, à établir des programmes nationaux d'éducation des adultes, y compris des services gouvernementaux pour élaborer et exécuter de tels programmes;

2. Invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, particulièrement les Etats où l'analphabétisme n'est plus un problème majeur, à prêter une assistance technique ou financière, ou l'une et l'autre, selon le cas, aux efforts nationaux déployés pour éliminer, dans l'intérêt de tous, l'analphabétisme dans les pays où il est répandu;

3. Invite les organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine de l'éducation ou qui s'y intéressent à collaborer au maximum à une action mondiale pour réaliser l'alphabétisation universelle, élément essentiel du progrès économique et social durant la Décennie des Nations Unies pour le développement et ultérieurement;

4. Félicite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de l'action qu'elle mène pour éliminer l'analphabétisme dans le monde et exprime l'espoir qu'elle poursuivra son action dans ce domaine et continuera à examiner comme il convient les méthodes à suivre pour atteindre cet objectif, notamment la planification, le contrôle et le financement de projets pilotes;

5. Invite le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Directeur général du Fonds spécial, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique ainsi que le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et des organismes qui y sont affiliés, à étudier les moyens d'appuyer les efforts nationaux pour la suppression de l'analphabétisme grâce à une campagne mondiale et à toute autre mesure, si nécessaire, de coopération et d'assistance internationales, financières et autres, et à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, un rapport sur cette question accompagné de propositions appropriées.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1938 (XVIII). Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement

*L'Assemblée générale,*

Rappelant ses diverses résolutions et celles du Conseil économique et social sur le courant international d'assistance et de capitaux de développement,

Reconnaissant que la création et la mobilisation du capital national doivent constituer l'une des principales préoccupations de tous les gouvernements qui planifient leur développement économique en vue de parvenir à un taux de croissance auto-entretenu,

Reconnaissant en outre que le courant international d'assistance et de capitaux de développement à des conditions acceptables a un rôle positif à jouer dans l'accélération du développement économique des pays en voie de développement,

Considérant que, bien que le courant d'assistance internationale et de capitaux de développement ait déjà contribué de façon appréciable, au cours des années, à favoriser le développement, il existe un écart grandissant entre le niveau de vie des pays économiquement avancés et celui des pays en voie de développement,

Consciente de l'objectif énoncé dans le Préambule de la Charte des Nations Unies de recourir aux insti-

<sup>9</sup> E/3771 et Corr.1 et 2.

tutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, ainsi que des Articles 55 et 56 de la Charte,

*Tenant compte* de la recommandation du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies visant à ce que l'Assemblée générale prenne en considération le désir du Comité que les besoins en capitaux de développement et les courants de capitaux fassent l'objet d'une étude continue, et tienne compte aussi des vues qui ont été exprimées au Comité quant aux organismes le mieux adaptés à cette fin,

1. *Prie* le Conseil économique et social d'envisager promptement et attentivement, lors de sa trente-septième session, la création d'un comité permanent ou de tout autre mécanisme approprié, conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies et compte tenu des décisions pertinentes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lequel ferait constamment et systématiquement, au regard des ressources totales en capital, le point des entrées de capitaux de développement et d'assistance internationale dans les pays en voie de développement, ainsi que des sorties de capitaux de ces pays, et donnerait des avis au Conseil sur les questions relatives à la nature et au volume de ces courants en vue d'accélérer le développement économique des pays en voie de développement;

2. *Prie* le Secrétaire général:

a) De réexaminer, avec le concours des experts auxquels il jugerait souhaitable de faire appel et en consultation avec les institutions spécialisées compétentes et les autres organes intéressés, ainsi qu'en tenant compte des opinions exprimées dans les divers organes de l'Organisation des Nations Unies, les problèmes de concepts et de méthodes posés dans les rapports qu'il a soumis récemment, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale sur le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques;

b) De soumettre des propositions à l'effet de rendre aussi rationnelle et aussi complète que possible la présentation annuelle des données sur les courants de capitaux et l'assistance, en utilisant les renseignements qui peuvent être obtenus auprès d'autres organisations internationales et des commissions économiques régionales, pour aider à déterminer dans quelle mesure le capital, en particulier le capital international, dont disposent les pays en voie de développement est suffisant eu égard aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1939 (XVIII). Planification en vue du développement économique

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1708 (XVI) du 19 décembre 1961, relative à la planification en vue du développement économique, et la résolution 979 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 1er août 1963, concernant la planification et les projections économiques,

*Persuadée* qu'une planification économique adaptée à la situation et aux besoins particuliers de chaque pays en voie de développement est l'une des princi-

pales conditions de son développement économique et social rapide,

*Considérant* le besoin urgent qu'ont les pays en voie de développement de donner à leur personnel la formation voulue en matière de méthodes et techniques du développement économique et les moyens de formation limités qui existent aux fins du développement économique,

*Ayant présente à l'esprit* la nécessité d'intensifier l'assistance aux pays en voie de développement qui procèdent à la planification de leur développement économique, ainsi qu'aux instituts régionaux de planification, en communiquant les connaissances pratiques acquises par les pays qui ont l'expérience de la planification du développement économique,

*Reconnaissant* que les projections économiques à long terme ont un rôle bien déterminé à jouer dans la planification nationale et internationale en vue du développement économique,

*Consciente* du rapport étroit qui existe entre les plans nationaux et le commerce international, notamment du point de vue de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi qu'il ressort de la subdivision 3 du point I de l'ordre du jour provisoire de la Conférence, intitulée "Le commerce international dans ses rapports avec les institutions, les politiques et la planification du développement national",

1. *Fait siennes* les recommandations du Conseil économique et social relatives aux travaux futurs dans le domaine de la planification en vue du développement économique, contenues dans la résolution 979 (XXXVI) du Conseil;

2. *Accueille avec satisfaction* la création d'instituts de planification et de développement économique au sein des diverses commissions économiques régionales;

3. *Prend acte avec satisfaction* du programme de travail du Centre des projections et de la programmation économiques;

4. *Invite* les commissions économiques régionales et le Centre des projections et de la programmation économiques à intensifier leur collaboration avec les instituts régionaux de planification et l'assistance qu'ils leur fournissent, ainsi qu'à contribuer à favoriser l'échange de renseignements entre les commissions économiques régionales et les autres organismes intéressés des Nations Unies sur l'expérience acquise dans ce domaine et à faciliter la diffusion de ces renseignements par tous les moyens appropriés, y compris l'organisation de colloques et de cycles d'études;

5. *Prie* le Secrétaire général:

a) D'accroître l'assistance fournie aux instituts régionaux de planification en utilisant les connaissances pratiques acquises par les pays ayant l'expérience de la planification du développement économique, adaptées aux conditions et besoins particuliers de chaque pays en voie de développement;

b) D'intensifier les travaux déjà entrepris en ce qui concerne les projections des tendances de l'économie mondiale intéressant l'expansion du commerce international et l'accélération de la croissance économique mondiale;

6. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du groupe d'experts intitulé *Planification en vue du développement économique*<sup>10</sup>;

<sup>10</sup> Publication des Nations Unies, No de vente: 64.II.B.3.

7. *Demande* au Secrétaire général et aux commissions économiques régionales de faire figurer dans les études futures à ce sujet des analyses détaillées par secteur;

8. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'inclure le rapport du groupe d'experts dans la documentation établie pour la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence et à l'intention de la Conférence.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1940 (XVIII). Action dans le domaine du développement industriel

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1712 (XVI) du 19 décembre 1961, ainsi que les résolutions 873 (XXXIII) et 969 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date des 10 avril 1962 et 25 juillet 1963,

*Consciente* de l'objectif énoncé dans le Préambule de la Charte des Nations Unies de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, ainsi que des dispositions des Articles 55 et 56 de la Charte qui confient à l'Organisation le soin de favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social,

*Reconnaissant* qu'un secteur industriel dynamique présente une importance stratégique aux fins de diversifier d'une manière générale l'économie des pays en voie de développement, d'élever le revenu par habitant de leur population et d'assurer une structure économique et sociale plus équilibrée,

*Considérant* le rang de priorité qui est donné au développement industriel dans les plans économiques nationaux des pays en voie de développement,

*Consciente* de ce que les pays en voie de développement ont besoin de l'assistance et de la coopération internationales les plus larges pour résoudre les problèmes techniques, financiers, économiques, commerciaux et sociaux que pose le développement industriel,

*Persuadée* qu'il faut accroître les moyens de fournir des avis, des renseignements et une assistance aux pays en voie de développement par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies, afin de les aider à planifier et à réaliser le développement industriel,

*Ayant examiné* le rapport du Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel<sup>11</sup>, créé en vertu de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil économique et social, ainsi que tous les autres documents pertinents,

1. *Fait sienne* l'opinion du Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel, selon laquelle les rouages existants des Nations Unies en ce qui concerne les activités dans le domaine du développement industriel ne sont pas satisfaisants et les ressources actuelles ne sont pas adéquates;

2. *Déclare* qu'il est nécessaire d'opérer des changements dans les rouages existants des Nations Unies, de manière à mettre sur pied une organisation apte à

traiter des problèmes des pays en voie de développement afin d'intensifier, de concentrer et d'accélérer les efforts des Nations Unies en vue du développement industriel;

3. *Recommande* au Conseil économique et social d'inviter, à la reprise de sa trente-sixième session, le Comité du développement industriel à envisager, en tenant compte du rapport du Comité consultatif d'experts et des avis exprimés lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, la mise sur pied d'une telle organisation du développement industriel, et notamment sa structure et ses fonctions, compte dûment tenu à la fois des rapports étroits qui existent entre le développement industriel et l'utilisation des ressources naturelles et de l'opportunité d'une coopération étroite entre cette organisation, d'une part, et les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'autre part, et à soumettre son rapport au Conseil, lors de sa trente-septième session, et à l'Assemblée, lors de sa dix-neuvième session, pour décision finale;

4. *Prie* le Secrétaire général d'établir sur la question mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus un document de travail qui sera présenté au Comité du développement industriel lors de sa quatrième session;

5. *Prie* le Secrétaire général, sans préjudice de la nécessité de procéder à des changements d'organisation, d'entamer des consultations et des études avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, avec les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, les commissions économiques régionales et le Comité du développement industriel quant à l'utilité d'organiser, en 1966 au plus tard, un colloque international précédé, le cas échéant, de colloques régionaux et sous-régionaux et portant sur les problèmes de l'industrialisation des pays en voie de développement, et de rendre compte au Conseil économique et social lors de sa trente-septième session et à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1941 (XVIII). Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales ainsi que du Bureau des Nations Unies à Beyrouth

*L'Assemblée générale*

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales<sup>12</sup>, ainsi que son premier rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs de ces commissions<sup>13</sup> où il indique les mesures qui ont été prises et fait connaître son intention de continuer à appliquer la politique de décentralisation;

2. *Se félicite notamment*:

a) De la décision du Secrétaire général d'assurer la participation active des secrétaires exécutifs à l'éta-

<sup>12</sup> *Ibid.*, trente-sixième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/3786.

<sup>13</sup> *Ibid.*, document E/3798.

<sup>11</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Supplément No 14 (E/3781), annexe VIII.

blissement des programmes de coopération technique pour la période biennale 1965-1966;

b) De l'augmentation du nombre des conseillers régionaux attachés aux secrétariats régionaux, qui permet d'accroître les moyens et les compétences dont on doit disposer pour pouvoir fournir des services consultatifs efficaces aux gouvernements qui en font la demande;

3. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (dix-huitième session) concernant cette question<sup>14</sup>, ainsi que les observations et recommandations très constructives qu'il contient quant à la conception et au processus d'application de la politique de décentralisation;

4. *Fait siennes* les opinions et recommandations formulées par le Conseil économique et social dans sa résolution 955 (XXXVI) du 5 juillet 1963, notamment au paragraphe 5 de ladite résolution, concernant la participation des secrétariats régionaux à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et au paragraphe 3, concernant le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, et recommande au Secrétaire général de créer, au sein du Bureau des Nations Unies à Beyrouth, un service de coordination des activités de l'assistance technique;

5. *Réaffirme* sa conviction que toutes les commissions économiques régionales, qui sont, dans les diverses régions, les principaux organes des Nations Unies dans les domaines économique et social, ainsi que le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, ont de ce fait un rôle croissant à jouer en ce qui concerne le Programme élargi et le programme ordinaire d'assistance technique, de même que les projets du Fonds spécial, en pleine coopération avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique et les directeurs des programmes du Fonds spécial, chaque fois que cela sera nécessaire;

6. *Réaffirme* en outre que ses résolutions 1518 (XV) du 15 décembre 1960, 1709 (XVI) du 19 décembre 1961 et 1823 (XVII) du 18 décembre 1962, relatives à la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et au renforcement des commissions économiques régionales, concernent toutes les commissions économiques régionales existantes, dans la mesure où elles intéressent les Etats Membres;

7. *Fait sienne* l'opinion selon laquelle les secrétariats régionaux doivent continuer, selon les besoins, à prêter un concours accru aux programmes d'assistance technique des Nations Unies sur le plan, non seulement de l'élaboration des projets, mais aussi de leur exécution et de leur évaluation, et à assumer certaines responsabilités financières et administratives en ce qui concerne ces projets;

8. *Attend avec intérêt* l'étude que soumettra prochainement le Service organisation et méthodes concernant l'utilisation du personnel dans les domaines économique et social;

9. *Prie* le Secrétaire général d'accélérer l'application continue de la politique de décentralisation et de renforcement des commissions économiques régio-

nales, exposée dans les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, et de présenter, dans le cadre de ses activités durant l'Année de la coopération internationale et au titre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, un rapport d'ensemble sur cette question qui sera examiné par le Conseil économique et social à sa session d'été de 1965 et par l'Assemblée générale à sa vingtième session;

10. *Prie* le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'évaluer, à la lumière du rapport du Secrétaire général prévu au paragraphe 9 ci-dessus et de l'étude du Service organisation et méthodes, les résultats de la décentralisation du point de vue de ses objectifs fondamentaux, tels qu'ils sont définis dans les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, ainsi que dans les résolutions 823 (XXXII) et 955 (XXXVI) du Conseil économique et social, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingtième session.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1942 (XVIII). Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale

*L'Assemblée générale,*

*Attachant une importance particulière* à la nécessité d'une déclaration sur la coopération économique internationale en tant que moyen de favoriser des relations économiques saines, stables et équitables entre tous les Etats et de stimuler les efforts en vue du progrès économique et social de tous les peuples du monde,

*Prenant acte* des progrès réalisés par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil, en date des 13 et 18 avril 1962, dans l'élaboration d'un projet de déclaration sur les principes de la coopération économique internationale,

*Constatant avec satisfaction* que, dans sa résolution 939 (XXXV) du 11 avril 1963, le Conseil économique et social a déjà appelé l'attention du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les paragraphes du rapport du Groupe de travail spécial<sup>15</sup> relatifs aux problèmes du commerce international, à savoir les paragraphes 58 à 64,

1. *Exprime l'espoir* que l'examen de ces problèmes au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la Conférence contribuera à accélérer l'établissement définitif et l'adoption des principes de la coopération économique internationale;

2. *Invite* le Conseil économique et social et, par son intermédiaire, le Groupe de travail spécial à hâter les travaux concernant la question d'un projet de déclaration mentionnée dans la résolution 939 (XXXV) du Conseil.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

<sup>14</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, points 12, 33, 34, 35, 36, 37, 39 et 76 de l'ordre du jour, document A/5584.

<sup>15</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-cinquième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, document E/3725.

**1943 (XVIII). Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1710 (XVI) du 19 décembre 1961, par laquelle elle a proclamé la Décennie des Nations Unies pour le développement,

*Convaincue* que l'accomplissement des fins de la Décennie exige un investissement en ressources humaines impliquant une action mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance,

*Rappelant* que l'année 1965 a été proclamée Année de la coopération internationale par l'Assemblée générale, dans sa résolution 1907 (XVIII) du 21 novembre 1963,

*Reconnaissant* que les organisations non gouvernementales ont grandement contribué à la coopération internationale et aux efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs des Nations Unies,

*Estimant* que l'on peut assurer un large soutien à une action concertée contre la faim, la maladie et l'ignorance, qui marquerait la seconde moitié de la Décennie,

1. *Fait appel* à toutes les organisations non gouvernementales pour qu'elles consacrent encore plus d'enthousiasme, d'énergie et de ressources à une campagne mondiale dans les domaines, fondamentaux pour l'être humain, de l'alimentation, de la santé et de l'éducation, y compris la formation, qui serait entreprise en 1965 et se poursuivrait jusqu'à la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. *Invite instamment* les Etats à faciliter par tous les moyens appropriés les efforts de leurs organisations non gouvernementales qui prendraient part à une telle campagne dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'éducation et qui contribueraient à atteindre les objectifs de la Décennie;

3. *Prie* le Secrétaire général de consulter les gouvernements des Etats Membres et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, et de présenter au Conseil économique et social, lors de sa trente-septième session, un rapport sur les possibilités et les moyens de favoriser l'organisation d'une telle campagne des organisations non gouvernementales sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des considérations ci-après:

a) Importance de contacts plus étroits entre les populations et les organisations non gouvernementales des pays développés et des pays en voie de développement, afin d'assurer entre elles une meilleure compréhension;

b) Opportunité de mettre au point des méthodes plus dynamiques de coopération entre l'Organisation des Nations Unies — y compris les institutions spécialisées — et les organisations non gouvernementales, en vue d'accroître le rôle des organisations non gouvernementales au cours de la Décennie, notamment dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'éducation;

c) Nécessité de veiller à ce qu'une campagne de cette nature soit menée dans des conditions telles que les gouvernements des pays intéressés puissent l'accepter, l'approuver et lui donner leur appui;

4. *Invite* le Conseil économique et social à examiner le rapport du Secrétaire général lors de sa

trente-septième session et à prendre telles mesures qu'il jugera appropriées.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

**1944 (XVIII). Coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant noté* les efforts soutenus que font les gouvernements des pays en voie de développement pour élever le niveau de vie de leurs populations, conformément aux buts et aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1962,

*Rappelant* l'assistance très utile fournie, dans le domaine du développement économique et social, par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds spécial, le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

*Considérant* que, bien adaptées et appliquées aux conditions particulières des pays en voie de développement, la science et la technique peuvent apporter une immense contribution à la réalisation des objectifs de la Décennie et des aspirations des populations,

1. *Exprime sa reconnaissance* à la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées pour les efforts qu'elle a déployés et les résultats qu'elle a obtenus;

2. *Accueille avec satisfaction* les remarques formulées à ce sujet par le Secrétaire général dans son rapport<sup>16</sup> et dans la déclaration qu'il a faite au Conseil économique et social quant à la suite donnée aux travaux de la Conférence<sup>17</sup>, ainsi que l'initiative du Comité administratif de coordination consistant à créer un sous-comité interinstitutions pour la science et la technique, et la décision qu'a prise le Conseil dans sa résolution 980 A (XXXVI) du 1er août 1963 de chercher à intensifier l'action pratique dans ce domaine grâce à la création d'un Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;

3. *Prie* le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement d'examiner, conformément à son mandat, la possibilité d'instituer un programme de coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social, dans le cadre duquel des savants et des techniciens des pays hautement développés auraient pour tâche prioritaire de contribuer à l'étude des problèmes des pays en voie de développement et d'explorer les solutions qui peuvent y être apportées, compte tenu des ressources limitées dont disposent actuellement ces pays sur le plan matériel et en fait de personnel qualifié;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général de demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, plus particulièrement à ceux qui ont atteint un haut niveau

<sup>16</sup> Ibid., trente-sixième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour, document E/3772.

<sup>17</sup> Ibid., trente-sixième session, 1271ème séance.

de développement scientifique et technique, de faire connaître leurs vues sur la nature et l'envergure d'un tel programme et les mesures qu'ils pourraient éventuellement envisager de prendre à cet égard, et de communiquer ces vues au Comité consultatif;

5. *Invite* le Comité administratif de coordination à présenter au Comité consultatif, par l'intermédiaire du Secrétaire général, les observations du Sous-Comité pour la science et la technique sur l'aide que les organisations participantes, y compris les commissions économiques régionales, pourraient fournir dans le cadre d'un tel programme;

6. *Recommande* au Comité consultatif d'examiner, en rapport avec un tel programme, la possibilité:

a) De mobiliser les efforts des universités et des institutions scientifiques et techniques des pays développés en vue de leur participation active à ce programme;

b) De créer et de renforcer, avec l'aide des pays hautement développés, des instituts nationaux et régionaux de recherche et de formation scientifique et technique dans les régions du monde qui sont en voie de développement;

c) D'obtenir les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à l'exécution d'un tel programme;

7. *Prie* le Comité consultatif de présenter un rapport au Conseil économique et social lors de sa session d'été de 1965.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

#### 1945 (XVIII). Elargissement du Conseil d'administration du Fonds spécial

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les dispositions des paragraphes 11, 13, 14 et 15 de la partie B de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 octobre 1958, relative à la composition du Conseil d'administration du Fonds spécial,

*Prenant en considération* l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies,

*Notant* l'accroissement des activités du Fonds spécial,

*Notant en outre* que le nombre de gouvernements qui versent des contributions volontaires au Fonds spécial s'est accru régulièrement depuis 1959,

*Désireuse* d'assurer une représentation géographique équitable des pays en voie de développement, conformément au paragraphe 14 de la partie B de sa résolution 1240 (XIII),

1. *Décide* de modifier les paragraphes 11 et 15 de la partie B de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, de manière à prévoir que le Conseil d'administration du Fonds spécial sera composé des représentants de vingt-quatre Etats;

2. *Prie* le Conseil économique et social de procéder, lors de la reprise de sa trente-sixième session, à l'élection de six nouveaux membres parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, étant entendu que, lors de cette première élection, les pays appelés d'abord à siéger pour un an, deux ans ou trois ans respectivement seront désignés par tirage au sort.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

#### 1946 (XVIII). Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la résolution 951 (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 5 juillet 1963, concernant l'envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique,

1. *Approuve* les propositions faites dans la résolution 951 (XXXVI) du Conseil économique et social et autorise l'utilisation de fonds prélevés sur le Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique pour l'envoi de personnel d'exécution par toutes les organisations participantes, à la demande des gouvernements et à titre d'essai, pendant la période 1964-1966;

2. *Convient* que l'exécution de ces propositions ne préjugera en rien la solution des problèmes dont le Comité spécial de coordination des activités d'assistance technique est saisi au sujet de la coordination entre les divers programmes de coopération technique;

3. *Invite* le Conseil économique et social à examiner en temps opportun les résultats des mesures approuvées à titre d'essai au paragraphe 1 ci-dessus et à présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

#### 1947 (XVIII). Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1964

*L'Assemblée générale,*

*Notant* que le Comité de l'assistance technique a examiné et approuvé le Programme élargi d'assistance technique pour les années 1963 et 1964,

1. *Confirme* les allocations de fonds suivantes, autorisées par le Comité de l'assistance technique, aux organisations participant au Programme élargi d'assistance technique, ces allocations étant couvertes par les contributions, les ressources générales et les rentrées au titre des dépenses locales:

Organisations participantes	Montant total des allocations demandées pour 1964
	<i>Équivalent en dollars des États-Unis</i>
Organisation des Nations Unies.....	9 464 119
Organisation internationale du Travail	4 749 187
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.....	11 535 277
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture..	7 589 363
Organisation de l'aviation civile inter- nationale .....	2 034 424
Organisation mondiale de la santé...	7 988 760
Union postale universelle.....	83 841
Union internationale des télécommu- nications .....	929 823
Organisation météorologique mondiale	1 028 020
Agence internationale de l'énergie ato- mique .....	944 824
<b>TOTAL</b>	<b>46 347 638</b>

2. *Approuve* la décision du Comité d'autoriser le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique à apporter à ces allocations les changements qui pourront être nécessaires pour assurer autant que possible la pleine utilisation des contributions au Programme élargi d'assistance technique, et pour permettre telles modifications aux programmes nationaux que les gouvernements bénéficiaires demanderaient et qu'il approuverait;

3. *Prie* le Président-Directeur de rendre compte au Comité de toute modification de cet ordre lors de la session qui suivra la décision;

4. *Approuve* la décision du Comité d'autoriser les organisations participantes à reporter sur l'exercice 1964 la fraction des crédits alloués en 1963 qu'elles n'auront pas utilisée ou qui n'aura pas été transférée à une autre institution, en vertu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, avant la fin de l'exercice.

*1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.*

**1992 (XVIII). Elargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social**

*L'Assemblée générale,*

*Tenant compte* de ce qu'une majorité écrasante des Etats Membres veulent voir élargir la composition du

Conseil économique et social et modifier la répartition des sièges pour qu'elle traduise fidèlement la répartition des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies,

*Prenant note* avec satisfaction de la résolution 974 C (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1963, et relative à l'élargissement de la composition du Conseil, résolution que le Conseil a adoptée à l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique,

*Notant* que de nombreux organes subsidiaires du Conseil économique et social comptent déjà un nombre de membres plus élevé que le Conseil lui-même, et que le Conseil a compétence, conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, pour régler la composition de tous ses organes subsidiaires,

*Désireuse*, à titre de mesure transitoire et en attendant l'élargissement de la composition du Conseil économique et social lui-même, d'assurer immédiatement aux organes subsidiaires du Conseil un caractère plus représentatif,

*Invite* le Conseil économique et social à élargir, lors de la reprise de sa trente-sixième session, la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination, et à procéder immédiatement aux élections nécessaires de façon que ces comités puissent sans délai devenir représentatifs de la composition de l'Organisation.

*1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.*

\*  
\*   \*  
\*

### N o t e

**Organisation des travaux de la Deuxième Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale**

A sa 1285ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Deuxième Commission<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, fascicule séparé intitulé "Organisation des travaux de la Deuxième Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale", document A/5651.



## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIEME COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1904 (XVIII). Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (20 novembre 1963) [point 43] .....	38
1905 (XVIII). Diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (20 novembre 1963) [point 43] .....	39
1906 (XVIII). Préparation d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (20 novembre 1963) [point 43] .....	40
1915 (XVIII). Action communautaire (5 décembre 1963) [point 12] .....	40
1916 (XVIII). Situation sociale dans le monde (5 décembre 1963) [point 12] .....	41
1917 (XVIII). Habitation, construction et planification (5 décembre 1963) [point 12] .....	42
1918 (XVIII). Peine capitale (5 décembre 1963) [point 12] .....	42
1919 (XVIII). Fonds des Nations Unies pour l'enfance (5 décembre 1963) [point 12] .....	43
1920 (XVIII). Participation de la femme au développement social et économique national (5 décembre 1963) [point 12] .....	43
1921 (XVIII). Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (5 décembre 1963) [point 12] .....	44
1922 (XVIII). Sessions de la Commission des droits de l'homme (5 décembre 1963) [point 12] .....	44
1923 (XVIII). Représentation géographique équitable à la Commission des droits de l'homme (5 décembre 1963) [point 12] .....	44
1958 (XVIII). Nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire (12 décembre 1963) [point 38] .....	44
1959 (XVIII). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (12 décembre 1963) [point 38] .....	45
1960 (XVIII). Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (12 décembre 1963) [point 48] .....	45
1961 (XVIII). Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme (12 décembre 1963) [point 79] .....	46
1965 (XVIII). Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (13 décembre 1963) [point 47] .....	46

*Note:*

Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (point 40) .....	
Mesures tendant à faire respecter plus rapidement les droits de l'homme et les libertés fondamentales (point 41) .....	
Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse (point 42) .....	
Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 44) .....	
Projet de déclaration sur le droit d'asile (point 45) .....	
Liberté de l'information: a) projet de convention relative à la liberté de l'information; b) projet de déclaration sur la liberté de l'information (point 46) [12 décembre 1963] .....	47

# 1904 (XVIII). Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que la Charte des Nations Unies est fondée sur les principes de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains et tend, entre autres objectifs fondamentaux, à réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Considérant* que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui sont énoncés dans cette déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

*Considérant* que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame, en outre, que tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi, et que tous ont droit à une égale protection contre toute discrimination et contre toute incitation à la discrimination,

*Considérant* que les Nations Unies ont condamné le colonialisme et toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne et que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux proclame notamment la nécessité d'y mettre rapidement et inconditionnellement fin,

*Considérant* que toute doctrine fondée sur la différenciation entre les races ou sur la supériorité raciale est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique,

*Tenant compte* des autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale et des instruments internationaux adoptés par les institutions spécialisées, notamment l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dans le domaine de la discrimination,

*Tenant compte* de ce que, si l'action internationale et les efforts déployés dans de nombreux pays ont permis de réaliser des progrès dans ce domaine, la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique dans certaines régions du monde continue néanmoins à être une cause de très sérieuses préoccupations,

*Alarmée* par les manifestations de discrimination raciale qui se constatent encore dans le monde, dont quelques-unes sont imposées par certains gouvernements au moyen de mesures législatives, administratives ou autres, notamment sous forme d'*apartheid*, de ségrégation et de séparation, et par le développement et la diffusion, dans certaines régions, de doctrines de supériorité raciale et d'expansionnisme,

*Convaincue* que toutes les formes de discrimination raciale et surtout les politiques gouvernementales fondées sur le préjugé de supériorité raciale ou sur la haine raciale, outre qu'elles constituent une violation des droits fondamentaux de l'homme, sont de nature à compromettre les relations amicales entre les peuples,

la coopération entre les nations et la paix et la sécurité internationales,

*Convaincue également* que la discrimination raciale nuit non seulement à ceux qui en sont l'objet, mais encore à ceux qui la pratiquent,

*Convaincue en outre* que l'édification d'une société universelle affranchie de toutes les formes de ségrégation et de discrimination raciale, facteurs de haine et de division entre les hommes, s'inscrit parmi les objectifs fondamentaux des Nations Unies,

1. *Affirme solennellement* la nécessité d'éliminer rapidement toutes les formes et toutes les manifestations de discrimination raciale dans toutes les parties du monde et d'assurer la compréhension et le respect de la dignité de la personne humaine;

2. *Affirme solennellement* la nécessité d'adopter à cette fin des mesures d'ordre national et international, y compris des mesures dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de l'information, afin d'assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des principes énoncés ci-après;

3. *Proclame* la présente Déclaration:

## Article premier

La discrimination entre les êtres humains pour les motifs de race, de couleur ou d'origine ethnique est une offense à la dignité humaine et doit être condamnée comme un désaveu des principes de la Charte des Nations Unies, comme une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et comme un fait susceptible de troubler la paix et la sécurité entre les peuples.

## Article 2

1. Aucun Etat, institution, groupe ni individu ne doit faire de discrimination sous quelque forme que ce soit en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales à l'égard de personnes, de groupes de personnes ou d'institutions pour des raisons fondées sur la race, la couleur ou l'origine ethnique.

2. Aucun Etat ne doit encourager, préconiser ou appuyer, par des mesures de police ou de toute autre manière, la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique pratiquée par des groupes, des institutions ou des individus.

3. Des mesures spéciales et concrètes devront être prises dans des circonstances appropriées pour assurer le développement ou la protection adéquate des personnes appartenant à certains groupes raciaux en vue de garantir à ces personnes la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces mesures ne devront en aucun cas avoir pour conséquence le maintien de droits inégaux ou distincts pour différents groupes raciaux.

## Article 3

1. Des efforts particuliers seront faits pour empêcher toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, notamment en matière de droits civils, d'accès à la citoyenneté, d'éducation, de religion, d'emploi, d'occupation et de logement.

2. Toute personne aura accès dans des conditions d'égalité à tous lieux et services destinés à l'usage du public, sans distinction de race, de couleur ou d'origine ethnique.

*Article 4*

Tous les Etats doivent prendre des mesures efficaces pour reviser les politiques des gouvernements et des autres pouvoirs publics et pour abroger les lois et règlements de nature à faire naître ou à perpétuer la discrimination raciale là où elle existe encore. Ils devraient adopter toutes dispositions législatives en vue d'interdire cette discrimination et prendre toutes mesures appropriées pour lutter contre les préjugés qui engendrent la discrimination raciale.

*Article 5*

Il doit être mis fin sans retard aux politiques de ségrégation raciale des gouvernements et des autres pouvoirs publics et notamment aux politiques d'*apartheid*, ainsi qu'à toutes les formes de discrimination et de séparation raciales impliquées par lesdites politiques.

*Article 6*

Aucune discrimination due à la race, à la couleur ou à l'origine ethnique ne doit être admise en ce qui concerne la jouissance par toute personne dans son pays des droits politiques et de citoyenneté, notamment du droit de participer aux élections par le moyen du suffrage universel et égal et de prendre part au gouvernement. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

*Article 7*

1. Toute personne a droit à l'égalité devant la loi et à une justice égale en vertu de la loi. Tout individu, sans distinction de race, de couleur ou d'origine ethnique, a droit à la sûreté de sa personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices dont il pourrait être l'objet de la part, soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution.

2. Toute personne dispose d'une voie de recours et d'une protection effectives devant des tribunaux nationaux indépendants, compétents en la matière, contre toute discrimination concernant ses droits et ses libertés fondamentales dont elle viendrait à être l'objet du fait de sa race, de sa couleur ou de son origine ethnique.

*Article 8*

Toutes mesures effectives seront prises, immédiatement, dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de l'information, en vue d'éliminer la discrimination et les préjugés raciaux et de favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les nations et les groupes raciaux, et de diffuser les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

*Article 9*

1. Toute propagande et toutes organisations fondées sur l'idée ou la théorie de la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une même couleur ou d'une même origine ethnique, faite ou agissant en vue de justifier ou d'encourager une forme quelconque de discrimination raciale, seront sévèrement condamnées.

2. Toute incitation à la violence ou tous actes de violence, que ce soit par des particuliers ou par des organisations, contre une race ou contre un groupe

de personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique seront considérés comme outrage à la société et tombant sous le coup de la loi.

3. En vue de donner effet aux buts et aux principes de la présente Déclaration, tous les Etats prendront immédiatement des mesures positives, y compris des mesures législatives et autres, pour poursuivre et, le cas échéant, déclarer illégales les organisations qui encouragent la discrimination raciale ou qui y incitent, qui incitent à la violence ou qui usent de violence à des fins de discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique.

*Article 10*

L'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les Etats et les organisations non gouvernementales doivent mettre tout en œuvre pour favoriser une action énergique qui, combinant les mesures juridiques et autres mesures de caractère pratique, permettent l'abolition de toutes les formes de discrimination raciale. Ils doivent, en particulier, étudier les causes de ces discriminations en vue de recommander des mesures appropriées et efficaces pour les combattre et les éliminer.

*Article 11*

Tous les Etats encourageront le respect et l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Charte des Nations Unies et observeront pleinement et fidèlement les dispositions de la présente Déclaration, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

1261ème séance plénière,  
20 novembre 1963.

**1905 (XVIII). Diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale**

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>1</sup> prévoit que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les Etats et les organisations non gouvernementales doivent mettre tout en œuvre pour assurer l'abolition de toutes les formes de discrimination fondées sur la race, la couleur ou l'origine ethnique,

*Considérant* qu'il est très important que cette déclaration soit rapidement appliquée afin d'éliminer le plus tôt possible toutes les formes de discrimination raciale,

*Considérant* qu'il est indispensable, pour progresser dans la voie de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, que la Déclaration soit universellement connue,

1. *Prie* tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer intégralement, fidèlement et sans délai les principes exprimés dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;

2. *Prie* les gouvernements des Etats et les organisations non gouvernementales de diffuser le plus largement possible le texte de la Déclaration en utilisant

<sup>1</sup> Voir résolution 1904 (XVIII), p. 38.

tous les moyens dont ils disposent, notamment tous les moyens appropriés de communication;

3. *Prie* le Secrétaire général et les institutions spécialisées de faire en sorte que la Déclaration soit diffusée immédiatement et sur une grande échelle et, à cette fin, d'en faire publier et distribuer des versions dans toutes les langues possibles;

4. *Invite* les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées à rendre compte au Secrétaire général des mesures qu'ils auront prises pour donner suite à la Déclaration et prie le Secrétaire général de présenter un rapport sur cette question, que l'Assemblée générale examinera à sa dix-neuvième session en tant que point distinct de son ordre du jour.

1261ème séance plénière,  
20 novembre 1963.

### 1906 (XVIII). Préparation d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

*L'Assemblée générale,*

*Ayant adopté* la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>1</sup>,

*Considérant* que cette déclaration représente un progrès important vers l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,

*Profondément inquiète* des manifestations de discrimination fondée sur les distinctions de race, de couleur ou d'origine ethnique existant encore à travers le monde,

*Convaincue* qu'il est donc nécessaire de prendre d'autres mesures en vue de l'élimination de la discrimination raciale,

*Soulignant* à cet égard qu'il importe d'élaborer et d'adopter rapidement une convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que le prévoit la résolution 1780 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1962,

1. *Prie* le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à préparer en priorité absolue, compte tenu de l'avis de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des débats des dix-septième et dix-huitième sessions de l'Assemblée générale, de toutes les propositions pouvant être soumises par les gouvernements des Etats Membres au sujet de cette question ainsi que de tous instruments internationaux déjà adoptés dans ce domaine, un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui sera soumis à l'Assemblée pour examen à sa dix-neuvième session;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale une question intitulée "Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale".

1261ème séance plénière,  
20 novembre 1963.

### 1915 (XVIII). Action communautaire

*L'Assemblée générale,*

*Ayant présente à l'esprit* la résolution 390 D (XIII) du Conseil économique et social, en date du 9 août

1951, dans laquelle il est suggéré que les Etats Membres fournissent une assistance aux autres pays dans le domaine du développement communautaire, la résolution 585 C (XX) du Conseil, en date du 23 juillet 1955, et la résolution 975 E (XXXVI) du Conseil, en date du 1er août 1963, relative aux programmes de développement communautaire, ainsi que la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961,

*Tenant compte* du fait que l'action communautaire a été une forme traditionnelle de développement utilisée dans un grand nombre de pays, et spécialement dans ceux qui sont actuellement en voie de développement, pour mener à bien des projets de caractère économique et social,

*Considérant* que le développement communautaire convient particulièrement aux régions, tant rurales qu'urbaines, où une partie importante de la population n'est que marginalement employée et représente de ce fait un potentiel considérable de ressources pour le développement économique et social,

*Reconnaissant* que l'action communautaire est spécialement utile pour la réalisation de la réforme agraire car, outre qu'elle contribue directement à la création d'une infrastructure économique et sociale, elle facilite la diffusion des connaissances et des techniques agricoles ainsi que l'établissement de coopératives, et qu'il existe un lien étroit entre la réforme agraire et l'action communautaire,

*Tenant compte* du fait que l'action communautaire peut constituer une méthode assurant un effort soutenu et systématique en vue d'obtenir du développement économique et social un rendement important et positif,

*Considérant* le fait que, pour orienter les efforts dispersés des membres de la communauté vers des activités profitables à cette dernière et à l'ensemble de la nation, l'action communautaire constitue un des moyens les plus directs, les plus rapides et les plus efficaces qui applique le principe de l'assistance personnelle et mutuelle,

*Considérant* que, fréquemment, le concours indispensable des populations prêtes à participer activement à des projets d'intérêt commun est contrarié ou se heurte à des difficultés et, dans certains cas, est mal employé faute d'un appui soutenu et efficace sous forme d'aide financière et technique ainsi que de fourniture de matériel et d'équipement,

*Constatant* que les effets de l'action communautaire agissent favorablement non seulement sur le développement économique mais aussi sur la solidarité sociale, l'intégration nationale et le développement culturel,

*Reconnaissant* l'importance des activités que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées entreprennent en matière de développement communautaire et de l'aide qu'elles prêtent aux pays membres dans ce domaine,

1. *Affirme* que l'action communautaire est un instrument important et efficace du développement économique et social;

2. *Invite* les Etats Membres à avoir recours le plus possible, dans les efforts qu'ils déploient en faveur du développement économique et social, à l'action communautaire, notamment dans les secteurs où il existe une population marginalement employée et en coordination avec la réforme agraire;

3. *Demande* au Secrétaire général de suggérer, en établissant les activités du Centre des projections et

de la programmation économiques, qu'il serait opportun d'inclure l'action communautaire dans la formation des plans et programmes de développement économique des pays en voie de développement;

4. *Prie* le Secrétaire général d'accorder une attention particulière à la contribution actuelle et potentielle de l'action communautaire à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement et d'établir des rapports périodiques sur les progrès de l'action communautaire dans les pays en voie de développement, particulièrement en ce qui concerne l'échange de renseignements sur l'expérience acquise et les méthodes appliquées dans les diverses formes que revêt l'action communautaire;

5. *Recommande* aux Etats Membres, ainsi qu'aux institutions spécialisées et autres organismes internationaux, d'accorder une attention particulière en matière d'assistance technique et financière aux pays qui la demandent en vue de préparer et d'exécuter, notamment dans le cadre de la réforme agraire, des projets de développement économique et social où l'on aura recours à l'action communautaire;

6. *Demande* au Programme élargi d'assistance technique, au Fonds spécial et aux autres organismes internationaux d'assistance technique et financière de prêter leur concours aux gouvernements pour mettre au point des programmes de développement communautaire dans le cadre de leur développement national — y compris des projets de création de centres ruraux chargés de fournir du matériel et de l'outillage, de procéder à des recherches et d'organiser la formation — afin d'assurer une efficacité maximum aux programmes d'action communautaire.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

## 1916 (XVIII). Situation sociale dans le monde

*L'Assemblée générale,*

*Prenant acte avec satisfaction du Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963<sup>2</sup>, des observations faites à ce sujet par le Conseil économique et social, ainsi que de la résolution 975 B (XXXVI) du Conseil, en date du 1er août 1963,*

*Notant les progrès insuffisants accomplis au cours des dix dernières années en vue de relever le niveau de vie dans les régions où le besoin s'en fait le plus sentir et la persistance d'inégalités graves dans les revenus, tant à l'échelon national que sur le plan international,*

*Considérant que, pour atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement et accomplir des progrès sociaux suffisants, la réalisation des programmes sociaux doit être accélérée et doit compléter les programmes économiques dans le cadre d'un développement socio-économique intégré.*

*Rappelant les résolutions 916 (XXXIV) et 984 (XXXVI), section I, du Conseil économique et social, en date des 3 août 1962 et 2 août 1963, et attendant avec intérêt le rapport que le Secrétaire général a été prié d'établir aux termes de ces deux résolutions sur les progrès accomplis dans le cadre de la Décennie,*

*Tenant compte de la nécessité urgente d'adopter des mesures pratiques de grande portée en vue de régler les principaux problèmes sociaux exposés dans le*

*Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963, et dans d'autres documents et rapports connexes,*

*Convaincue* que le progrès économique et social, notamment dans les pays en voie de développement, ne peut s'accomplir sans une large évolution des esprits et une vue claire des buts à atteindre et, en cas de besoin, sans modifier certaines structures sociales,

1. *Recommande* aux gouvernements des pays en voie de développement de prendre toutes les mesures nécessaires afin que la population prenne conscience de la nécessité du développement économique, ainsi que du progrès et de la justice sociale;

2. *Prie* le Conseil économique et social de réexaminer sa résolution 496 (XVI) du 31 juillet 1953, intitulée "Programme d'action pratique concertée de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine social", en tenant compte du *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963*, ainsi que des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

3. *Invite* le Conseil économique et social à envisager des moyens efficaces pour transposer en réalisations concrètes les objectifs de la Décennie sur le plan social;

4. *Invite* les gouvernements des pays en voie de développement à établir des objectifs précis qu'il y aura lieu d'atteindre dans les principaux secteurs sociaux pendant la seconde moitié de la Décennie, à intégrer ces objectifs dans les plans, programmes ou projections économiques relatifs à la même période et à déterminer le volume et le type des ressources extérieures qui seront nécessaires pour atteindre ces objectifs, en tenant compte de programmes analogues dans d'autres pays et des avantages que présente la coopération régionale et internationale;

5. *Prie* le Secrétaire général d'établir dans la mesure du possible, aux fins de présentation au Conseil économique et social en 1965, un projet de programme de développement social pour la seconde moitié de la Décennie, lequel portera non seulement sur un ordre de priorité dans l'action internationale en matière sociale, mais aussi sur les objectifs principaux du développement social qu'il y aura lieu d'atteindre, à la fin de la Décennie, dans les diverses régions peu développées ainsi que sur les méthodes d'exécution, en prenant en considération:

a) Les intentions des gouvernements nationaux et des organes régionaux, telles qu'elles se manifesteront par des réactions précises à la présente résolution ou qu'elles résulteront de plans et de programmes nationaux et régionaux de développement;

b) Le potentiel d'aide extérieure;

c) Les possibilités de réalisation qu'offrent les ressources matérielles et humaines, tant à l'échelon national que sur le plan international, et les exigences d'un développement économique et social équilibré;

d) Les méthodes permettant de fixer des normes appropriées, de réduire les coûts et d'assurer le maximum d'efficacité en engageant les crédits disponibles pour le progrès social des pays sous-développés;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général d'entreprendre des études de grande portée, s'étendant aux diverses régions et aux pays dotés de régimes sociaux différents, consacrées aux problèmes fondamentaux en matière sociale et aux mesures adoptées pour les résoudre, en vue d'incorporer les résultats de ces études dans de futurs rapports sur la situation sociale dans le monde;

<sup>2</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 63.IV.4.

7. *Fait appel*, dans cette entreprise, à la collaboration des institutions spécialisées intéressées, des commissions et comités techniques du Conseil économique et social, des commissions économiques régionales, des instituts de planification du développement régional et de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social;

8. *Prie* les organismes compétents des Nations Unies, d'une part, de poursuivre et d'intensifier les facilités accordées à la formation des cadres nationaux à l'extérieur et, d'autre part, de favoriser et d'encourager la formation locale et régionale des cadres supérieurs et moyens, afin d'assurer une participation qualitative de plus en plus grande des populations autochtones au développement social et économique;

9. *Prie* le Conseil économique et social et le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, des mesures prises pour appliquer la présente résolution;

10. *Décide* de consacrer le nombre de séances nécessaires, lors de sa dix-neuvième session et des sessions ultérieures, à l'examen de mesures pratiques, dans le domaine social, destinées à favoriser un progrès social et économique rapide et à atteindre les objectifs de la Décennie.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

### 1917 (XVIII). Habitation, construction et planification

*L'Assemblée générale,*

*Notant avec satisfaction* le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa première session<sup>3</sup>, les sections pertinentes du rapport du Conseil économique et social<sup>4</sup> et les résolutions 975 F (XXXVI) et 976 (XXXVI) du Conseil, en date du 1er août 1963,

*Inquiète* de la dangereuse pénurie de logements et d'installations connexes dans les pays en voie de développement due à la rapidité excessive de l'urbanisation dans le contexte d'une croissance économique et industrielle lente et de ressources limitées,

*Rappelant* sa résolution 1508 (XV) du 12 décembre 1960 et la résolution 976 E (XXXVI) du Conseil économique et social concernant l'établissement, sous les auspices des Nations Unies, d'un programme de projets pilotes dans les domaines de l'habitation, de la construction et de la planification,

1. *Invite* le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à préparer, aussitôt que possible, des recommandations à l'usage des gouvernements, leur suggérant les mesures pratiques et efficaces qu'ils peuvent prendre pour résoudre leurs difficultés en matière de logement;

2. *Recommande* qu'en priorité le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification propose des méthodes appropriées en vue d'une action d'urgence pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement et:

a) *Etudie* et recommande des méthodes pratiques pour l'établissement d'organes nationaux appropriés

susceptibles d'encourager la création d'industries nationales de la construction;

b) *Détermine* des objectifs adéquats dans le domaine de l'habitation et du développement du milieu, conformes aux objectifs de la Décennie énoncés dans les propositions du Secrétaire général<sup>5</sup> et dans la résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1962;

c) *Propose* des méthodes pratiques et des critères pour l'établissement de normes appropriées à une telle action, en conformité avec la résolution 975 F (XXXVI) du Conseil économique et social et compte tenu des ressources disponibles en matière de logement et de développement urbain;

3. *Recommande* aux gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer l'élaboration et l'exécution de programmes de logement à bon marché, en favorisant notamment les coopératives de logements, et de se défendre contre toutes pratiques, particulièrement la spéculation immobilière, qui pourraient nuire à de tels programmes;

4. *Invite* le Secrétaire général, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées compétentes et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées à coopérer avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et à assister les gouvernements qui le demanderaient dans la formulation et l'exécution de programmes d'action concrète en matière d'habitation et de développement du milieu conformes aux objectifs et aux normes recommandées, dans le cadre du développement général et compte tenu des ressources intérieures et de l'aide extérieure disponibles pour de tels programmes;

5. *Invite* le Secrétaire général à étudier des méthodes appropriées pour étendre, dans le cadre des programmes de coopération technique des Nations Unies et avec la coopération des gouvernements intéressés, le programme de projets pilotes dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification en tant que moyen d'atteindre plus aisément les objectifs nationaux pour le reste de la Décennie;

6. *Invite* le Directeur général du Fonds spécial à étudier la possibilité d'intégrer certains aspects appropriés de ces projets pilotes dans les activités de préinvestissement essentielles au développement du milieu en tant que partie du développement général;

7. *Prie* le Conseil économique et social et le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, sur l'exécution de la présente résolution.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

### 1918 (XVIII). Peine capitale

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1396 (XIV) du 20 novembre 1959, dans laquelle elle invitait le Conseil économique et social à faire le nécessaire en vue de l'étude de la question de la peine capitale, des lois et pratiques qui y ont trait et des effets de la peine capitale et de son abolition sur le taux de criminalité,

<sup>3</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Supplément No 13 (E/3719/Rev.1), chap. IV.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 3 (A/5503), chap. IX, par. 387 à 396.

<sup>5</sup> *Décennie des Nations Unies pour le développement — Mesures proposées*, publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.II.B.2.

*Prenant note* de la résolution 747 (XXIX) du Conseil économique et social, en date du 6 avril 1960, concernant la procédure à suivre pour l'étude de la question de la peine capitale,

*Ayant examiné* la résolution 934 (XXXV) du Conseil économique et social, en date du 9 avril 1963, sur la peine capitale,

1. *Fait siennes* les mesures adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 934 (XXXV);

2. *Prie* le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier le rapport intitulé *La peine capitale*<sup>6</sup> et les observations présentées à son sujet par le Comité spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants<sup>7</sup>, et à présenter à ce sujet les recommandations qu'elle jugera appropriées;

3. *Prie* le Secrétaire général, après avoir examiné le rapport de la Commission des droits de l'homme et avec le concours du Groupe consultatif sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, de faire rapport à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa vingt-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'évolution de la situation en ce qui concerne les lois et pratiques relatives à la peine capitale et sur les nouvelles contributions de la criminologie en la matière.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

### 1919 (XVIII). Fonds des Nations Unies pour l'enfance

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1773 (XVII) du 7 décembre 1962,

1. *Prend acte avec satisfaction* des activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance qui, tout en continuant à être consacrées à l'hygiène infantile, à la nutrition et à la protection sociale, ont maintenant été élargies pour comprendre l'éducation et la formation professionnelle;

2. *Recommande* aux gouvernements de prendre en considération, lorsqu'ils établissent leurs plans de développement économique et social, la nécessité de satisfaire les besoins des enfants et des adolescents et d'utiliser aussi largement que possible les services que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance peut offrir, y compris l'assistance pour la formation de personnel national, afin d'aider à les préparer à la vie;

3. *Fait appel* aux Etats Membres pour qu'ils continuent de contribuer aussi généreusement qu'ils le peuvent au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

### 1920 (XVIII). Participation de la femme au développement social et économique national

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* qu'il importe de développer les ressources humaines afin d'accélérer le progrès social et économique,

*Prenant note* des résolutions 961 E (section II), F et G (XXXVI) et 975 B et C (XXXVI) du Conseil économique et social, en date des 12 juillet et 1er août 1963,

*Considérant* la résolution 1777 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1962, relative à l'assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme dans les pays en voie de développement,

*Estimant* qu'il est nécessaire que les femmes participent pleinement, dans les mêmes conditions que les hommes, à la planification et à la coordination du développement économique et social, ainsi qu'à l'exécution des plans,

*Reconnaissant* la contribution des femmes aux programmes nationaux de développement social, en particulier à ceux qui ont trait au développement communautaire et à la protection sociale, ainsi que l'importance de ces programmes pour le progrès de la femme en général,

*Affirmant* qu'il importe de faciliter l'accès des femmes à la formation dans tous les aspects du développement économique et social afin qu'elles puissent participer à des programmes appropriés dans les domaines économique et social, notamment en ce qui concerne l'enseignement, la formation professionnelle, la lutte contre l'analphabétisme, la nutrition, la santé, la fonction publique, l'habitation, le bien-être social et le développement urbain et rural,

1. *Appelle l'attention* des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées sur l'intérêt qu'il y aurait à nommer des femmes ayant reçu la formation voulue dans les organes chargés de préparer les plans de développement national;

2. *Appelle en outre l'attention* des gouvernements desdits Etats sur le fait qu'il importe de donner aux femmes une formation qui leur permette de participer pleinement à tous les stades de l'élaboration et de l'exécution des programmes de développement national et sur la contribution que les organisations non gouvernementales peuvent apporter à cet égard;

3. *Invite* les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales sur le territoire desdits Etats à prêter leur concours pour utiliser pleinement les possibilités de formation qu'offrent les divers programmes d'assistance technique et les services consultatifs, afin d'assurer la pleine participation des femmes à l'élaboration et à l'exécution des programmes de développement national;

4. *Prie* le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique, le Directeur général du Fonds spécial, les directeurs généraux des institutions spécialisées intéressées et le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les possibilités qui, dans le cadre des programmes de coopération technique des Nations Unies, permettraient de mettre à la disposition des pays en voie de développement l'aide nécessaire à la création et au développement de centres sociaux ou autres où les femmes recevraient la formation requise leur permettant de participer efficacement au développement économique et social de leur pays.

1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.

<sup>6</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.IV.2.

<sup>7</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-cinquième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour, document E/3724, sect. III.

## 1921 (XVIII). Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

*L'Assemblée générale,*

*Soucieuse d'appliquer les dispositions de la Charte des Nations Unies et les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme affirmant l'égalité de droits de tous les êtres humains sans distinction de sexe,*

*Notant avec satisfaction le rôle croissant des femmes dans la société et les progrès accomplis dans le domaine de l'égalité de droits,*

*Notant également avec satisfaction les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pour réaliser ces progrès,*

*Notant cependant que dans divers domaines il subsiste encore, en fait sinon en droit, une forte discrimination à l'encontre des femmes,*

1. *Prie* le Conseil économique et social de demander à la Commission de la condition de la femme de préparer un projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en vue de son examen par l'Assemblée générale, si possible à sa vingtième session;

2. *Invite* les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales compétentes à adresser au Secrétaire général leurs observations et leurs propositions quant aux principes qui pourraient être incorporés dans le projet de déclaration, pour qu'elles soient portées à l'attention de la Commission de la condition de la femme.

*1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.*

## 1922 (XVIII). Sessions de la Commission des droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant sa résolution 1776 (XVII) du 7 décembre 1962 sur la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la résolution 8 (XIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 avril 1963,*

*Rappelant que, dès le début, la Troisième Commission a dépendu dans une large mesure de la Commission des droits de l'homme pour la rédaction d'études sur certaines questions qui lui étaient soumises, ainsi que pour l'élaboration de projets de déclarations et de conventions dans le domaine des droits de l'homme,*

*Tenant compte du fait que, sans la coopération de la Commission des droits de l'homme, les travaux de la Troisième Commission seraient rendus beaucoup plus difficiles car cette dernière ne pourrait pas compter sur l'étude préalable et spécialisée des questions qui lui sont renvoyées, notamment en ce qui concerne la rédaction de textes,*

*Notant que, à sa trente-sixième session, le Conseil économique et social a décidé que la Commission des droits de l'homme ne pourrait se réunir en 1964 en raison de difficultés dues aux travaux d'aménagement du Siège de l'Organisation des Nations Unies,*

*Notant avec inquiétude qu'il existe une tendance à considérer qu'il serait suffisant que la Commission des droits de l'homme se réunisse tous les deux ans,*

1. *Déclare* que, pour permettre de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la Commission des droits de l'homme doit se réunir tous les ans, comme elle l'a fait jusqu'à présent;

2. *Invite instamment* le Conseil économique et social à reconsidérer la décision susmentionnée, afin que la Commission des droits de l'homme continue à se réunir tous les ans;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre des dispositions particulières pour que, dès que le Conseil économique et social aura approuvé une session de la Commission des droits de l'homme en 1964, cette session se tienne au Siège de l'Organisation des Nations Unies et se termine avant le 15 mars.

*1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.*

## 1923 (XVIII). Représentation géographique équitable à la Commission des droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant la résolution 845 (XXXII) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1961, par laquelle le Conseil, tout en constatant que le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies s'était beaucoup accru depuis la création des commissions techniques du Conseil et en se déclarant convaincu de l'importance qui s'attache à assurer une répartition géographique équitable dans la composition des commissions techniques, a décidé de porter à vingt et un le nombre des membres de la Commission des droits de l'homme,*

*Tenant compte de ce que la Troisième Commission s'appuie dans une large mesure sur le travail de la Commission des droits de l'homme pour la préparation de projets de déclaration, de projets de convention et de projets de résolution concernant la protection et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, par conséquent, qu'une représentation géographique équitable à la Commission des droits de l'homme faciliterait considérablement le travail de la Troisième Commission,*

*Considérant que, si une répartition géographique équitable a été dans une large mesure assurée dans la composition d'autres commissions, l'Afrique continue d'être indûment sous-représentée à la Commission des droits de l'homme,*

*Fait appel* au Conseil économique et social pour que, lors des élections des membres de la Commission des droits de l'homme, il tienne compte du principe d'une répartition géographique équitable et, notamment, de la nécessité d'assurer la représentation équitable de l'Afrique.

*1274ème séance plénière,  
5 décembre 1963.*

## 1958 (XVIII). Nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné la résolution 965 B (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1963,*

*Rappelant sa résolution 1166 (XII) du 26 novembre 1957, qui prévoyait la création d'un Comité exécutif du programme du Haut Commissaire devant être composé des représentants de vingt à vingt-cinq Etats*

Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une quelconque des institutions spécialisées, élus par le Conseil économique et social, sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible, parmi les Etats qui se sont effectivement intéressés et dévoués à la recherche d'une solution au problème des réfugiés,

*Rappelant* sa résolution 1783 (XVII) du 7 décembre 1962 relative au maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

*Notant* que le Comité exécutif est actuellement composé de vingt-cinq Etats Membres,

*Tenant compte* de l'intérêt accru que les Etats Membres portent aux travaux du Haut Commissariat et de l'accroissement du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* de porter à trente le nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, de façon à assurer la plus large représentation géographique possible;

2. *Prie* le Conseil économique et social d'élire les cinq nouveaux membres du Comité exécutif à la reprise de sa trente-sixième session.

1279ème séance plénière,  
12 décembre 1963.

#### 1959 (XVIII). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>8</sup> et ayant entendu sa déclaration<sup>9</sup>,

*Prenant note* des progrès accomplis dans la protection internationale des réfugiés et la recherche de solutions permanentes aux problèmes de réfugiés par le rapatriement librement consenti, l'intégration dans les pays d'asile ou la réinstallation dans d'autres pays,

*Notant avec satisfaction* les efforts déployés par le Haut Commissaire, dans les divers domaines de son activité, en faveur des groupes de réfugiés qui bénéficient de ses bons offices,

*Reconnaissant* l'importance d'un programme d'assistance approprié pour l'efficacité générale de l'œuvre du Haut Commissaire,

*Félicitant* les organisations non gouvernementales qui œuvrent dans le domaine des réfugiés pour leur activité inlassable en faveur des réfugiés de par le monde,

*Prenant note avec satisfaction* de ce que six nouveaux Etats ont adhéré, depuis la dix-septième session de l'Assemblée générale, à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés<sup>10</sup>, portant ainsi à quarante-deux le nombre des Etats parties à cette convention,

1. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de continuer d'accorder la protection internationale aux réfugiés et de poursuivre ses efforts en faveur des réfugiés qui relèvent de son mandat et de ceux pour lesquels il prête ses bons offices, en accordant une attention particulière aux nouveaux

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 11 (A/5511/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) et Supplément No 11A (A/5511/Rev.1/Add.1).

<sup>9</sup> Ibid., dix-huitième session, Troisième Commission, 1270ème séance.

<sup>10</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, 1954, No 2545.

groupes de réfugiés, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux directives du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire;

2. *Invite* les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à continuer de prêter leur concours à la solution des problèmes de réfugiés:

a) En facilitant le rapatriement librement consenti, la réinstallation ou l'intégration sur place des réfugiés;

b) En améliorant le statut juridique des réfugiés résidant sur leur territoire, spécialement dans de nouvelles situations de réfugiés, entre autres en adhérant, le cas échéant, à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et en traitant les nouveaux problèmes de réfugiés conformément aux principes et à l'esprit de la Convention;

c) En fournissant au Haut Commissaire les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement des tâches qui lui incombent et en lui permettant notamment d'atteindre les objectifs financiers établis avec l'approbation du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire.

1279ème séance plénière,  
12 décembre 1963.

#### 1960 (XVIII). Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1843 B et C (XVII) du 19 décembre 1962,

*Ayant porté une fois de plus son attention* sur les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et, en particulier, sur les questions liées aux mesures de mise en œuvre, qui sont essentielles pour l'adoption et l'efficacité desdits pactes,

*Tenant compte* de la présence de nombreux nouveaux Etats Membres qui n'ont pas eu l'occasion de se prononcer sur les mesures de mise en œuvre, notamment en raison de l'époque à laquelle la Commission des droits de l'homme a approuvé les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

*Tenant compte également* de la diversité des opinions qui ont été exprimées au cours du débat sur les mesures de mise en œuvre,

1. *Réaffirme sa conviction* que l'adoption finale des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme constitue un élément urgent et indispensable de la protection et du développement universels des droits de l'homme;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer aux Etats Membres le texte des articles des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui ont été adoptés de la dixième à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, ainsi que les comptes rendus des débats que la Troisième Commission a consacrés aux mesures de mise en œuvre desdits pactes et le document explicatif préparé par le Secrétaire général, avec les observations reçues des gouvernements<sup>11</sup>,

3. *Invite* les Etats Membres à examiner le texte des articles des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme déjà adoptés par la Troisième

<sup>11</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 48 de l'ordre du jour, documents A/5411 et Add.1 et 2.

Commission, ainsi que les mesures de mise en œuvre et les clauses finales des pactes élaborées par la Commission des droits de l'homme, afin de pouvoir se prononcer sur les mesures de mise en œuvre et sur les clauses finales des pactes;

4. *Prie* le Secrétaire général, au cas où des Etats Membres communiqueraient leurs observations avant l'ouverture de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, de les transmettre aux autres Etats Membres le plus rapidement possible;

5. *Décide* de faire un effort spécial pour achever, à sa dix-neuvième session, l'adoption de la totalité du texte des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

1279ème séance plénière,  
12 décembre 1963.

### 1961 (XVIII). Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Notant* que l'année 1968 marquera le vingtième anniversaire de l'adoption et de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale,

*Considérant* que, depuis l'adoption de la Déclaration, des progrès appréciables ont été accomplis dans la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Reconnaissant* qu'en dépit de ces progrès le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration laisse encore à désirer dans certaines parties du monde,

*Estimant* qu'une meilleure compréhension de l'ampleur des progrès réalisés servirait efficacement la cause des droits de l'homme,

*Convaincue* que, pour célébrer comme il convient le vingtième anniversaire de la proclamation de la Déclaration, il serait bon d'intensifier, en 1968, les efforts et les initiatives à l'échelon national et international dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que de passer en revue les réalisations enregistrées dans ce domaine,

*Persuadée* que la désignation de l'année 1968 comme l'année où aura lieu cette évaluation sur le plan international encouragera tous les Etats Membres et les organisations intéressées à redoubler d'efforts dans les années à venir, de façon à pouvoir faire état, en 1968, du plus de progrès possible,

1. *Désigne* l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme;

2. *Prie* le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à se charger de tâches suivantes lors de ses prochaines sessions, avec l'assistance du Secrétaire général:

a) Préparer, à l'intention de l'Assemblée générale, un programme de mesures et activités qui soit une contribution durable à la cause des droits de l'homme et que l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres et les institutions spécialisées mènent à bien au cours de l'année 1968 pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et donner effet à la présente résolution;

b) Préparer, à l'intention de l'Assemblée générale, des suggestions touchant une liste d'objectifs à atteindre par l'Organisation des Nations Unies, au plus tard à la fin de 1968, dans le domaine des droits de l'homme;

c) Soumettre à l'Assemblée générale le programme de mesures et activités et les suggestions touchant la liste des objectifs, en temps voulu pour qu'elle puisse les examiner à sa vingtième session;

3. *Invite* les institutions spécialisées à prêter tout leur concours à la Commission des droits de l'homme pour la préparation du programme de mesures et activités à entreprendre au cours de l'Année internationale des droits de l'homme pour célébrer le vingtième anniversaire de la Déclaration;

4. *Invite* tous les Etats Membres à intensifier les efforts qu'ils font sur le plan interne en faveur des droits de l'homme, avec l'aide de leurs organisations appropriées, afin d'assurer le respect plus général et plus effectif de ces droits et libertés et de pouvoir faire état de ce résultat à l'occasion de l'évaluation internationale des réalisations dans ce domaine qu'il est proposé d'effectuer en 1968 et par la suite.

1279ème séance plénière,  
12 décembre 1963.

### 1965 (XVIII). Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1572 (XV) du 18 décembre 1960 et 1842 (XVII) du 19 décembre 1962,

*Reconnaissant* la nécessité d'adopter une déclaration sur la diffusion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples,

*Tenant compte* du fait que des efforts louables ont été déployés par diverses délégations aux fins d'élaborer un projet qui complète de façon appropriée le texte des autres déclarations et résolutions adoptées dans le passé et qui constitue un appel susceptible d'éveiller un intérêt profond chez les jeunes du monde entier,

*Tenant compte* de la nécessité d'assurer une participation aussi large que possible des gouvernements et des organisations de jeunesse en ce qui concerne la déclaration,

*Tenant compte également* du fait que, par suite du manque de temps à la dix-huitième session, il n'a pas été possible de rédiger la version définitive de ladite déclaration,

*Convaincue* qu'elle doit poursuivre ses efforts en vue de promouvoir le respect mutuel et la compréhension entre les jeunes de tous les peuples du monde,

## I

1. *Prie* le Secrétaire général de communiquer aux Etats Membres le projet de déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples<sup>12</sup> et les amendements à ce projet<sup>13</sup>, ainsi que les comptes rendus pertinents des débats de la dix-huitième session;

2. *Invite* les Etats Membres à faire connaître au Secrétaire général leurs vues sur le projet de déclara-

<sup>12</sup> *Ibid.*, point 47 de l'ordre du jour, document A/5669, par. 5.

<sup>13</sup> *Ibid.*, par. 6 et 7.

tion, après avoir consulté, le cas échéant, les éducateurs et les animateurs des activités de jeunesse les plus expérimentés;

3. *Invite* le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à communiquer aux commissions nationales, aux organisations de jeunesse et à la Conférence internationale de la jeunesse les comptes rendus pertinents des débats de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, afin qu'ils puissent présenter les observations qu'ils jugent appropriées;

4. *Invite également* le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à communiquer le plus tôt possible lesdites observations au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Décide* de poursuivre en priorité l'examen et l'élaboration finale de la déclaration à sa dix-neuvième session;

## II

1. *Félicite* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de réunir à Grenoble, en août 1964, une Conférence internationale de la jeunesse et voit avec satisfaction que cette conférence étudiera toutes les mesures susceptibles de promouvoir parmi les jeunes une compréhension et une collaboration plus étendues;

2. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de rechercher, en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'opportunité de créer des institutions régionales de documentation et d'études qui auraient pour objet de préparer la jeunesse à mieux comprendre les idéaux qui lui sont communs et de la réalisation desquels dépend l'avenir de l'humanité.

1280ème séance plénière,  
13 décembre 1963.

\*  
\*   \*  
\*

## Note

**Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (point 40)**

**Mesures tendant à faire respecter plus rapidement les droits de l'homme et les libertés fondamentales (point 41)**

**Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse (point 42)**

**Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 44)**

**Projet de déclaration sur le droit d'asile (point 45)**

**Liberté de l'information: a) projet de convention relative à la liberté de l'information; b) projet de déclaration sur la liberté de l'information (point 46)**

A sa 1279ème séance plénière, le 12 décembre 1963, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation de la Troisième Commission<sup>14</sup> visant à renvoyer à la dix-neuvième session l'examen des points 40, 41, 42, 44, 45 et 46.

<sup>14</sup> *Ibid.*, points 40, 41, 42, 44, 45 et 46 de l'ordre du jour, document A/5667, par. 2.



## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA QUATRIEME COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1883 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud (14 octobre 1963) [point 75] . . .	49
1889 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud (6 novembre 1963) [point 75] . . .	50
1899 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain (13 novembre 1963) [point 55] . .	50
1900 (XVIII). Pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest africain (13 novembre 1963) [point 55] . . . . .	51
1901 (XVIII). Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain (13 novembre 1963) [point 55, b] . . . . .	52
1913 (XVIII). Territoires administrés par le Portugal (3 décembre 1963) [point 23] . . . . .	52
1948 (XVIII). Question d'Oman (11 décembre 1963) [point 78] . . . . .	53
1969 (XVIII). Rapport du Conseil de tutelle (16 décembre 1963) [point 13] . . .	53
1970 (XVIII). Question du maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (16 décembre 1963) [point 52] . . . . .	53
1971 (XVIII). Rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes (16 décembre 1963) [point 49] . . . . .	54
1972 (XVIII). La situation à Aden (16 décembre 1963) [point 49] . . . . .	54
1973 (XVIII). Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal (16 décembre 1963) [point 54] . . . . .	54
1974 (XVIII). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (16 décembre 1963) [point 51] . . . . .	55
1979 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain (17 décembre 1963) [point 55] . .	55
<i>Notes:</i>	
Territoires administrés par le Portugal (17 décembre 1963) [point 23] . . . . .	56
Diffusion, dans les territoires non autonomes, de renseignements relatifs à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (12 décembre 1963) [point 50] . . . . .	56

## 1883 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la situation en Rhodésie du Sud,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1747 (XVI) du 28 juin 1962 et 1760 (XVII) du 31 octobre 1962, ainsi que la résolution adoptée le 20 juin 1963 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>1</sup>,

*Notant* que le Comité spécial a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la détérioration de la situation explosive qui règne dans le territoire non autonome de Rhodésie du Sud,

*Reconnaissant* que la pratique de la discrimination raciale est incompatible avec les principes de la Charte des Nations Unies et doit être condamnée où qu'elle se manifeste,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. III, par. 282.

*Reconnaissant* que la venue au pouvoir du Gouvernement actuel de la Rhodésie du Sud résulte d'une constitution antidémocratique et discriminatoire imposée à la population de la Rhodésie du Sud et à laquelle la majorité écrasante de cette population est opposée,

*Considérant* que le transfert à ce gouvernement des pouvoirs et des attributs de la souveraineté, en particulier le contrôle et l'emploi des forces militaires et des armes, aggraverait une situation déjà explosive,

*Notant* que le Conseil de sécurité a examiné cette question<sup>2</sup>,

1. *Invite* le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à ne transférer à sa colonie de la Rhodésie du Sud, telle qu'elle est actuellement gouvernée, aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté, mais à attendre l'institution d'un gouvernement pleinement représentatif de tous les habitants de la colonie;

2. *Invite* le Gouvernement du Royaume-Uni à ne pas transférer de forces armées et d'aéronefs à sa colonie

<sup>2</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, 1064ème à 1069ème séance.

de la Rhodésie du Sud, ainsi que l'a envisagé la Conférence de l'Afrique centrale tenue en 1963;

3. *Invite en outre* le Gouvernement du Royaume-Uni à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale sur la question de la Rhodésie du Sud, en particulier les résolutions 1747 (XVI) et 1760 (XVII).

1241ème séance plénière,  
14 octobre 1963.

### 1889 (XVIII). Question de la Rhodésie du Sud

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question de la Rhodésie du Sud,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1747 (XVI) du 28 juin 1962 et 1760 (XVII) du 31 octobre 1962, la résolution adoptée le 20 juin 1963 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>1</sup>, ainsi que la résolution 1883 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 octobre 1963,

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial sur la question de la Rhodésie du Sud<sup>2</sup>, notamment en ce qui concerne le déni persistant des droits politiques fondamentaux à la grande majorité de la population africaine,

*Tenant compte* des rapports que le Secrétaire général a présentés le 19 décembre 1962<sup>3</sup> et le 6 juin 1963<sup>4</sup>,

*Tenant compte également* des pétitions présentées oralement à la Quatrième Commission,

*Prenant en considération* les décisions relatives à la décolonisation prises à la Conférence au sommet des pays indépendants africains qui s'est tenue en mai 1963 à Addis-Abéba, particulièrement celles qui concernent la Rhodésie du Sud,

*Profondément préoccupée* par la situation explosive que connaît la Rhodésie du Sud du fait du déni des droits politiques à la grande majorité de la population africaine et de l'obstination du régime minoritaire au pouvoir à s'y maintenir,

*Consciente* de l'aggravation de la situation en Rhodésie du Sud, qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

*Consciente* de ce que le gouvernement minoritaire des colons de la Rhodésie du Sud a demandé au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'accorder l'indépendance au territoire sur la base de la Constitution de 1961, dont l'abrogation a été demandée par l'Assemblée générale,

1. *Approuve* le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, particulièrement ses conclusions et recommandations, et apprécie hautement le travail du Comité spécial;

2. *Réaffirme* le droit imprescriptible du peuple de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination et à l'indépendance;

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. III.

<sup>2</sup> Ibid., dix-septième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour, document A/5396.

<sup>3</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/5426.

3. *Apprécie hautement* les efforts déployés par le Secrétaire général en ce qui concerne la question de la Rhodésie du Sud;

4. *Regrette vivement* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'ait pas appliqué les diverses résolutions de l'Assemblée générale relatives à la Rhodésie du Sud;

5. *Fait appel* au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il n'accède pas à la demande d'indépendance du gouvernement minoritaire actuel de la Rhodésie du Sud tant que le pouvoir de la majorité fondé sur le suffrage universel des adultes n'aura pas été établi dans le territoire;

6. *Invite une fois de plus* le Gouvernement du Royaume-Uni à réunir sans délai une conférence constitutionnelle à laquelle participeront des représentants de tous les partis politiques du territoire en vue de prendre les dispositions constitutionnelles nécessaires à l'indépendance sur la base du suffrage universel des adultes, y compris la fixation d'une date aussi rapprochée que possible pour l'indépendance;

7. *Prie instamment* tous les Etats Membres, notamment ceux qui entretiennent les relations les plus étroites avec le Gouvernement du Royaume-Uni, d'user de toute leur influence en vue de faire droit aux aspirations légitimes des populations de la Rhodésie du Sud;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prêter ses bons offices pour favoriser la conciliation dans le territoire, comme il y a été invité par le paragraphe 4 de la résolution 1760 (XVII), et de faire rapport à l'Assemblée générale pendant la dix-huitième session, ainsi qu'au Comité spécial, sur les résultats de ses efforts;

9. *Décide* de maintenir la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de sa dix-huitième session.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

### 1899 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question du Sud-Ouest africain,

*Ayant examiné* le rapport sur cette question présenté par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>5</sup>,

*Ayant entendu* les déclarations des pétitionnaires,

*Tenant compte* des principes de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, énoncés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant* toutes ses résolutions relatives au Sud-Ouest africain, notamment les résolutions 1702 (XVI) du 19 décembre 1961 et 1805 (XVII) du 14 décembre 1962,

*Prenant en considération* les décisions relatives à la décolonisation prises à la Conférence au sommet des pays indépendants africains tenue en mai 1963 à Addis-Abéba, particulièrement celles qui concernent le Sud-Ouest africain,

<sup>5</sup> Ibid., additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. IV.

*Déplorant vivement* que le Gouvernement de la République sud-africaine n'ait pris aucune mesure pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale sur le Sud-Ouest africain et qu'il ait, en particulier, refusé l'installation dans ce territoire d'un représentant résident de l'assistance technique des Nations Unies,

*Déplorant en outre* le refus du Gouvernement de l'Afrique du Sud de coopérer avec le Comité spécial, refus qui a empêché le Comité de s'acquitter des tâches qui lui sont confiées par la résolution 1805 (XVII) de l'Assemblée générale,

*Notant avec une profonde inquiétude* la détérioration continue de la situation du Sud-Ouest africain résultant de l'intensification de la politique d'*apartheid*, qui a fait l'objet de la réprobation générale et a été catégoriquement condamnée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1761 (XVII) du 6 novembre 1962 et 1881 (XVIII) du 11 octobre 1963,

*Considérant avec un profond regret* que le Gouvernement de l'Afrique du Sud a constamment et délibérément manqué à ses obligations internationales dans l'administration du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain,

*Considérant* que toute tentative d'annexion d'une partie ou de la totalité du Territoire du Sud-Ouest africain par le Gouvernement de l'Afrique du Sud serait contraire à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 11 juillet 1950<sup>7</sup> et constituerait une violation de ses obligations découlant du Mandat et de ses autres obligations internationales,

*Considérant en outre* que le soutien que le Gouvernement de l'Afrique du Sud continue de trouver auprès de certaines puissances ou de certains groupes financiers l'encourage à persister dans son attitude et lui permet de le faire,

*Profondément préoccupée* par la situation critique existant au Sud-Ouest africain, dont la prolongation constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales,

*Prenant en considération* les responsabilités particulières de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du Territoire du Sud-Ouest africain,

1. *Approuve* le rapport sur la question du Sud-Ouest africain, présenté par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, particulièrement ses conclusions et recommandations, et apprécie hautement le travail du Comité;

2. *Réaffirme solennellement* le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à l'autodétermination et à l'indépendance;

3. *Condamne* le Gouvernement de la République sud-africaine pour son refus persistant de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies dans l'application des principes de la Charte des Nations Unies et l'exécution des résolutions de l'Assemblée générale;

4. *Considère* toute tentative d'annexion d'une partie ou de la totalité du Territoire du Sud-Ouest africain comme un acte d'agression;

5. *Prie* le Secrétaire général:

a) De poursuivre ses efforts afin d'atteindre les objectifs fixés aux paragraphes 5 et 6 de la résolution 1805 (XVII) de l'Assemblée générale;

<sup>7</sup> Statut international du Sud-Ouest africain, Avis consultatif: C.I.J., Recueil 1950, p. 128.

b) D'inviter le Gouvernement de l'Afrique du Sud à lui faire connaître sa décision à propos des dispositions de ces paragraphes, au plus tard le 30 novembre 1963;

c) De faire rapport à l'Assemblée générale immédiatement après qu'il aura été saisi de la réponse du Gouvernement de l'Afrique du Sud;

6. *Décide* d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la situation critique existant au Sud-Ouest africain, dont la prolongation constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales;

7. *Prie instamment* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de prendre, individuellement ou collectivement, les mesures suivantes au titre de la question du Sud-Ouest africain:

a) S'abstenir immédiatement de toute fourniture d'armes ou d'équipements militaires à l'Afrique du Sud, de quelque manière ou sous quelque forme que ce soit;

b) S'abstenir également de toute fourniture de pétrole ou produits pétroliers à l'Afrique du Sud, de quelque manière ou sous quelque forme que ce soit;

c) S'abstenir de tout acte pouvant gêner la mise en œuvre de la présente résolution et des résolutions précédentes de l'Assemblée générale sur le Sud-Ouest africain;

8. *Prie* le Comité spécial:

a) De poursuivre ses efforts afin de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la résolution 1805 (XVII);

b) D'étudier, en coopération avec le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies, les implications des activités de l'industrie minière et des autres sociétés internationales possédant des intérêts au Sud-Ouest africain, afin d'évaluer leur influence économique et politique et leur mode d'opération;

c) De faire rapport sur ces questions à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

9. *Décide* de maintenir à l'ordre du jour de sa dix-huitième session la question du Sud-Ouest africain et de reprendre l'examen de cette question à la lumière de la réponse que fournira le Gouvernement de l'Afrique du Sud, conformément au paragraphe 5 ci-dessus, et dès réception de celle-ci.

1257<sup>e</sup> séance plénière,  
13 novembre 1963.

## 1900 (XVIII). Pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest africain

*L'Assemblée générale,*

*Notant* que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a reçu et examiné quatre-vingt-quatorze pétitions relatives au Sud-Ouest africain conformément au paragraphe 3 de la résolution 1805 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1962,

*Notant également* que ces pétitions traitaient, notamment, de la situation générale et des événements survenus dans le Territoire du Sud-Ouest africain, de l'établissement d'une présence de l'Organisation des Nations Unies dans le Territoire conformément au paragraphe 6 de la résolution 1805 (XVII), de l'attitude du Gouvernement de la République sud-africaine à l'égard des résolutions de l'Assemblée générale, des

difficultés que rencontrent les habitants du Sud-Ouest africain, en particulier les étudiants, qui traversent la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, et de l'examen de la question du Sud-Ouest africain à l'Organisation des Nations Unies,

*Appelle l'attention* des pétitionnaires intéressés sur le rapport concernant le Sud-Ouest africain présenté à l'Assemblée générale par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>6</sup>, sur le rapport du Secrétaire général concernant les programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain<sup>8</sup>, et sur les résolutions relatives à la question du Sud-Ouest africain adoptées par l'Assemblée lors de sa dix-huitième session.

1257<sup>ème</sup> séance plénière,  
13 novembre 1963.

### 1901 (XVIII). Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, par laquelle elle a institué, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, un programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain,

*Ayant examiné* le rapport présenté par le Secrétaire général<sup>8</sup> conformément au paragraphe 9 de la résolution 1705 (XVI),

*Notant* que, parmi les candidats qui demandent à bénéficier du programme spécial de formation, rares sont ceux qui possèdent les titres requis pour pouvoir entrer dans des collèges universitaires ou des universités,

*Notant en outre* qu'un grand nombre des bourses offertes par divers Etats Membres sont des bourses d'études supérieures exclusivement et que les habitants du Sud-Ouest africain qui possèdent les titres requis pour pouvoir utiliser ces bourses sont peu nombreux,

*Prenant note* des difficultés rencontrées par les boursiers des Nations Unies pour obtenir les titres de voyage et autres facilités nécessaires à leurs déplacements,

1. *Remercie* les Etats Membres qui ont mis des bourses et des allocations de voyage à la disposition d'habitants du Sud-Ouest africain;

2. *Invite* les Etats Membres qui offrent des bourses et ceux qui viendraient à le faire ultérieurement à envisager d'inclure dans leurs offres des bourses d'études secondaires et de formation professionnelle et technique;

3. *Invite en outre* les Etats Membres à examiner avec bienveillance les demandes du Secrétaire général tendant à ce qu'ils accueillent, dans leurs écoles secondaires, professionnelles ou techniques, des candidats ayant obtenu des bourses au titre du programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain;

4. *Prie une fois de plus* tous les Etats Membres, et en particulier la République sud-africaine, de faciliter de toutes les manières possibles les déplacements des habitants du Sud-Ouest africain désirant profiter des moyens d'enseignement offerts en vertu de ce programme;

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 55 de l'ordre du jour, documents A/5526 et Add.1.

5. *Prie* le Secrétaire général de consulter le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au sujet de la mise en œuvre du programme et de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

1257<sup>ème</sup> séance plénière,  
13 novembre 1963.

### 1913 (XVIII). Territoires administrés par le Portugal

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question des territoires administrés par le Portugal,

*Ayant examiné* le rapport présenté sur cette question par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>9</sup>,

*Ayant entendu* les pétitionnaires,

*Rappelant* la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant* ses résolutions 1542 (XV) du 15 décembre 1960, 1603 (XV) du 20 avril 1961, 1699 (XVI) du 19 décembre 1961, 1742 (XVI) du 30 janvier 1962, 1807 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1819 (XVII) du 18 décembre 1962, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité en date des 9 juin 1961<sup>10</sup> et 31 juillet 1963<sup>11</sup>,

*Rappelant en particulier* que le Conseil de sécurité, par sa résolution du 31 juillet 1963, a invité le Portugal à appliquer d'urgence les dispositions suivantes:

a) Reconnaître immédiatement le droit des peuples qu'il administre à l'autodétermination et à l'indépendance,

b) Cesser immédiatement tout acte de répression et retirer toutes les forces militaires et autres qu'il emploie actuellement à cette fin,

c) Promulguer une amnistie politique inconditionnelle et créer les conditions permettant le libre fonctionnement des partis politiques,

d) Engager des négociations, sur la base de la reconnaissance du droit à l'autodétermination, avec les représentants qualifiés des partis politiques existant à l'intérieur ou à l'extérieur des territoires, en vue du transfert des pouvoirs à des institutions politiques librement élues et représentatives des populations, conformément à la résolution 1514 (XV),

e) Accorder, immédiatement après, l'indépendance à tous les territoires qu'il administre, conformément aux aspirations des populations,

*Notant avec un profond regret et une vive inquiétude* que le Gouvernement portugais refuse toujours de prendre des mesures pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité,

*Convaincue* que l'application des résolutions susmentionnées offre le seul moyen de parvenir à une solution

<sup>9</sup> Ibid., additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. II.

<sup>10</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'avril, mai et juin 1961, document S/4835.

<sup>11</sup> Ibid., dix-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5380.

pacifique de la question des territoires administrés par le Portugal,

1. *Prie* le Conseil de sécurité d'examiner immédiatement la question des territoires administrés par le Portugal et d'adopter les mesures nécessaires pour donner effet à ses propres décisions, particulièrement à celles qui figurent dans la résolution du 31 juillet 1963;

2. *Décide* de maintenir à l'ordre du jour de sa dix-huitième session la question des territoires administrés par le Portugal.

1270ème séance plénière,  
3 décembre 1963.

### 1948 (XVIII). Question d'Oman

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question d'Oman,

*Ayant entendu* les pétitionnaires,

*Profondément préoccupée* par la situation qui existe en Oman,

*Ayant pris acte* du rapport du représentant spécial du Secrétaire général<sup>12</sup> et lui sachant gré des efforts qu'il a déployés,

*Tenant compte* du fait que, dans ce rapport, il est reconnu qu'au cours de sa mission le représentant spécial n'a pas eu le temps d'évaluer les questions territoriales, historiques et politiques que soulève le problème et qu'il ne s'est pas considéré comme compétent pour le faire,

1. *Décide* de créer un Comité spécial composé de cinq Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale pour étudier la question d'Oman;

2. *Invite* toutes les parties intéressées à coopérer de toutes les façons possibles avec le Comité spécial et, notamment, à lui faciliter des visites dans la région;

3. *Prie* le Comité spécial de présenter un rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

4. *Invite* le Secrétaire général à prêter au Comité spécial tout le concours nécessaire.

1277ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

\* \* \*

*Le Président de l'Assemblée générale, agissant conformément au paragraphe 1 de la résolution ci-dessus, a nommé les membres du Comité spécial de l'Oman<sup>13</sup>.*

*Le Comité spécial se compose des Etats Membres suivants: AFGHANISTAN, COSTA RICA, NÉPAL, NIGÉRIA et SÉNÉGAL.*

### 1969 (XVIII). Rapport du Conseil de tutelle

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu* le rapport du Conseil de tutelle pour la période du 20 juillet 1962 au 26 juin 1963<sup>14</sup> et le rapport du Secrétaire général sur la diffusion de renseignements concernant les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle<sup>15</sup>,

<sup>12</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/5562.

<sup>13</sup> Voir A/5688.

<sup>14</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 4 (A/5504).

<sup>15</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour, document A/5496.

1. *Prend acte* de ces rapports;

2. *Invite* les autorités administrantes à tenir compte des recommandations et observations contenues dans le rapport du Conseil de tutelle et à garder présentes à l'esprit celles qu'ont formulées les délégations au cours de la discussion du rapport à la dix-huitième session de l'Assemblée générale.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

### 1970 (XVIII). Question du maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1847 (XVII) du 19 décembre 1962, par laquelle elle a décidé d'examiner, à sa dix-huitième session, la question de savoir si le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes devait être encore maintenu en fonctions,

*Considérant* que la déclaration relative aux territoires non autonomes, qui figure au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, ne peut être dissociée de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Considérant* qu'il convient à présent de coordonner et d'unifier toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant les territoires non autonomes, en vue de mettre immédiatement fin au colonialisme,

*Rappelant* qu'elle a créé, par ses résolutions 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, un Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et qu'elle a approuvé les méthodes et procédures dudit comité,

*Considérant* que le Comité spécial, en raison de l'expérience qu'il a acquise, est maintenant en mesure d'assumer les fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

*Tenant compte* des vues du Secrétaire général sur cette question<sup>16</sup>,

*Considérant* qu'il importe d'éviter tout double emploi ou chevauchement d'attributions,

*Ayant reçu* le rapport que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a établi à sa quatorzième session en 1963<sup>17</sup>.

1. *Prend acte* du rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes sur les travaux de sa quatorzième session;

2. *Remercie* le Comité de ses efforts et de la contribution précieuse qu'il a apportée à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies énoncés au Chapitre XI de la Charte;

3. *Décide* de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes;

4. *Invite* les Etats Membres qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont

<sup>16</sup> A/C.4/630.

<sup>17</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 14 (A/5514).

les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes à communiquer, ou à continuer de communiquer, au Secrétaire général les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle;

5. *Prie* le Comité spécial d'étudier ces renseignements et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application, dans chacun des territoires non autonomes, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que d'entreprendre toute étude spéciale et d'établir tout rapport spécial qu'il jugerait nécessaires en plus des travaux dont il est chargé par les résolutions 1654 (XVI) et 1810 (XVII) de l'Assemblée générale;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité spécial tous les moyens et le personnel nécessaires à l'application de la présente résolution.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

### 1971 (XVIII). Rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* que, par ses résolutions 564 (VI) du 18 janvier 1952, 846 (IX) du 22 novembre 1954, 1152 (XII) du 26 novembre 1957 et 1537 (XV) du 15 décembre 1960, elle a approuvé les rapports sur les conditions économiques, établis en 1951, 1954, 1957 et 1960 par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, ou pris note desdits rapports<sup>18</sup>,

*Ayant reçu et examiné* un rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes établi par ledit comité à sa quatorzième session, en 1963<sup>19</sup>,

1. *Approuve* le rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a établi à sa quatorzième session et estime qu'il convient de l'étudier en le rapprochant des autres rapports mentionnés plus haut;

2. *Invite* le Secrétaire général à communiquer ce rapport, pour examen, aux Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes, au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, au Conseil économique et social, aux commissions économiques régionales, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes;

3. *Se déclare persuadée* que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes signaleront ce rapport à l'attention des autorités chargées du développement économique de ces territoires.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

<sup>18</sup> Ibid., sixième session, Supplément No 14 (A/1836), 3ème partie; *ibid.*, neuvième session, Supplément No 18 (A/2729), 2ème partie; *ibid.*, douzième session, Supplément No 15 (A/3647), 2ème partie; *ibid.*, quinzième session, Supplément No 15 (A/4371), 3ème partie.

<sup>19</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 14 (A/5514), 2ème partie.

### 1972 (XVIII). La situation à Aden

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1949 (XVIII) du 11 décembre 1963 relative à la question d'Aden,

*Ayant pris note* de la déclaration du pétitionnaire sur les faits survenus récemment dans ce territoire<sup>20</sup>,

*Profondément inquiète* de la situation critique et explosive provoquée à Aden et dans le protectorat d'Aden par l'état d'urgence, ainsi que de l'arrestation et de la détention de certains chefs nationalistes et syndicalistes et de la déportation de certains autres, situation qui constitue un déni des droits fondamentaux et compromet la paix et la sécurité dans la région,

1. *Prie instamment* le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de prendre d'urgence les mesures les plus efficaces en vue de:

a) Mettre immédiatement en liberté les chefs nationalistes et les syndicalistes;

b) Faire cesser toutes les déportations de résidents du territoire;

2. *Prie* le Secrétaire général de signaler la présente résolution à l'attention du Gouvernement du Royaume-Uni en vue de son application.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

### 1973 (XVIII). Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1808 (XVII) du 14 décembre 1962, par laquelle elle a institué un programme spécial de formation pour la population autochtone des territoires administrés par le Portugal,

*Ayant examiné* le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément au paragraphe 9 de la résolution précitée<sup>21</sup>,

*Notant avec regret* que, nonobstant les dispositions du paragraphe 10 de ladite résolution, le Gouvernement portugais n'a pas coopéré à la mise en œuvre de cette résolution,

*Notant avec satisfaction* que des bourses ont été offertes par plusieurs Etats Membres à l'intention d'étudiants de territoires administrés par le Portugal,

*Notant* qu'un petit nombre seulement de candidats de territoires administrés par le Portugal possèdent les titres requis pour entrer dans des établissements d'enseignement supérieur,

*Notant en outre* que la plupart des bourses offertes par des Etats Membres concernent uniquement l'enseignement supérieur et, par conséquent, ne sont pas accessibles aux habitants des territoires administrés par le Portugal dont les titres ne répondent pas aux conditions requises pour l'utilisation de ces bourses,

1. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour tirer tout le parti possible des programmes

<sup>20</sup> Ibid., dix-huitième session, Quatrième Commission, 1515ème séance.

<sup>21</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, points 49, 50, 51, 52, 53 et 54 de l'ordre du jour, documents A/5531/Rev.1 et Add.1 et 2.

de coopération technique des Nations Unies qui existent déjà, et en particulier de permettre aux autochtones de territoires sous administration portugaise qui se trouvent ou qui pourraient résider temporairement dans des pays ou territoires autres que les territoires administrés par le Portugal de bénéficier desdits programmes, avec l'accord et le concours des gouvernements des pays d'accueil;

2. *Attire l'attention* des Etats Membres sur le territoire desquels résident un grand nombre de réfugiés des territoires administrés par le Portugal sur les possibilités qui s'offrent à eux d'obtenir une assistance au titre des programmes de coopération technique des Nations Unies en vue d'offrir à ces réfugiés des moyens plus nombreux d'enseignement secondaire, professionnel et technique;

3. *Invite* les institutions spécialisées à collaborer à l'établissement et à l'exécution dudit programme spécial de formation en offrant toute l'assistance possible ainsi que les facilités et ressources qu'elles peuvent fournir;

4. *Exprime sa satisfaction* aux Etats Membres qui ont offert des bourses à des étudiants de territoires administrés par le Portugal;

5. *Invite* les Etats Membres qui ont offert des bourses et ceux qui se proposent de le faire à prévoir avant tout des offres de bourses pour l'enseignement secondaire et pour la formation professionnelle et technique;

6. *Prie* les Etats Membres de tenir le Secrétaire général informé des bourses offertes et de celles qui ont été attribuées et utilisées;

7. *Prie en outre* les Etats Membres de faciliter les déplacements des étudiants des territoires administrés par le Portugal qui voudront profiter des moyens de formation qui leur sont offerts;

8. *Prie à nouveau* le Gouvernement portugais de coopérer à la mise en œuvre du programme spécial de formation pour les habitants des territoires administrés par le Portugal;

9. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

#### 1974 (XVIII). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Reconnaissant* qu'il importe de prêter une assistance aux pays et aux peuples coloniaux en matière d'enseignement général et spécialisé,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes conformément à la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1954<sup>22</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes;

2. *Réaffirme* sa résolution 1849 (XVII) du 19 décembre 1962;

3. *Invite instamment* les Etats Membres à continuer d'offrir des bourses aux habitants des territoires non autonomes;

4. *Prie* les Etats Membres qui offrent des bourses d'études de tenir compte de la nécessité de donner des renseignements complets sur les bourses offertes et, chaque fois que cela sera possible, du besoin de fournir des fonds pour les frais de voyage des boursiers;

5. *Invite une fois de plus* les Etats Membres administrants intéressés à faire tout le nécessaire pour que les habitants des territoires non autonomes puissent utiliser la totalité des bourses d'études et des moyens de formation offerts par des Etats Membres, et à accorder toutes les facilités possibles à ceux qui ont postulé ou obtenu des bourses d'études ou de perfectionnement, notamment en ce qui concerne la simplification de leurs formalités de voyage;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, sur la mise en œuvre de la présente résolution;

7. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

#### 1979 (XVIII). Question du Sud-Ouest africain

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question du Sud-Ouest africain,

*Guidée* par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant* sa résolution 1899 (XVIII) du 13 novembre 1963, notamment les alinéas *b* et *c* du paragraphe 5 et le paragraphe 6 de cette résolution,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général en date du 2 décembre 1963<sup>23</sup>,

*Considérant* que la réponse du Gouvernement de la République sud-africaine à la lettre du Secrétaire général, reproduite dans ledit rapport, montre que l'Afrique du Sud persiste dans son refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies au sujet du Sud-Ouest africain,

*Considérant en outre* que la situation existant au Sud-Ouest africain trouble gravement la paix et la sécurité internationales,

1. *Condamne* le Gouvernement de la République sud-africaine pour son refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et pour son inobservation des résolutions de l'Assemblée générale en ce qui concerne le Sud-Ouest africain;

2. *Prie* le Conseil de sécurité d'examiner la situation critique existant au Sud-Ouest africain.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

<sup>22</sup> *Ibid.*, documents A/5548 et Add.1.

<sup>23</sup> *Ibid.*, point 55 de l'ordre du jour, document A/5634.

*Notes***Territoires administrés par le Portugal (point 23)**

A sa 1284<sup>ème</sup> séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Quatrième Commission<sup>24</sup>.

**Diffusion, dans les territoires non autonomes, de renseignements relatifs à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 50)**

A sa 1512<sup>ème</sup> séance, le 12 décembre 1963, la Quatrième Commission a pris acte du rapport du Secrétaire général<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, point 23 de l'ordre du jour, document A/5629/Add.1.

<sup>25</sup> *Ibid.*, points 49, 50, 51, 52, 53 et 54 de l'ordre du jour, document A/5523.

## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1885 (XVIII). Opération des Nations Unies au Congo: prévisions de dépenses et financement pour la période du 1er janvier au 30 juin 1964 (18 octobre 1963) [point 59] .....	58
1890 (XVIII). Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes (6 novembre 1963) [point 56] .....	59
1891 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (6 et 27 novembre et 17 décembre 1963) [point 61, a] .....	60
1892 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité des contributions (6 novembre 1963) [point 61, b] .....	60
1893 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des commissaires aux comptes (6 novembre 1963) [point 61, c] .....	60
1894 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies (6 novembre 1963) [point 61, d] .....	60
1895 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (6 novembre 1963) [point 61, e] .....	60
1924 (XVIII). Budget additionnel pour l'exercice 1963 (11 décembre 1963) [point 57] .....	61
1925 (XVIII). Amendements au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice (11 décembre 1963) [point 58] ..	63
1926 (XVIII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général à un poste devenu vacant au Comité des placements (11 décembre 1963) [point 61, f] .....	63
1927 (XVIII). Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (11 décembre 1963) [point 62] .....	63
1928 (XVIII). Répartition géographique du personnel du Secrétariat (11 décembre 1963) [point 66] .....	64
1929 (XVIII). Amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies (11 décembre 1963) [point 66] .....	65
1930 (XVIII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (11 décembre 1963) [point 67] .....	65
1980 (XVIII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique (17 décembre 1963) [point 63] .....	65
1981 (XVIII). Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (17 décembre 1963) [point 64] .....	66
1982 (XVIII). Ecole internationale des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 68] .....	66
1983 (XVIII). Force d'urgence des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 19, b] .....	67
1984 (XVIII). Budget de l'exercice 1964 (17 décembre 1963) [point 58] .....	67
1985 (XVIII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1964 (17 décembre 1963) [point 58] .....	70
1986 (XVIII). Fonds de roulement pour l'exercice 1964 (17 décembre 1963) [point 58] .....	70

## SOMMAIRE (suite)

	Pages
1987 (XVIII). Plan des conférences (17 décembre 1963) [point 60] .....	71
1988 (XVIII). Programmes d'assistance technique visés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 58] .....	71
1989 (XVIII). Clauses et conditions régissant l'émission des obligations de l'Organisation des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 58] .....	72
<i>Notes:</i>	
Rapport du Conseil économique et social (chap. XIV) [17 décembre 1963] (point 12) .....	72
Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies (17 décembre 1963) [point 65] .....	72

### 1885 (XVIII). Opération des Nations Unies au Congo: prévisions de dépenses et financement pour la période du 1er janvier au 30 juin 1964

#### *L'Assemblée générale,*

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité en date des 14 juillet 1960<sup>1</sup>, 22 juillet 1960<sup>2</sup>, 9 août 1960<sup>3</sup>, 21 février 1961<sup>4</sup> et 24 novembre 1961<sup>5</sup>, ainsi que les résolutions de l'Assemblée générale 1474 (ES-IV) du 20 septembre 1960, 1583 (XV) du 20 décembre 1960, 1595 (XV) du 3 avril 1961, 1599 (XV), 1600 (XV) et 1601 (XV) du 15 avril 1961, 1619 (XV) du 21 avril 1961, 1633 (XVI) du 30 octobre 1961, 1732 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1876 (S-IV) du 27 juin 1963,

Ayant examiné la demande du Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) tendant à recevoir une assistance militaire réduite jusqu'au 30 juin 1964, ainsi qu'il en a été fait mention à la 1007<sup>e</sup> séance de la Cinquième Commission, le 25 septembre 1963,

Ayant noté l'appui donné à cette demande, notamment par les Etats africains indépendants,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de l'Opération des Nations Unies au Congo pour la période du 1er janvier au 30 juin 1964<sup>6</sup> et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>7</sup>,

Constatant que le Secrétaire général souhaite que l'Assemblée générale prenne une décision sur cette question le plus tôt possible, en raison des problèmes logistiques et de ravitaillement que pose le maintien de la Force des Nations Unies au Congo,

1. Décide de maintenir jusqu'au 30 juin 1964 le Compte *ad hoc* pour l'Opération des Nations Unies au Congo;

2. Autorise le Secrétaire général à engager pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1964 des dépenses ne dépassant pas 18 200 000 dollars pour la phase actuelle de l'Opération des Nations Unies au Congo;

3. Décide que pour couvrir les dépenses que pourraient nécessiter après le 30 juin 1964 la liquidation de l'équipement et des fournitures appartenant à l'Organisation des Nations Unies et l'achèvement de l'Opération des Nations Unies au Congo, y compris la clôture des comptes, le Secrétaire général, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, est autorisé à utiliser à cette fin après le 30 juin 1964, dans la mesure voulue, tout solde restant à cette date au Compte *ad hoc* pour l'Opération des Nations Unies au Congo et, nonobstant les dispositions de la règle 111.9 des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le produit de la vente ou de la liquidation, après le 30 juin 1964, des biens appartenant à l'Organisation;

4. Décide d'ouvrir un crédit de 15 millions de dollars pour l'Opération des Nations Unies au Congo pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1964;

5. Décide de répartir les charges de la façon suivante:

a) La somme de 3 millions de dollars entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964,

b) Le solde du crédit ouvert au paragraphe 4 ci-dessus — soit 12 millions de dollars — entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964, si ce n'est que la part de chaque pays économiquement peu développé sera 45 p. 100 au maximum de sa quote-part au titre dudit budget,

étant entendu que cette répartition constitue un arrangement *ad hoc* pour couvrir ce coût ultime de l'Opération des Nations Unies au Congo et ne crée pas de précédent pour les autres opérations relatives au maintien de la paix;

6. Décide qu'aux fins de la présente résolution tous les Etats Membres sont considérés comme "pays économiquement peu développés", à l'exception des Etats suivants: Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine,

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, quinzième année, Supplément de juillet, août et septembre 1960, document S/4387.

<sup>2</sup> Ibid., document S/4405.

<sup>3</sup> Ibid., document S/4426.

<sup>4</sup> Ibid., seizième année, Supplément de janvier, février et mars 1961, document S/4741.

<sup>5</sup> Ibid., Supplément d'octobre, novembre et décembre 1961, document S/5002.

<sup>6</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 59 de l'ordre du jour, document A/C.5/983.

<sup>7</sup> Ibid., document A/5560.

Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques;

7. *Recommande* aux Etats Membres nommés au paragraphe 6 ci-dessus de verser des contributions volontaires en sus de la quote-part qui leur est fixée par la présente résolution, afin de couvrir les dépenses autorisées dépassant le montant total mis en recouvrement en vertu de ladite résolution, étant entendu que ces contributions volontaires seront portées par le Secrétaire général au crédit d'un compte spécial et virées au Compte *ad hoc* pour l'Opération des Nations Unies au Congo selon les modalités suivantes: chaque fois qu'un pays économiquement peu développé versera au crédit du Compte *ad hoc* la quote-part qui lui est fixée à l'alinéa b du paragraphe 5 ci-dessus ou une somme équivalente, il sera viré audit compte une somme dont le pourcentage par rapport au total desdites contributions volontaires sera égal à celui du versement considéré par rapport au total des quotes-parts fixées pour les pays économiquement peu développés en application de l'alinéa b du paragraphe 5; tout solde du compte spécial au 31 décembre 1965 sera rattaché aux Etats Membres qui auront versé ces contributions volontaires, au prorata de ces dernières;

8. *Adresse* un appel à tous les autres Etats Membres qui sont à même de fournir une aide pour qu'ils versent eux aussi des contributions volontaires ou renoncent à ce que leur quote-part soit calculée au taux indiqué dans la clause d'exception de l'alinéa b du paragraphe 5 ci-dessus;

9. *Décide* que les contributions volontaires visées aux paragraphes 7 et 8 ci-dessus pourront, au gré d'un Etat Membre, être faites par lui, sous forme de services et de fournitures acceptables par le Secrétaire général, destinés à l'Opération des Nations Unies au Congo pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1964 et non remboursables, ledit Etat Membre étant crédité de la valeur vénale desdits services et fournitures, fixée en accord avec le Secrétaire général.

1247ème séance plénière,  
18 octobre 1963.

# 1890 (XVIII). Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes

## A

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES

#### L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Organisation des Nations Unies, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962, ainsi que les attestations du Comité des commissaires aux comptes<sup>8</sup>;

2. *S'associe* aux observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son premier rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>9</sup>.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

<sup>8</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 6 (A/5506).

<sup>9</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour, document A/5434.

## B

### FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

#### L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962, ainsi que les attestations du Comité des commissaires aux comptes<sup>10</sup>;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son deuxième rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>11</sup>.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

## C

### OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

#### L'Assemblée générale

1. *Accepte* les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962, ainsi que les attestations du Comité des commissaires aux comptes<sup>12</sup>;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son troisième rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>13</sup>.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

## D

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GÉRÉES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

#### L'Assemblée générale

1. *Accepte* les comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962, ainsi que les attestations du Comité des commissaires aux comptes<sup>14</sup>;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son quatrième rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>15</sup>.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

<sup>10</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 6A (A/5506/Add.1).

<sup>11</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour, document A/5435.

<sup>12</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 6B (A/5506/Add.2).

<sup>13</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour, document A/5436.

<sup>14</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 6C (A/5506/Add.3).

<sup>15</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 56 de l'ordre du jour, document A/5437.

# 1891 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

## A

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:

M. Jan P. Bannier,  
M. Albert F. Bender,  
M. V. F. Oulantchev,  
M. Raúl A. Quijano;

2. *Déclare* M. Bannier, M. Bender, M. Oulantchev et M. Quijano nommés pour une période de trois ans, à compter du 1er janvier 1964.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

## B

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:

M. V. F. Oulantchev;

2. *Déclare* M. Oulantchev nommé pour la période allant de la date de la présente résolution au 31 décembre 1963.

1265ème séance plénière,  
27 novembre 1963.

## C

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:

M. Raouf Boudjakdji;

2. *Déclare* M. Boudjakdji nommé pour une période de deux ans, à compter du 1er janvier 1964.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

\* \*

*Par suite des nominations ci-dessus, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires se composera des membres suivants:* M. Mohamed Abdel Maged AHMED (Soudan), M. Jan P. BANNIER (Pays-Bas), M. Albert F. BENDER (Etats-Unis d'Amérique), M. Raouf BOUDJAKDJI (Algérie), M. André GANEM (France), M. James GIBSON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. Alfonso GREZ (Chili), M. V. F. OULANTCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. Raúl A. QUIJANO (Argentine), M. E. Olu SANU (Nigéria), M. Dragos SERBANESCU (Roumanie) et M. Agha SHAHI (Pakistan).

# 1892 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité des contributions

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membres du Comité des contributions:

M. B. N. Chakravarty,  
M. Jorge Pablo Fernandini,  
M. V. G. Solodovnikov,  
M. Maurice Viaud;

2. *Déclare* M. Chakravarty, M. Fernandini, M. Solodovnikov et M. Viaud nommés pour une période de trois ans, à compter du 1er janvier 1964.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

\* \*

*Par suite des nominations ci-dessus, le Comité des contributions se composera des membres suivants:* M. Raymond T. BOWMAN (Etats-Unis d'Amérique), M. B. N. CHAKRAVARTY (Inde), M. T. W. CUTTS (Australie), M. Jorge Pablo FERNANDINI (Pérou), M. James GIBSON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. F. Nouredin KIA (Iran), M. D. SILVEIRA DA MOTA (Brésil), M. Stanislaw RACZKOWSKI (Pologne), M. V. G. SOLODOVNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. Maurice VIAUD (France).

# 1893 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des commissaires aux comptes

### L'Assemblée générale

*Nomme* le Vérificateur général des comptes du Pakistan membre du Comité des commissaires aux comptes pour une période de trois ans, à compter du 1er juillet 1964.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

\* \*

*Par suite de la nomination ci-dessus, le Comité des commissaires aux comptes se composera des membres suivants:* le Vérificateur général des comptes de la COLOMBIE, le Vérificateur général des comptes du PAKISTAN et le Vérificateur général des comptes des PAYS-BAS.

# 1894 (XVIII). Nominations aux postes devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membres du Tribunal administratif des Nations Unies:

M. Héctor Gros Espiell,  
M. Bror Arvid Sture Petrén;

2. *Déclare* M. Gros Espiell et M. Petrén nommés pour une période de trois ans, à compter du 1er janvier 1964.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

\* \*

*Par suite des nominations ci-dessus, le Tribunal administratif des Nations Unies se composera des membres suivants:* M. James W. BARCO (Etats-Unis d'Amérique), Mme Paul BASTID (France), le très honorable lord CROOK (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. Héctor GROS ESPIELL (Uruguay), M. Louis IGNACIO-PINTO (Dahomey), M. Bror Arvid STURE PETRÉN (Suède) et M. R. VENKATARAMAN (Inde).

# 1895 (XVIII). Nomination à un poste devenu vacant au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

### L'Assemblée générale

1. *Nomme* membre suppléant du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies:

M. Shilendra K. Singh;

2. Déclare M. Singh nommé pour une période allant de la date de la présente résolution au 31 décembre 1964.

1255ème séance plénière,  
6 novembre 1963.

\*  
\* \*

Par suite de la nomination ci-dessus, les membres et membres suppléants du groupe élu par l'Assemblée générale au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront les suivants:

Membres

M. Albert F. BENDER (*Etats-Unis d'Amérique*);  
M. James GIBSON (*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*);  
M. Rigoberto TORRES ASTORGA (*Chili*).

Membres suppléants

M. Brendan T. NOLAN (*Irlande*);  
M. Nathan QUAO (*Ghana*);  
M. Shilendra K. SINGH (*Inde*).

1924 (XVIII). Budget additionnel pour l'exercice 1963

L'Assemblée générale

1. Décide de réduire de 1 034 500 dollars le crédit de 93 911 050 dollars des Etats-Unis ouvert pour l'exercice 1963 par sa résolution 1861 A (XVII) du 20 décembre 1962, cette réduction se répartissant comme suit:

	Crédits ouverts par la résolution 1861 A (XVII)	Augmentations ou (diminutions) par rapport aux crédits ouverts	Total des crédits révisés
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
<b>Chapitres</b>			
A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES			
TITRE PREMIER. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales			
1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 185 300	—	1 185 300
2. Réunions et conférences spéciales	3 645 200	(702 800)	2 942 400
TOTAL DU TITRE PREMIER	4 830 500	(702 800)	4 127 700
TITRE II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes			
3. Traitements et salaires	44 487 800	(860 800)	43 627 000
4. Dépenses communes de personnel	10 195 500	(36 500)	10 159 000
5. Frais de voyage du personnel	2 024 200	—	2 024 200
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	100 000	—	100 000
TOTAL DU TITRE II	56 807 500	(897 300)	55 910 200
TITRE III. — Bâtiments, matériel et charges communes			
7. Bâtiments et amélioration des locaux	4 272 000	—	4 272 000
8. Matériel et installations	500 000	20 000	520 000
9. Entretien, utilisation et location des locaux	3 568 200	141 100	3 709 300
10. Frais généraux	3 983 800	166 200	4 150 000
11. Imprimerie	1 483 750	(26 900)	1 456 850
TOTAL DU TITRE III	13 807 750	300 400	14 108 150
TITRE IV. — Dépenses spéciales			
12. Dépenses spéciales	4 845 000	(46 900)	4 798 100
TOTAL DU TITRE IV	4 845 000	(46 900)	4 798 100
TITRE V. — Programmes techniques			
13. Développement économique	2 135 000	(40 000)	2 095 000
14. Activités sociales	2 105 000	—	2 105 000

<i>Chapitres</i>	<i>Crédits ouverts par la résolution 1861 A (XVII)</i>	<i>Augmentations ou (diminutions) par rapport aux crédits ouverts</i>	<i>Total des crédits révisés</i>
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES ( <i>suite</i> )			
15. Activités dans le domaine des droits de l'homme.....	140 000	40 000	180 000
16. Administration publique .....	1 945 000	—	1 945 000
17. Contrôle des stupéfiants.....	75 000	—	75 000
TOTAL DU TITRE V	6 400 000	—	6 400 000
TITRE VI. — <i>Missions spéciales et activités connexes</i>			
18. Missions spéciales .....	2 453 000	178 400	2 631 400
19. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	1 403 000	—	1 403 000
TOTAL DU TITRE VI	3 856 000	178 400	4 034 400
TITRE VII. — <i>Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>			
20. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	2 450 000	133 700	2 583 700
TOTAL DU TITRE VII	2 450 000	133 700	2 583 700
B. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE			
TITRE VIII. — <i>Cour internationale de Justice</i>			
21. Cour internationale de Justice.....	914 300	—	914 300
TOTAL DU TITRE VIII	914 300	—	914 300
TOTAL GÉNÉRAL	93 911 050	(1 034 500)	92 876 550

2. *Décide* que le solde non utilisé du crédit ouvert pour 1963 au titre de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili (chap. 7, art. III) sera viré le 31 décembre 1963 au Fonds de construction créé aux termes de la résolution 1692 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1961;

3. *Décide en outre* de réviser comme suit les prévisions de recettes pour l'exercice 1963, qu'elle a approuvées par sa résolution 1861 B (XVII) du 20 décembre 1962:

<i>Chapitres des recettes</i>	<i>Montants estimatifs approuvés dans la résolution 1861 B (XVII)</i>	<i>Augmentations ou (diminutions)</i>	<i>Montants estimatifs révisés</i>
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
TITRE PREMIER. — <i>Recettes provenant des contributions du personnel</i>			
1. Contributions du personnel.....	9 101 000	(170 000)	8 931 000
TOTAL DU TITRE PREMIER	9 101 000	(170 000)	8 931 000
TITRE II. — <i>Autres recettes</i>			
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires.....	1 784 700	—	1 784 700
3. Recettes générales .....	1 789 300	91 000	1 880 300

Chapitres des recettes	Montants estimatifs approuvés dans la résolution 1861 B (XVII)	Augmentations ou (diminutions)	Montants estimatifs révisés
	Dollars des Etats-Unis		
4. Vente de timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU) .....	1 300 000	60 000	1 360 000
5. Vente des publications .....	541 000	(30 000)	511 000
6. Services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes .....	731 500	(8 000)	723 500
TOTAL DU TITRE II .....	6 146 500	113 000	6 259 500
TOTAL GÉNÉRAL .....	15 247 500	(57 000)	15 190 500

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

## 1925 (XVIII). Amendements au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général<sup>16</sup> et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>17</sup>,

*Décide* de modifier le règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice, annexé à la résolution 1562 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1960, par les amendements suivants:

### *Article premier*

(Pension de retraite)

Remplacer le texte actuel du paragraphe 2 par le texte suivant:

"2. Le montant de la pension de retraite est établi de la manière suivante:

"a) Si le membre de la Cour a exercé ses fonctions pendant toute la durée d'un mandat de neuf ans, le montant de sa pension annuelle est égal à la moitié du traitement annuel;

"b) S'il a exercé ses fonctions pendant plus de neuf ans, le montant de sa pension annuelle est augmenté de 1/300 du montant payable en vertu de l'alinéa a du paragraphe 2 pour chaque mois de service supplémentaire, à condition toutefois que la pension de retraite maximum ne dépasse pas les deux tiers de son traitement annuel;

"c) S'il a exercé ses fonctions pendant une durée inférieure à un mandat de neuf ans, le montant de sa pension de retraite est établi sur la base de la moitié de son traitement annuel selon le rapport entre le nombre de mois pendant lesquels il a exercé ses fonctions et 108."

### *Article II*

(Pension d'invalidité)

Remplacer le texte actuel du paragraphe 2 par le texte suivant:

<sup>16</sup> *Ibid.*, point 58 de l'ordre du jour, document A/C.5/973.

<sup>17</sup> *Ibid.*, document A/5440.

"2. Le montant de la pension d'invalidité est calculé conformément au paragraphe 2 de l'article premier, étant entendu toutefois qu'il ne peut être inférieur au quart du traitement annuel."

### *Article VIII*

(Application et date d'entrée en vigueur)

Remplacer le texte actuel par le texte suivant:

"1. Le présent règlement est applicable à partir du 1er janvier 1964 à toutes les personnes qui sont membres de la Cour à cette date ou qui le seront après cette date et à leurs ayants droit.

"2. Les pensions des anciens membres de la Cour qui ont cessé leurs fonctions avant le 1er janvier 1964, ou celles de leurs ayants droit, continueront d'être régies par le règlement approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1562 (XV)."

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

## 1926 (XVIII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général à un poste devenu vacant au Comité des placements

*L'Assemblée générale*

*Confirme* la nomination par le Secrétaire général de M. George A. Murphy comme membre du Comité des placements pour la période allant de la date de la présente résolution au 31 décembre 1964.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

\*  
\*

*Par suite de la nomination ci-dessus, le Comité des placements se composera des membres suivants:* M. Eugene BLACK, M. Roger DE CANDOLLE, M. R. McALLISTER LLOYD, M. George A. MURPHY, M. B. K. NEHRU et M. Jacques RUEFF.

## 1927 (XVIII). Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Comité des contributions<sup>18</sup>;

<sup>18</sup> *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément No 10 (A/5510).

1. *Décide* ce qui suit:

a) Les quotes-parts de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie pour 1964, telles qu'elles sont fixées au paragraphe 1 de la résolution 1691 A (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1961, seront ramenées à 0,51 p. 100 en ce qui concerne la Hongrie et à 1,04 p. 100 en ce qui concerne la Tchécoslovaquie;

b) Pour l'exercice 1964, les quotes-parts des Etats qui ont été admis à l'Organisation lors de la dix-septième session ordinaire ou de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale seront les suivantes:

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Algérie .....	0,10
Burundi .....	0,04
Jamaïque .....	0,05
Koweït .....	0,04
Ouganda .....	0,04
Rwanda .....	0,04
Trinité et Tobago .....	0,04

ces quotes-parts seront ajoutées au barème des quotes-parts pour 1964;

c) Pour l'exercice 1963, les quotes-parts des Etats qui ont été admis à l'Organisation lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale seront les suivantes:

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Algérie .....	0,10
Burundi .....	0,04
Jamaïque .....	0,05
Ouganda .....	0,04
Rwanda .....	0,04
Trinité et Tobago .....	0,04

ces quotes-parts viendront s'ajouter au barème des quotes-parts pour 1963 fixé dans les résolutions 1691 A (XVI) et 1870 (XVII) de l'Assemblée générale et seront appliquées aux mêmes montants à recouvrer que celles de tous les autres Etats Membres;

d) Le Burundi, la Jamaïque, le Rwanda et la Trinité et Tobago, qui sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1962, et l'Algérie et l'Ouganda, qui en sont devenus Membres les 8 et 25 octobre 1962 respectivement, verseront, pour l'année de leur admission, une contribution égale au neuvième de la somme obtenue par l'application, au montant net du budget de l'exercice 1962, du pourcentage qui leur est affecté pour 1963;

e) Le Koweït, qui est devenu Membre de l'Organisation des Nations Unies le 14 mai 1963, versera, pour l'année de son admission, la moitié de la somme obtenue par l'application, au montant net du budget de l'exercice 1963, du pourcentage qui lui est affecté pour 1964;

f) Les réductions des quotes-parts de la Hongrie (0,05 p. 100) et de la Tchécoslovaquie (0,13 p. 100) pour 1964 s'appliqueront également aux contributions versées par ces Etats au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1962 et 1963, et les sommes qui seront de ce fait portées à leur crédit seront, nonobstant les dispositions de l'alinéa c de l'article 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, compensées par les contributions que les nouveaux Etats Membres verseront pour les

exercices 1962 et 1963 conformément aux alinéas c, d et e ci-dessus;

g) En vertu de l'article 5.8 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, l'Algérie, le Burundi, la Jamaïque, le Koweït, l'Ouganda, le Rwanda et la Trinité et Tobago verseront au Fonds de roulement des avances correspondant à la somme obtenue par l'application au montant du Fonds pour 1964 du pourcentage qui leur est affecté pour 1964<sup>19</sup>, ces avances venant s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 p. 100 du barème;

h) Le total des réductions qui sont apportées aux avances versées au Fonds de roulement par la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et qui sont dues à la diminution des quotes-parts de ces pays pour 1964, viendra en déduction du montant des avances que les nouveaux Etats Membres verseront au Fonds conformément à l'alinéa g ci-dessus et qui s'ajouteront au montant autorisé du Fonds;

2. *Prie* le Comité des contributions, en calculant les quotes-parts, de prêter dûment attention aux pays en voie de développement en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers;

3. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Comité des contributions le compte rendu des débats que l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, a consacrés au barème des quotes-parts, ainsi que le rapport de la Cinquième Commission sur cette question<sup>20</sup>.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

## 1928 (XVIII). Répartition géographique du personnel du Secrétariat

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 153 (II) du 15 novembre 1947 et 1852 (XVII) du 19 décembre 1962,

*Prenant acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général<sup>21</sup> sur les progrès accomplis dans la répartition géographique du personnel du Secrétariat,

*Reconnaissant* la nécessité d'une répartition plus équitable du personnel entre les Etats Membres, à l'intérieur des diverses régions, en particulier aux échelons les plus élevés,

1. *Recommande* au Secrétaire général de poursuivre ses efforts de sorte que tous les Etats Membres puissent être "représentés" au Secrétariat dans la catégorie des administrateurs;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre particulièrement en considération la répartition équitable des postes entre les Etats Membres de chaque région, comme il est précisé dans son rapport, lors du recrutement du personnel sur une base géographique aussi large que possible, plus spécialement pour ce qui est des postes de la classe D-1 et des classes supérieures, et, à cette fin, d'envisager le recrutement de personnes possédant les qualités voulues qui soient originaires d'Etats Membres non encore "représentés" dans ces classes;

<sup>19</sup> Voir paragraphe 1 de la résolution 1986 (XVIII), p. 70.

<sup>20</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 62 de l'ordre du jour, document A/5659.

<sup>21</sup> Ibid., point 66 de l'ordre du jour, document A/C.5/987.

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées nécessaires pour atteindre l'objectif fondamental énoncé au paragraphe 2 ci-dessus et de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, des progrès accomplis.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1929 (XVIII). Amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les questions relatives au personnel<sup>22</sup> et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à ce sujet<sup>23</sup>,

1. *Décide* de modifier le Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies par les amendements suivants qui prendront effet le 1er janvier 1964:

*Annexe I, paragraphe 8*

(Prime de connaissances linguistiques)

Remplacer le texte actuel par le texte suivant:

"Le Secrétaire général arrête des dispositions pour le versement d'une prime de connaissances linguistiques aux agents des services généraux qui passent l'examen voulu et se montrent capables d'utiliser deux ou plusieurs langues officielles."

*Annexe IV, paragraphe 1*

(Prime de rapatriement)

Remplacer le texte actuel par le texte suivant:

"Ont droit, en principe, à la prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Organisation est tenue de rapatrier. La prime de rapatriement n'est toutefois pas versée dans le cas d'un fonctionnaire renvoyé sans préavis. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime sont fixées de façon détaillée par le Secrétaire général. Le montant de la prime est proportionnel au temps que l'intéressé a passé au service de l'Organisation des Nations Unies (déduction faite des périodes pour lesquelles il a perçu une indemnité d'expatriation):

Années de service continu hors du pays d'origine	Semaines de traitement	
	Fonctionnaire qui, lors de la cessation de service, n'a ni épouse (ou mari à charge) ni enfant à charge	Fonctionnaire qui, lors de la cessation de service, a une épouse (ou un mari à charge) ou un enfant à charge
1	2	4
2	4	8
3	5	10
4	6	12
5	7	14
6	8	16
7	9	18
8	10	20
9	11	22
10	12	24
11	13	26
12 ou plus	14	28

<sup>22</sup> Ibid., document A/C.5/979.

<sup>23</sup> Ibid., document A/5579.

*Annexe IV, paragraphe 2*  
(Indemnité de non titulaire)

A supprimer.

2. *Approuve* les propositions du Secrétaire général tendant à:

a) Entreprendre d'appliquer le nouveau régime de montants uniformes pour la prime de connaissances linguistiques après avoir pris l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet des montants à arrêter et des mesures transitoires qui se révéleraient nécessaires;

b) Prendre les dispositions transitoires qui peuvent être nécessaires, compte tenu des obligations contractuelles concernant les droits acquis à l'indemnité de non-titulaire.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1930 (XVIII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

*L'Assemblée générale*

*Prend acte* du rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur le fonctionnement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1962<sup>24</sup>.

1276ème séance plénière,  
11 décembre 1963.

### 1980 (XVIII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique

A

*L'Assemblée générale*

*Prend acte* des rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique au titre du Compte spécial de l'assistance technique, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962<sup>25</sup>, et des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son vingt-neuvième rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>26</sup>.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

B

*L'Assemblée générale*

*Prend acte* des rapports de vérification des comptes concernant l'utilisation par les institutions spécialisées, agissant en tant qu'agents chargés de l'exécution, des crédits affectés par le Fonds spécial, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962<sup>27</sup>, et des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées à ce sujet dans son

<sup>24</sup> Ibid., dix-huitième session, Supplément No 8 (A/5508).

<sup>25</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, additif 1 au point 63 de l'ordre du jour, document A/5581.

<sup>26</sup> Ibid., point 63 de l'ordre du jour, document A/5626.

<sup>27</sup> Ibid., additif 2 au point 63 de l'ordre du jour, document A/5582.

trentième rapport à l'Assemblée générale (dix-huitième session)<sup>28</sup>.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

**1981 (XVIII). Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique**

**A**

*L'Assemblée générale*

1. *Prend acte* du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les budgets d'administration des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1964<sup>29</sup>;

2. *Prie* le Secrétaire général de saisir les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, par l'intermédiaire des rouages consultatifs du Comité administratif de coordination, de toute question évoquée dans la deuxième partie dudit rapport qui réclame l'attention de ce dernier, ainsi que des comptes rendus des débats pertinents de la Cinquième Commission;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de saisir les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique des observations formulées par le Comité consultatif dans les troisième et quatrième parties de son rapport sur leurs budgets d'administration pour 1964.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

**B**

*L'Assemblée générale*

*Rappelant* les termes de sa résolution 1869 (XVII) du 20 décembre 1962, en ce qui concerne la possibilité d'élargir les fonctions du Comité consultatif de la fonction publique internationale pour en faire un organe interorganisations fort et indépendant qui puisse se prononcer lorsque des problèmes de rémunération et de personnel se posent dans l'application du régime commun des Nations Unies,

*Ayant examiné* les rapports présentés par le Secrétaire général<sup>30</sup> et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>31</sup>,

1. *Approuve* le mandat révisé du Comité consultatif de la fonction publique internationale, proposé à l'appendice 2 du rapport présenté par le Secrétaire général, aux termes duquel le Comité donnerait des avis et présenterait des recommandations concernant les problèmes de rémunération et de personnel au Comité administratif de coordination et, par son intermédiaire, aux autorités compétentes de chaque organisation appliquant le régime commun;

2. *Prie* le Secrétaire général de soumettre les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'examen du Comité administratif de coordination;

3. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, des mesures prises en application de la présente résolution.

1284ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

**1982 (XVIII). Ecole internationale des Nations Unies**

*L'Assemblée générale*,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général et le rapport du Conseil d'administration de l'Ecole internationale des Nations Unies<sup>32</sup> ainsi que le rapport présenté à ce sujet par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>33</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1439 (XIV) du 5 décembre 1959, par laquelle elle a décidé de fournir au Fonds de l'Ecole internationale, pendant une période de cinq ans, l'assistance financière continue que l'Assemblée générale pourrait juger nécessaire, ainsi que ses résolutions 1591 (XV) du 20 décembre 1960, 1727 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1853 (XVII) du 19 décembre 1962, par lesquelles elle a décidé de verser des contributions en vue de combler le déficit d'exploitation et de commencer à établir les plans des locaux permanents de l'Ecole,

*Notant* que l'on a réussi à donner la possibilité de fréquenter l'Ecole à un nombre croissant d'enfants de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et que la nécessité d'agrandir et d'améliorer les installations se fait sentir de façon critique,

*Notant en outre* les mesures prises par le Conseil d'administration, avec le concours du Secrétaire général, en vue de disposer à titre permanent d'un immeuble qui abriterait l'Ecole internationale, dont l'un des buts est d'aider l'Organisation à recruter et à conserver des fonctionnaires internationaux compétents,

1. *Décide* de verser au Fonds de l'Ecole internationale une contribution de 35 000 dollars pour combler le déficit d'exploitation prévu pour l'année scolaire en cours, ainsi qu'une contribution supplémentaire de 20 000 dollars destinée à avancer les plans des locaux permanents de l'Ecole;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prêter ses bons offices au Conseil d'administration pour l'aider à obtenir une assistance financière ou d'une autre nature, aussi bien de sources gouvernementales que de sources privées, pour construire et équiper un bâtiment scolaire convenable et constituer une dotation;

3. *Lance un appel* aux gouvernements des Etats Membres pour qu'ils prennent les mesures qu'ils jugeront propres à assurer que soient versées à ces fins, le plus rapidement possible, des contributions volontaires provenant de sources appropriées, gouvernementales ou non gouvernementales;

4. *Autorise* le Secrétaire général à accepter et à gérer, en qualité de dépositaire, dans le cadre du Fonds de l'Ecole internationale créé en vertu de la résolution 1439 (XIV) de l'Assemblée générale, les contributions volontaires qui pourront lui être offertes aux fins indiquées ci-dessus.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

<sup>28</sup> *Ibid.*, point 63 de l'ordre du jour, document A/5627.

<sup>29</sup> *Ibid.*, point 64 de l'ordre du jour, document A/5599.

<sup>30</sup> *Ibid.*, document A/C.5/976.

<sup>31</sup> *Ibid.*, document A/5556.

<sup>32</sup> *Ibid.*, point 68 de l'ordre du jour, document A/5607.

<sup>33</sup> *Ibid.*, document A/5625.

**1983 (XVIII). Force d'urgence des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1089 (XI) du 21 décembre 1956, 1090 (XI) du 27 février 1957, 1151 (XII) du 22 novembre 1957, 1337 (XIII) du 13 décembre 1958, 1441 (XIV) du 5 décembre 1959, 1575 (XV) du 20 décembre 1960, 1733 (XVI) du 20 décembre 1961 et 1874 (S-IV) et 1875 (S-IV) du 27 juin 1963,

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Force d'urgence des Nations Unies pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1964<sup>84</sup> et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>85</sup>,

*Exprimant l'espoir* que cette répartition *ad hoc* sera la dernière qui sera présentée à l'Assemblée générale et que le Groupe de travail pour l'examen des procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies pourra recommander à l'Assemblée, lors de sa dix-neuvième session, une méthode spéciale de répartition équitable du coût des opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses,

*Tenant compte* de ce que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relative-ment limitée de contribuer au financement d'opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses,

1. *Décide* de maintenir le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies;

2. *Décide* d'ouvrir un crédit de 17 750 000 dollars pour les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies en 1964;

3. *Décide* de répartir les charges de la façon suivante:

a) La somme de 2 millions de dollars entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964,

b) Le solde du crédit ouvert au paragraphe 2 ci-dessus — soit 15 750 000 dollars — entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964, si ce n'est que la part de chaque pays économiquement peu développé sera 42,5 p. 100 de sa quote-part au titre dudit budget,

étant entendu que cette répartition constitue un arrangement *ad hoc* pour la phase actuelle de cette opéra-

tion relative au maintien de la paix et ne crée pas de précédent;

4. *Décide* qu'aux fins de la présente résolution tous les Etats Membres sont considérés comme "pays économiquement peu développés", à l'exception des Etats suivants: Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques;

5. *Recommande* aux Etats Membres nommés au paragraphe 4 ci-dessus de verser des contributions volontaires en sus de la quote-part qui leur est fixée par la présente résolution, afin de couvrir les dépenses autorisées dépassant le montant total mis en recouvrement en vertu de ladite résolution, étant entendu que ces contributions volontaires seront portées par le Secrétaire général au crédit d'un compte spécial et virées au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies selon les modalités suivantes: chaque fois qu'un pays économiquement peu développé versera au crédit du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies la quote-part qui lui est fixée à l'alinéa b du paragraphe 3 ci-dessus ou une somme équivalente, il sera viré audit compte une somme dont le pourcentage, par rapport au total desdites contributions volontaires, sera égal à celui du versement considéré par rapport au total des quotes-parts fixées pour les pays économiquement peu développés en application de l'alinéa b du paragraphe 3; tout solde du compte spécial au 31 décembre 1966 sera rétrocédé aux Etats Membres qui auront versé ces contributions volontaires, au prorata de ces dernières;

6. *Adresse un appel* à tous les autres Etats Membres qui sont à même de fournir une aide pour qu'ils versent eux aussi des contributions volontaires ou renoncent à ce que leur quote-part soit calculée au taux indiqué dans la clause d'exception de l'alinéa b du paragraphe 3 ci-dessus;

7. *Décide* que les contributions volontaires visées aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus pourront, au gré d'un Etat Membre, être faites par lui sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, destinés à la Force d'urgence des Nations Unies pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1964 et non remboursables, ledit Etat Membre étant crédité de la valeur vénale desdits services et fournitures, fixée en accord avec le Secrétaire général.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

**1984 (XVIII). Budget de l'exercice 1964****A****OUVERTURE DE CREDITS POUR L'EXERCICE 1964**

*L'Assemblée générale*

*Décide* que, pour l'exercice 1964:

1. Un crédit de 101 327 600 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

<sup>84</sup> *Ibid.*, point 19 de l'ordre du jour, documents A/5495 et A/C.5/1001.

<sup>85</sup> *Ibid.*, document A/5642.

## Chapitres

Dollars des Etats-Unis

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES

TITRE PREMIER. — *Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales*

1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires.....	1 207 950
2. Réunions et conférences spéciales.....	4 012 100

## TOTAL DU TITRE PREMIER

5 220 050

TITRE II. — *Dépenses de personnel et dépenses connexes*

3. Traitements et salaires.....	45 233 980
4. Dépenses communes de personnel.....	10 363 500
5. Frais de voyage du personnel.....	1 989 900
6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation.....	105 000

## TOTAL DU TITRE II

57 692 380

TITRE III. — *Bâtiments, matériel et charges communes*

7. Bâtiments et amélioration des locaux.....	7 458 970
8. Matériel et installations.....	528 200
9. Entretien, utilisation et location des locaux.....	3 610 000
10. Frais généraux.....	4 052 000
11. Imprimerie.....	1 424 000

## TOTAL DU TITRE III

17 073 170

TITRE IV. — *Dépenses spéciales*

12. Dépenses spéciales.....	7 767 800
-----------------------------	-----------

## TOTAL DU TITRE IV

7 767 800

TITRE V. — *Programmes techniques*

13. Développement économique.....	2 250 000
14. Activités sociales.....	2 105 000
15. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.....	140 000
16. Administration publique.....	1 830 000
17. Contrôle des stupéfiants.....	75 000

## TOTAL DU TITRE V

6 400 000

TITRE VI. — *Missions spéciales et activités connexes*

18. Missions spéciales.....	2 400 000
19. Service mobile de l'Organisation des Nations Unies.....	1 525 700

## TOTAL DU TITRE VI

3 925 700

TITRE VII. — *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*

20. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	2 293 500
--	-----------

## TOTAL DU TITRE VII

2 293 500

## COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

TITRE VIII. — *Cour internationale de Justice*

21. Cour internationale de Justice.....	955 000
---	---------

## TOTAL DU TITRE VIII

955 000

## TOTAL GÉNÉRAL

101 327 600

2. Le Secrétaire général est autorisé :

- a) A gérer comme un tout les crédits d'un montant total de 155 460 dollars ouverts aux chapitres 1er, 3, 5 et 11 pour le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants ;  
b) A virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ;

3. Les crédits d'un montant total de 329 882 dollars ouverts aux chapitres 1er, 3, 4, 5 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront gérés conformément à l'article XXVII des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ;

4. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 17 500 dollars sur le revenu du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque et les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

## B

### PREVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE 1964

*L'Assemblée générale*

*Décide que, pour l'exercice 1964 :*

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 15 186 800 dollars des Etats-Unis, qui se décomposent comme suit :

<i>Chapitres des recettes</i>	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<b>TITRE PREMIER. — Recettes provenant des contributions du personnel</b>	
1. Contributions du personnel.....	9 488 400
<b>TOTAL DU TITRE PREMIER</b>	<b>9 488 400</b>
<b>TITRE II. — Autres recettes</b>	
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires.....	1 580 800
3. Recettes générales.....	1 348 600
4. Vente de timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU) ..	1 400 000
5. Vente de publications.....	541 000
6. Services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes.....	828 000
<b>TOTAL DU TITRE II</b>	<b>5 698 400</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15 186 800</b>

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955 ;

3. Celles des dépenses directes concernant la vente de timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies, la vente des publications, les services destinés aux visiteurs, les restaurants et services annexes, pour lesquelles il n'est pas prévu de crédits au budget, seront imputées sur les recettes provenant de ces activités.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

## C

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1964

*L'Assemblée générale*

*Décide que, pour l'exercice 1964 :*

1. Les dépenses de 101 327 600 dollars des Etats-Unis prévues au budget, diminuées de 1 034 500 dollars<sup>36</sup>, montant de la réduction apportée aux crédits ouverts pour 1963, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

<sup>36</sup> Voir résolution 1924 (XVIII), p. 61.

- a) Jusqu'à concurrence de 5 698 400 dollars, par les recettes, autres que les contributions du personnel, prévues dans la résolution 1984 B (XVIII) ci-dessus;
  - b) Jusqu'à concurrence de 113 000 dollars, par le montant révisé des recettes autres que les contributions du personnel pour 1963;
  - c) Jusqu'à concurrence de 2 602 171 dollars, par l'excédent budgétaire de l'exercice 1962;
  - d) Jusqu'à concurrence de 25 597 dollars, par les contributions des nouveaux Etats Membres pour 1962 et 1963, déduction faite de la réduction apportée aux contributions de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie pour 1962 et 1963, conformément à la résolution 1927 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1963;
  - e) Jusqu'à concurrence de 91 853 932 dollars, par les contributions dues par les Etats Membres en application des résolutions 1691 A (XVI), 1870 (XVII) et 1927 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date des 18 décembre 1961, 20 décembre 1962 et 11 décembre 1963, fixant le barème des quotes-parts pour 1964;
2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres:
- a) Sous réserve des dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 9 249 415 dollars, à savoir:
    - i) Montant estimatif pour 1964 des recettes provenant des contributions du personnel: 9 488 400 dollars;
    - ii) Moins 170 000 dollars<sup>36</sup>, montant de la diminution des recettes provenant des contributions du personnel pour 1963;
    - iii) Moins 68 985 dollars, montant de l'excédent, en 1962, des prévisions de recettes approuvées par rapport aux recettes effectives provenant des contributions du personnel;
  - b) Les sommes portées à leur crédit au titre du transfert des avoirs de la Société des Nations, conformément à la résolution 250 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948.

*1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.*

### 1985 (XVIII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1964

#### *L'Assemblée générale*

1. *Autorise* le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et des dispositions du paragraphe 3 ci-après, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1964, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour:

- a) Les engagements, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars des Etats-Unis, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;
- b) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses relatives:
  - i) A la désignation de juges *ad hoc* (Article 31 du Statut de la Cour), jusqu'à concurrence de 37 500 dollars;
  - ii) A la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut) ou à la citation de témoins et à la désignation d'experts (Article 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;
  - iii) Au maintien en fonctions de juges non réélus (paragraphe 3 de l'Article 13 du Statut), jusqu'à concurrence de 50 000 dollars;
  - iv) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Article 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;
  - v) Au paiement des pensions et des frais de voyage et de déménagement des juges non réélus, ainsi qu'au paiement des frais de voyage et des frais de déménagement des nouveaux membres de la Cour, jusqu'à concurrence de 53 300 dollars;

c) Les engagements, jusqu'à concurrence de 25 000 dollars, qui pourront être autorisés par le Secrétaire général conformément aux résolutions 1202 (XII), 1851 (XVII) et 1987 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date des 13 décembre 1957, 19 décembre 1962 et 17 décembre 1963, relatives au plan des conférences;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée générale des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* qu'au cas où il faudrait, à la suite d'une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars avant la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

*1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.*

### 1986 (XVIII). Fonds de roulement pour l'exercice 1964

#### *L'Assemblée générale*

*Décide* ce qui suit:

- 1. Le Fonds de roulement sera fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1964;
- 2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1964;
- 3. Viendront en déduction de ces avances:

a) Les crédits revenant aux Etats Membres en raison du virement du surplus de 1 079 158 dollars existant au moment dudit virement au Fonds de roulement;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice 1963, en application de la résolution 1863 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1962;

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement :

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution 1985 (XVIII) du 17 décembre 1963 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes, qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances en sus du total de 125 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes;

f) Les sommes, jusqu'à concurrence de 40 000 dollars en 1964, qui pourront être nécessaires pour financer les prix tendant à encourager, sur le plan international, la recherche scientifique dans le domaine de la lutte contre les maladies cancéreuses, conformément à la résolution 1398 (XIV) de l'Assemblée générale en date du 20 novembre 1959, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget additionnel les crédits nécessaires pour rembourser le Fonds de roulement;

5. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser, en 1964, des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa

résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

### 1987 (XVIII). Plan des conférences

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur le plan des conférences<sup>37</sup> ainsi que les recommandations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>38</sup>,

1. *Décide* de proroger pour une nouvelle période d'un an, jusqu'au 31 décembre 1964, l'application du plan des conférences arrêté par ses résolutions 1202 (XII) du 13 décembre 1957 et 1851 (XVII) du 19 décembre 1962;

2. *Prie* le Conseil économique et social :

a) D'étudier la possibilité de tenir en janvier sa première session annuelle et d'avancer à mai ou début juin sa session d'été;

b) D'entreprendre en 1964 une étude de la fréquence optimum des sessions de ses commissions techniques, comités et autres organes subsidiaires, en examinant aussi la possibilité de fondre ou de supprimer ceux de ces organismes subsidiaires dont les attributions risquent de se chevaucher, de manière à pouvoir communiquer ses conclusions à l'Assemblée générale pour sa dix-neuvième session;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Conseil économique et social les données d'ordre administratif et budgétaire dont il aura besoin pour cette étude;

4. *Décide* qu'en règle générale, et tant qu'il n'aura pas été possible de rationaliser le programme annuel normal des réunions, il ne devra pas être prévu plus d'une grande conférence spéciale par an.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

### 1988 (XVIII). Programmes d'assistance technique visés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la demande que le Conseil économique et social lui a adressée au paragraphe 6 de sa résolution 953 (XXXVI) du 5 juillet 1963,

1. *Autorise* le Secrétaire général à opérer, aux fins de la gestion du programme visé au titre V du budget (Programmes techniques), des ajustements dans les crédits ouverts aux chapitres 13 et 14 et à l'article premier du chapitre 16, sous réserve d'une réduction maximum de 5 p. 100 du crédit ouvert à chacun de ces chapitres, de manière à permettre des virements ayant pour objet d'accroître les ressources prévues à un ou plusieurs des chapitres du titre V;

2. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et au Comité de l'assistance technique de la manière dont il aura fait usage de cette autorisation.

1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.

<sup>37</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 60 de l'ordre du jour, document A/5638.

<sup>38</sup> Ibid., document A/5647.

**1989 (XVIII). Clauses et conditions régissant l'émission des obligations de l'Organisation des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* qu'elle a décidé, au paragraphe 1 de sa résolution 1739 (XVI) du 20 décembre 1961, d'autoriser le Secrétaire général à émettre des obligations de l'Organisation des Nations Unies conformément aux

clauses et conditions énoncées dans l'annexe à cette résolution,

*Décide* d'amender le paragraphe 8 de l'annexe à sa résolution 1739 (XVI), précédemment modifié par sa résolution 1878 (S-IV) du 27 juin 1963, de manière qu'il se lise comme suit:

"8. Les obligations pourront être vendues en totalité ou en partie à différents intervalles jusqu'au 31 décembre 1964."

*1285ème séance plénière,  
17 décembre 1963.*

\*  
\*   \*  
\*

### **Notes**

**Rapport du Conseil économique et social (chap. XIV) [point 12]**

A sa 1284ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Cinquième Commission<sup>39</sup>.

**Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies (point 65)**

A sa 1284ème séance plénière, le 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Cinquième Commission<sup>40</sup>.

<sup>39</sup> *Ibid.*, point 12 de l'ordre du jour, document A/5679.

<sup>40</sup> *Ibid.*, point 65 de l'ordre du jour, document A/5684.

## RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIEME COMMISSION

## S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
1902 (XVIII). Rapport de la Commission du droit international (18 novembre 1963) [point 69] .....	73
1903 (XVIII). Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations (18 novembre 1963) [point 70] .....	74
1966 (XVIII). Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (16 décembre 1963) [point 71] .....	74
1967 (XVIII). Question des méthodes d'établissement des faits (16 décembre 1963) [point 71] .....	75
1968 (XVIII). Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international (16 décembre 1963) [point 72] .....	76

**1902 (XVIII). Rapport de la Commission du droit international**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quinzième session<sup>1</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1765 (XVII) du 20 novembre 1962, par laquelle elle a recommandé à la Commission de continuer son œuvre de codification et de développement progressif du droit des traités ainsi que ses travaux sur la responsabilité des Etats et sur la succession d'Etats et de gouvernements,

*Soulignant* la nécessité de poursuivre la codification et le développement progressif du droit international pour faire de celui-ci un moyen plus efficace de mettre en œuvre les buts et les principes énoncés aux Articles 1er et 2 de la Charte des Nations Unies,

*Notant* que les travaux de codification concernant la responsabilité des Etats, la succession d'Etats et de gouvernements, les missions spéciales et les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales progressent de façon satisfaisante, ainsi qu'il ressort du chapitre IV du rapport de la Commission,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quinzième session;

2. *Exprime sa reconnaissance* à la Commission pour l'œuvre qu'elle a accomplie au cours de sa quinzième session, notamment en ce qui concerne la question du droit des traités;

3. *Prend note avec satisfaction* du programme de travail pour 1964 proposé par la Commission dans son rapport;

4. *Recommande* à la Commission:

a) De poursuivre ses travaux de codification et de développement progressif du droit des traités, en tenant

compte des vues exprimées lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale et des observations qui pourraient être communiquées par les gouvernements, afin que le droit des traités repose sur les bases les plus larges et les plus sûres;

b) De poursuivre ses travaux sur la responsabilité des Etats, en tenant compte des vues exprimées lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale et du rapport de la Sous-Commission sur la responsabilité des Etats<sup>2</sup>, et en prenant dûment en considération les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;

c) De poursuivre ses travaux sur la succession d'Etats et de gouvernements, en tenant compte des vues exprimées lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, du rapport de la Sous-Commission sur la succession d'Etats et de gouvernements<sup>3</sup> et des observations qui pourraient être communiquées par les gouvernements, et en se référant, le cas échéant, aux vues des Etats qui ont accédé à l'indépendance depuis la seconde guerre mondiale;

d) De poursuivre ses travaux sur les missions spéciales et les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales, en tenant compte des vues exprimées lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à la Commission du droit international les comptes rendus des débats de la dix-huitième session de l'Assemblée générale sur le rapport de la Commission;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général d'assurer à la Commission du droit international les services techniques nécessaires dont il est fait mention au chapitre V du rapport de la Commission.

*1258ème séance plénière,  
18 novembre 1963.*

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 9 (A/5509).

<sup>2</sup> Ibid., annexe I.

<sup>3</sup> Ibid., annexe II.

# 1903 (XVIII). Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question d'une plus large participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations, ainsi que le rapport y relatif de la Commission du droit international<sup>4</sup>,

*Notant* qu'il y a vingt et un de ces traités de caractère technique et non politique dont les dispositions autorisaient le Conseil de la Société des Nations à inviter d'autres Etats à y devenir parties et qui, par suite, n'étaient pas conçus comme étant fermés aux nouveaux Etats,

*Notant en outre* que, depuis que le Conseil de la Société des Nations a cessé d'exister, un grand nombre de nouveaux Etats ont vu le jour et que beaucoup d'entre eux n'ont pu devenir parties aux traités en question faute d'une invitation à y adhérer,

*Rappelant* qu'à sa dernière session l'Assemblée de la Société des Nations a recommandé que ses Etats Membres usent de tous les moyens en leur pouvoir pour que l'Organisation des Nations Unies puisse plus aisément assumer les fonctions et pouvoirs confiés à la Société des Nations en vertu d'accords internationaux de caractère technique et non politique<sup>5</sup>,

*Rappelant en outre* que, dans sa résolution 24 (I) du 12 février 1946, l'Assemblée générale a déclaré qu'en principe l'Organisation des Nations Unies était prête à assumer certaines fonctions et certains pouvoirs précédemment confiés à la Société des Nations en vertu d'accords internationaux,

1. *Décide* que l'Assemblée générale est l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies pour exercer le pouvoir d'inviter des Etats à adhérer aux traités multilatéraux de caractère technique et non politique, pouvoir que ces traités conféraient au Conseil de la Société des Nations;

2. *Prend acte* de ce que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont parties aux traités susmentionnés consentent par la présente résolution à la décision consignée au paragraphe 1 ci-dessus et se déclarent résolus à user de leurs bons offices pour obtenir, dans la mesure nécessaire, la coopération des autres parties aux traités;

3. *Prie* le Secrétaire général:

a) En tant que dépositaire des traités susmentionnés, de porter la teneur de la présente résolution à l'attention des parties qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies;

b) De communiquer le texte de la présente résolution aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont parties à ces traités;

c) De consulter, le cas échéant, les Etats mentionnés aux alinéas a et b ci-dessus, ainsi que les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressés, sur le point de savoir si l'un quelconque des traités en question a cessé d'être en vigueur, s'il a été remplacé par des traités ultérieurs, si à tout autre titre l'adhésion d'autres Etats a cessé de

présenter un intérêt ou s'il faut prendre des mesures pour l'adapter à la situation actuelle;

d) De présenter un rapport sur ces questions à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général d'inviter tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ou désignés à cette fin par l'Assemblée générale, qui, faute de quoi, ne sont pas en droit de devenir parties aux traités en question, à y adhérer en déposant un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session une question intitulée "Traité multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations".

1259ème séance plénière,  
18 novembre 1963.

# 1966 (XVIII). Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant présent à l'esprit* l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses résolutions 1505 (XV) du 12 décembre 1960, 1686 (XVI) du 18 décembre 1961 et 1815 (XVII) du 18 décembre 1962, dans lesquelles elle affirme qu'il importe d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification et d'en faire un moyen plus efficace de promouvoir les fins et les principes énoncés aux Articles 1er et 2 de la Charte,

*Ayant décidé*, par le paragraphe 2 de sa résolution 1815 (XVII), d'entreprendre, en vertu de l'Article 13 de la Charte, une étude des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte en vue de leur développement progressif et de leur codification, de manière à assurer l'application plus efficace de ces principes et, en conséquence, d'étudier à sa dix-huitième session les quatre principes énumérés au paragraphe 3 de ladite résolution,

1. *Décide* de créer un Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats — composé d'Etats Membres que nommera le Président de l'Assemblée générale en prenant en considération le principe d'une représentation géographique équitable et la nécessité d'assurer la représentation des principaux systèmes juridiques du monde — qui rédigera un rapport contenant, aux fins du développement progressif et de la codification des quatre principes et en vue d'assurer leur application plus efficace, les conclusions de son étude et ses recommandations, compte tenu notamment:

a) De la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des Etats touchant l'application des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;

b) Des observations communiquées à ce sujet par les gouvernements comme suite au paragraphe 4 de la résolution 1815 (XVII);

c) Des avis exprimés et des suggestions faites par les représentants des Etats Membres au cours des dix-

<sup>4</sup> Ibid., chap. III.

<sup>5</sup> Société des Nations, *Journal officiel, Supplément spécial* No 194, p. 57 (résolution du 18 avril 1946).

septième et dix-huitième sessions de l'Assemblée générale;

2. *Recommande* aux gouvernements des Etats désignés pour faire partie du Comité spécial de s'y faire représenter par des juristes, vu l'importance du sujet et ses aspects techniques;

3. *Prie* le Comité spécial de commencer à se réunir aussitôt que possible et de présenter son rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

4. *Prie* le Secrétaire général de prêter son concours au Comité spécial dans l'accomplissement de sa tâche et de lui fournir tous les services et installations nécessaires à ses réunions, y compris:

a) Un résumé systématique des commentaires, déclarations, propositions et suggestions des Etats Membres sur ce point;

b) Un résumé systématique de la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des vues exprimées à l'Organisation par les Etats Membres en ce qui concerne les quatre principes;

c) Toute autre documentation qu'il jugera appropriée;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session une question intitulée "Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies", afin d'examiner le rapport du Comité spécial et d'étudier, conformément au paragraphe 2 et à l'alinéa d du paragraphe 3 de la résolution 1815 (XVII), les principes ci-après:

a) Le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte;

b) Le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples;

c) Le principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte;

6. *Invite* les Etats Membres à communiquer par écrit au Secrétaire général, avant le 1er juillet 1964, les avis ou suggestions qu'ils auraient à formuler sur les principes énumérés au paragraphe 5 ci-dessus, et invite instamment les Etats Membres qui ne l'auraient pas encore fait à envoyer avant cette date leurs observations conformément au paragraphe 4 de la résolution 1815 (XVII);

7. *Prie* le Secrétaire général de transmettre aux Etats Membres, avant l'ouverture de la dix-neuvième session, les commentaires visés au paragraphe 6 ci-dessus.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

\*  
\* \*

*Le Président de l'Assemblée générale, agissant conformément au paragraphe 1 de la résolution ci-dessus, a nommé les membres du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats<sup>6</sup>.*

*Le Comité spécial se compose des Etats Membres suivants: AFGHANISTAN, ARGENTINE, AUSTRALIE, CAMEROUN, CANADA, DAHOMEY, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GHANA, GUATEMALA, INDE, ITALIE, JAPON, LIBAN, MADAGASCAR, MEXIQUE,*

*NIGÉRIA, PAYS-BAS, POLOGNE, RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, ROUMANIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, SUÈDE, TCHÉCOSLOVAQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, VENEZUELA et YOUGOSLAVIE.*

## 1967 (XVIII). Question des méthodes d'établissement des faits

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* que, dans sa résolution 1815 (XVII) du 18 décembre 1962, le principe que les Etats règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, figurait parmi les principes à étudier lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale,

*Reconnaissant* qu'il faut travailler à développer et renforcer les divers moyens de règlement des différends, indiqués à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies,

*Considérant* que, dans l'Article 33 de la Charte, l'enquête est mentionnée comme l'un des moyens pacifiques par lesquels les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution,

*Considérant en outre* que l'enquête, l'investigation et d'autres méthodes d'établissement des faits sont mentionnées aussi dans d'autres instruments de caractère général ou régional,

*Estimant* que, en prévoyant l'établissement impartial des faits dans le cadre d'organisations internationales et dans des conventions bilatérales et multilatérales, on pourrait beaucoup contribuer à assurer le règlement pacifique des différends et à prévenir les différends,

*Tenant compte* de ce qu'il existe, au sujet des méthodes d'établissement des faits, une pratique considérable qui se prête à une étude tendant au développement progressif de ces méthodes,

*Estimant* qu'une telle étude pourrait porter notamment sur l'opportunité et la possibilité de créer un organisme international spécial d'enquête sur les faits ou de confier à un organisme existant des responsabilités en matière d'établissement des faits, pour compléter les arrangements existants et sans préjudice du droit des parties à tout différend de rechercher d'autres moyens pacifiques de leur choix,

1. *Invite* les Etats Membres à communiquer par écrit au Secrétaire général, avant le 1er juin 1964, les opinions qu'ils pourraient avoir sur cette question, et prie le Secrétaire général de transmettre ces observations aux Etats Membres avant l'ouverture de la dix-neuvième session;

2. *Prie* le Secrétaire général d'étudier les aspects pertinents du problème en question et de faire rapport sur les résultats de cette étude à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session, ainsi qu'au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, créé aux termes de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée, en date du 16 décembre 1963;

3. *Prie* le Comité spécial d'inclure dans ses délibérations la question dont traite le dernier considérant de la présente résolution.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

<sup>6</sup> Voir A/5689.

# 1968 (XVIII). Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international

## A

### *L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1816 (XVII) du 18 décembre 1962 concernant l'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international,

*Rappelant* que, dès 1947, elle avait, par sa résolution 176 (II) du 21 novembre 1947, invité les gouvernements des Etats Membres à prendre les mesures propres à intensifier l'enseignement du droit international sous tous ses aspects, y compris son développement et sa codification, dans les universités et établissements d'enseignement supérieur,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>7</sup>, qui contient certaines suggestions pratiques concernant la proclamation d'une décennie des Nations Unies pour le droit international et un programme initial d'assistance et d'échanges dans le domaine du droit international,

*Tenant compte* des utiles propositions, suggestions et renseignements présentés par les Etats Membres et par les organisations et institutions internationales,

*Estimant* que l'encouragement, la diffusion et une meilleure compréhension du droit international, ainsi que l'enseignement de ce droit dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur, contribuent au développement progressif du droit international ainsi qu'aux relations amicales et à la coopération entre les Etats,

*Estimant en outre* que, pour traduire dans la pratique les dispositions de la résolution 1816 (XVII), il faut entreprendre une étude détaillée des suggestions et propositions faites par les Etats Membres, par les organisations et institutions internationales et par le Secrétaire général,

1. *Décide* de créer un Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international — composé de l'Afghanistan, de la Belgique, de l'Equateur, du Ghana, de la Hongrie et de l'Irlande — chargé d'établir un plan et des propositions de caractère pratique en tenant compte :

a) Des suggestions faites par le Secrétaire général dans son rapport;

b) Des propositions, suggestions et renseignements présentés par les Etats Membres et par les organisations et institutions internationales;

c) Des opinions exprimées et des suggestions faites par les représentants des Etats Membres aux dix-septième et dix-huitième sessions de l'Assemblée générale;

d) De toutes autres propositions ou opinions que les Etats Membres pourraient soumettre au Secrétaire général, pour transmission au Comité spécial, avant le 15 février 1964;

2. *Prie* le Comité spécial de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session;

<sup>7</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 72 de l'ordre du jour, document A/5585.

3. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité spécial les moyens et l'assistance qu'il pourra fournir compte tenu des ressources disponibles;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session, pour que la Sixième Commission puisse l'examiner aussitôt que possible lors de cette session, une question intitulée "Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international".

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

## B

### *L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1816 (XVII) du 18 décembre 1962 concernant l'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international,

*Rappelant* que, dès 1947, elle avait, par sa résolution 176 (II) du 21 novembre 1947, invité les gouvernements des Etats Membres à prendre les mesures propres à intensifier l'enseignement du droit international sous tous ses aspects, y compris son développement et sa codification, dans les universités et établissements d'enseignement supérieur,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>7</sup>, qui contient certaines suggestions pratiques concernant la proclamation d'une décennie des Nations Unies pour le droit international et un programme initial d'assistance et d'échanges dans le domaine du droit international,

1. *Prie* le Comité de l'assistance technique d'étudier le rapport du Secrétaire général et, à la lumière de ce rapport, d'indiquer au Comité spécial, créé en application de la résolution 1968 A (XVIII) ci-dessus, ainsi qu'à l'Assemblée générale, dans quelle mesure des programmes d'assistance technique destinés à renforcer l'application pratique du droit international pourraient être mis en œuvre dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, en prêtant une attention particulière aux formes d'assistance technique qui seraient acceptables eu égard aux objectifs et aux principes actuels dudit Programme élargi;

2. *Invite* le Comité de l'assistance technique, compte tenu des résolutions 1768 (XVII) et 1797 (XVII) de l'Assemblée générale, en date des 23 novembre et 11 décembre 1962, à faire figurer le moment venu dans ses recommandations, lorsqu'il étudiera l'ordre de grandeur annuel des prévisions de dépenses initiales du Secrétaire général pour le titre V du budget ordinaire, les avis qu'il jugerait bon de présenter touchant l'ouverture éventuelle de crédits, dans ledit titre V, pour des programmes d'assistance technique dans le domaine du droit international.

1281ème séance plénière,  
16 décembre 1963.

## C

### *L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1816 (XVII) du 18 décembre 1962 concernant l'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international,

*Rappelant* que, dès 1947, elle avait, par sa résolution 176 (II) du 21 novembre 1947, invité les gou-

vernements des Etats Membres à prendre les mesures propres à intensifier l'enseignement du droit international sous tous ses aspects, y compris son développement et sa codification, dans les universités et établissements d'enseignement supérieur,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>7</sup>, qui contient certaines suggestions pratiques concernant la proclamation d'une décennie des Nations Unies pour le droit international et un programme initial d'assistance et d'échanges dans le domaine du droit international,

1. *Prie* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de recueillir périodiquement auprès des Etats Membres des renseignements détaillés sur l'enseignement du droit international que dispensent leurs universités et établissements d'enseignement supérieur, et de transmettre ces renseignements au Secrétaire général pour communication aux Etats Membres;

2. *Invite* les Etats Membres à offrir à des étudiants étrangers des bourses de perfectionnement en matière de droit international dans leurs universités et établissements d'enseignement supérieur;

3. *Invite* les Etats Membres à prévoir, dans leurs programmes d'échanges culturels, l'échange de profes-

seurs, d'étudiants et d'experts, ainsi que d'ouvrages et d'autres publications concernant le droit international;

4. *Prie* le Secrétaire général de tenir les organisations ou institutions s'intéressant au droit international au courant des questions dont sont saisis la Sixième Commission, la Commission du droit international ou d'autres organes des Nations Unies qui s'occupent de problèmes juridiques, de manière que ces organisations ou institutions puissent envisager de faire figurer ces questions dans leurs propres programmes de travail;

5. *Invite* les Etats Membres, les organisations et institutions internationales ou nationales intéressées et les particuliers à fournir des contributions volontaires aux programmes d'assistance technique des Nations Unies destinées à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international;

6. *Autorise* le Secrétaire général à accepter au nom de l'Organisation des Nations Unies les contributions fournies expressément à cette fin;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de tenir l'Assemblée générale au courant.

1281<sup>ème</sup> séance plénière,  
16 décembre 1963.



## REPERTOIRE DES RESOLUTIONS

NOTE. — Les résolutions de l'Assemblée générale sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. Le présent répertoire comprend toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa dix-huitième session.

Numéros des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
1881 (XVIII)	Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine.....	30	11 octobre 1963	19
1882 (XVIII)	Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu à Skoplje (Yougoslavie) .....	83	14 octobre 1963	4
1883 (XVIII)	Question de la Rhodésie du Sud .....	75	14 octobre 1963	49
1884 (XVIII)	Question du désarmement général et complet .....	26	17 octobre 1963	13
1885 (XVIII)	Opération des Nations Unies au Congo: prévisions de dépenses et financement pour la période du 1er janvier au 30 juin 1964.....	59	18 octobre 1963	58
1886 (XVIII)	Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.....	14	30 octobre 1963	4
1887 (XVIII)	Rapport du Conseil de sécurité.....	11	30 octobre 1963	4
1888 (XVIII)	Mesures à prendre à la suite du cyclone qui vient de frapper les territoires de Cuba, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République Dominicaine et de la Trinité et Tobago.....	85	1er novembre 1963	4
1889 (XVIII)	Question de la Rhodésie du Sud .....	75	6 novembre 1963	50
1890 (XVIII)	Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1962 et rapports du Comité des commissaires aux comptes			
	Résolution A .....	56	6 novembre 1963	59
	Résolution B .....	56	6 novembre 1963	59
	Résolution C .....	56	6 novembre 1963	59
	Résolution D .....	56	6 novembre 1963	59
1891 (XVIII)	Nominations aux postes devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires			
	Résolution A .....	61, a	6 novembre 1963	60
	Résolution B .....	61, a	27 novembre 1963	60
	Résolution C .....	61, a	17 décembre 1963	60
1892 (XVIII)	Nominations aux postes devenus vacants au Comité des contributions.....	61, b	6 novembre 1963	60
1893 (XVIII)	Nomination à un poste devenu vacant au Comité des commissaires aux comptes .....	61, c	6 novembre 1963	60
1894 (XVIII)	Nominations aux postes devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies .....	61, d	6 novembre 1963	60
1895 (XVIII)	Nomination à un poste devenu vacant au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies .....	61, e	6 novembre 1963	60
1896 (XVIII)	Effets des radiations ionisantes.....	31	11 novembre 1963	19
1897 (XVIII)	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	12	11 novembre 1963	24
1898 (XVIII)	Rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale.....	25	11 novembre 1963	4
1899 (XVIII)	Question du Sud-Ouest africain.....	55	13 novembre 1963	50
1900 (XVIII)	Pétitions concernant le Territoire du Sud-Ouest africain .....	55	13 novembre 1963	51
1901 (XVIII)	Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain .....	55, b	13 novembre 1963	52
1902 (XVIII)	Rapport de la Commission du droit international.....	69	18 novembre 1963	73
1903 (XVIII)	Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations.....	70	18 novembre 1963	74
1904 (XVIII)	Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale .....	43	20 novembre 1963	38
1905 (XVIII)	Diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.....	43	20 novembre 1963	39
1906 (XVIII)	Préparation d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.....	43	20 novembre 1963	40
1907 (XVIII)	Année de la coopération internationale.....	24	21 novembre 1963	5
1908 (XVIII)	Question du désarmement général et complet.....	26	27 novembre 1963	13
1909 (XVIII)	Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires .....	27	27 novembre 1963	14
1910 (XVIII)	Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires .....	73	27 novembre 1963	14
1911 (XVIII)	Dénucléarisation de l'Amérique latine.....	74	27 novembre 1963	14
1912 (XVIII)	Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.....	32	3 décembre 1963	20
1913 (XVIII)	Territoires administrés par le Portugal.....	23	3 décembre 1963	52

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
1914 (XVIII)	Examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial.....	12	5 décembre 1963	25
1915 (XVIII)	Action communautaire .....	12	5 décembre 1963	40
1916 (XVIII)	Situation sociale dans le monde.....	12	5 décembre 1963	41
1917 (XVIII)	Habitation, construction et planification.....	12	5 décembre 1963	42
1918 (XVIII)	Peine capitale .....	12	5 décembre 1963	42
1919 (XVIII)	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.....	12	5 décembre 1963	43
1920 (XVIII)	Participation de la femme au développement social et économique national.....	12	5 décembre 1963	43
1921 (XVIII)	Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes .....	12	5 décembre 1963	44
1922 (XVIII)	Sessions de la Commission des droits de l'homme.....	12	5 décembre 1963	44
1923 (XVIII)	Représentation géographique équitable à la Commission des droits de l'homme .....	12	5 décembre 1963	44
1924 (XVIII)	Budget additionnel pour l'exercice 1963.....	57	11 décembre 1963	61
1925 (XVIII)	Amendements au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice.....	58	11 décembre 1963	63
1926 (XVIII)	Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général à un poste devenu vacant au Comité des placements.....	61, f	11 décembre 1963	63
1927 (XVIII)	Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies .....	62	11 décembre 1963	63
1928 (XVIII)	Répartition géographique du personnel du Secrétariat.....	66	11 décembre 1963	64
1929 (XVIII)	Amendements au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies.....	66	11 décembre 1963	65
1930 (XVIII)	Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies .....	67	11 décembre 1963	65
1931 (XVIII)	Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement .....	34	11 décembre 1963	25
1932 (XVIII)	Moyens de promouvoir la réforme agraire.....	76	11 décembre 1963	26
1933 (XVIII)	Alphabétisation et alimentation.....	39	11 décembre 1963	27
1934 (XVIII)	Institut de formation et de recherche des Nations Unies.....	35	11 décembre 1963	27
1935 (XVIII)	Rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement.....	12	11 décembre 1963	28
1936 (XVIII)	Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.....	33, e	11 décembre 1963	28
1937 (XVIII)	Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle.....	39	11 décembre 1963	29
1938 (XVIII)	Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement.....	33, d	11 décembre 1963	29
1939 (XVIII)	Planification en vue du développement économique.....	33, a	11 décembre 1963	30
1940 (XVIII)	Action dans le domaine du développement industriel.....	33, b	11 décembre 1963	31
1941 (XVIII)	Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales ainsi que du Bureau des Nations Unies à Beyrouth.....	33, c	11 décembre 1963	31
1942 (XVIII)	Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.....	12	11 décembre 1963	32
1943 (XVIII)	Campagne mondiale contre la faim, la maladie et l'ignorance.....	12	11 décembre 1963	33
1944 (XVIII)	Coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social.....	12	11 décembre 1963	33
1945 (XVIII)	Elargissement du Conseil d'administration du Fonds spécial.....	36	11 décembre 1963	34
1946 (XVIII)	Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique .....	37	11 décembre 1963	34
1947 (XVIII)	Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1964.....	37, b	11 décembre 1963	34
1948 (XVIII)	Question d'Oman .....	78	11 décembre 1963	53
1949 (XVIII)	Question d'Aden .....	23	11 décembre 1963	6
1950 (XVIII)	Question de Malte.....	23	11 décembre 1963	7
1951 (XVIII)	Question des îles Fidji.....	23	11 décembre 1963	7
1952 (XVIII)	Question de la Rhodésie du Nord.....	23	11 décembre 1963	7
1953 (XVIII)	Question du Nyassaland.....	23	11 décembre 1963	8
1954 (XVIII)	Question du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland.....	23	11 décembre 1963	8
1955 (XVIII)	Question de la Guyane britannique.....	23	11 décembre 1963	8
1956 (XVIII)	La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.....	23	11 décembre 1963	9
1957 (XVIII)	Installation d'un dispositif mécanique de vote.....	25	12 décembre 1963	9
1958 (XVIII)	Nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire .....	38	12 décembre 1963	44
1959 (XVIII)	Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.....	38	12 décembre 1963	45
1960 (XVIII)	Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.....	48	12 décembre 1963	45
1961 (XVIII)	Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme .....	79	12 décembre 1963	46
1962 (XVIII)	Déclaration des principes juridiques régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.....	28	13 décembre 1963	15
1963 (XVIII)	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique .....	28	13 décembre 1963	16

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
1964 (XVIII)	Question de Corée.....	29	13 décembre 1963	17
1965 (XVIII)	Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples.....	47	13 décembre 1963	46
1966 (XVIII)	Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.....	71	16 décembre 1963	74
1967 (XVIII)	Question des méthodes d'établissement des faits.....	71	16 décembre 1963	75
1968 (XVIII)	Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international.....	72	16 décembre 1963	76
	Résolution A.....	72	16 décembre 1963	76
	Résolution B.....	72	16 décembre 1963	76
	Résolution C.....	13	16 décembre 1963	53
1969 (XVIII)	Rapport du Conseil de tutelle.....			
1970 (XVIII)	Question du maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.....	52	16 décembre 1963	53
1971 (XVIII)	Rapport sur le progrès économique dans les territoires non autonomes.....	49	16 décembre 1963	54
1972 (XVIII)	La situation à Aden.....	49	16 décembre 1963	54
1973 (XVIII)	Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal.....	54	16 décembre 1963	54
1974 (XVIII)	Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes.....	51	16 décembre 1963	55
1975 (XVIII)	Admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies.....	86	16 décembre 1963	10
1976 (XVIII)	Admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies.....	86	16 décembre 1963	10
1977 (XVIII)	Pouvoirs des représentants à la dix-huitième session de l'Assemblée générale.....	3, b	16 décembre 1963	1
1978 (XVIII)	Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine.....	30	16 décembre 1963	20
	Résolution A.....	30	16 décembre 1963	21
	Résolution B.....	55	17 décembre 1963	55
1979 (XVIII)	Question du Sud-Ouest africain.....			
1980 (XVIII)	Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique.....	63	17 décembre 1963	65
	Résolution A.....	63	17 décembre 1963	65
	Résolution B.....			
1981 (XVIII)	Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.....	64	17 décembre 1963	66
	Résolution A.....	64	17 décembre 1963	66
	Résolution B.....	68	17 décembre 1963	66
1982 (XVIII)	Ecole internationale des Nations Unies.....	19, b	17 décembre 1963	67
1983 (XVIII)	Force d'urgence des Nations Unies.....			
1984 (XVIII)	Budget de l'exercice 1964.....			
	Résolution A.....	58	17 décembre 1963	67
	Résolution B.....	58	17 décembre 1963	69
	Résolution C.....	58	17 décembre 1963	69
1985 (XVIII)	Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1964.....	58	17 décembre 1963	70
1986 (XVIII)	Fonds de roulement pour l'exercice 1964.....	58	17 décembre 1963	70
1987 (XVIII)	Plan des conférences.....	60	17 décembre 1963	71
1988 (XVIII)	Programmes d'assistance technique visés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.....	58	17 décembre 1963	71
1989 (XVIII)	Clauses et conditions régissant l'émission des obligations de l'Organisation des Nations Unies.....	58	17 décembre 1963	72
1990 (XVIII)	Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale: amendements aux articles 31 et 38 du règlement intérieur de l'Assemblée.....	81	17 décembre 1963	21
1991 (XVIII)	Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social.....			
	Résolution A.....	82	17 décembre 1963	21
	Résolution B.....	82	17 décembre 1963	22
1992 (XVIII)	Elargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social.....	12	17 décembre 1963	35
1993 (XVIII)	Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte.....	21	17 décembre 1963	10

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.